

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13476 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

VENDREDI 27 MAI 1988

## Un « cadeau » de M. Kadhafi à l'Afrique

Après avoir fait faux bond à ses pairs pour la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), le colonel Kadhafi offre ce qu'il a appelé un « cadeau » à l'ensemble du continent. Dans un discours prononcé le mercredi 25 mai devant le corps diplomatique, il a proposé un arrêt définitif de la guerre du Tchad et la reprise des relations diplomatiques avec plusieurs pays africains modérés — du Gabon à la Côte-d'Ivoire — pour consacrer les efforts communs au développement économique, à l'affrontement avec le racisme en Afrique du Sud et au « soutien au peuple palestinien ».

Le numéro un libyen a déclaré reconnaître le régime de N'Djamena, ce qu'il n'avait jamais fait explicitement jusqu'alors, même après la conclusion d'un cessez-le-feu sous les auspices de l'OUA en septembre 1987. Il promet la libération de tous les « prisonniers de guerre » détenus en Libye et propose la mise en œuvre de ce qu'il appelle un « plan Marshall » pour la reconstruction du Tchad, allant jusqu'à se reconnaître des devoirs à l'égard des populations des villes détruites par les raids de son aviation dans le nord du pays.

L'offre est spectaculaire mais elle n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Le colonel Kadhafi ne dit pas s'il renonce à ses revendications sur la bande d'Aouzou, dont il a repris le contrôle après les combats de l'année dernière, mais que N'Djamena considère toujours comme partie intégrante du territoire national. Le président Hisène Habré est invité à se rendre à Tripoli pour y rencontrer M. Goukouni Oueddei, son rival aidé par la Libye. Si le colonel Kadhafi entend placer les deux hommes sur un pied d'égalité au cours de cet entretien, il a peu de chances d'être entendu à N'Djamena. Plus inquiétant encore, l'annonce a ses implications : si les deux factions tchadiennes ne se réconcilient pas, ce sera de nouveau la guerre civile. C'est la reprise de la thèse selon laquelle le conflit ne résulte pas de l'agression libyenne, mais de luttes internes pour la conquête du pouvoir.

Déjà échaudés de l'impénétrable colonel, les dirigeants africains feront sans doute preuve de circonspection. Certains pensent que le moins suspect des « cadeaux » eût été sa venue en Ethiopie pour y discuter directement avec M. Hisène Habré, comme il y était invité, du problème de la bande d'Aouzou, ce territoire du nord du Tchad annexé en fait par la Libye, sous les auspices du comité créé à cet effet. La réaction naturelle est de soupçonner une nouvelle manœuvre de diversion. M. Kadhafi avait peut-être été plus affecté qu'il ne le laisse paraître par l'échec de sa candidature à la présidence de l'OUA, en 1982. Alors qu'il n'avait pas renoncé à jouer un rôle en Afrique, il faisait de nouveau figure d'accusé après son refus de dialogue.

Mais la tactique à court terme peut s'effacer devant la prise en compte d'une situation nouvelle sur l'ensemble du continent. Les Deux Grands vont, notamment, parler à Moscou des moyens de ramener la paix en Angola. Dans ce contexte de détente, les Soviétiques ont pu faire comprendre au colonel qu'ils apprécieraient peu de le voir s'en tenir à son rôle préféré de semeur de désordre.

(Lire nos informations page 7.)

M 0147 - 0527 D - 4,50 F



3790147004500 05270

## La mise en œuvre de la politique gouvernementale

- M. Michel Rocard définit les devoirs de ses ministres
- La Banque de France baisse son taux d'intervention



Dans une circulaire adressée à tous les ministres et secrétaires d'Etat, M. Rocard a défini les devoirs du gouvernement envers les élus, les corps constitués et les citoyens. Véritable « code de déontologie », ce texte est la traduction du « gouverner autrement » dont parle beaucoup le premier ministre. D'autre part, M. Bérégovoy a annoncé, le jeudi 26 mai, la baisse des taux d'intervention de la Banque de France de 7,25 à 7 %.

(Lire nos informations page 32.)

## Les pièges de l'ouverture

par Jean-Marie Colombani

Curieux pays ! Le président de la République dissout l'Assemblée nationale afin de se mettre à l'abri en faisant coïncider majorité présidentielle et majorité parlementaire, puis incite les Français à corriger le vote du 8 mai en affirmant qu'il n'est pas « sain » qu'un seul parti gouverne. Quant à M. Raymond Barre, que les Français désignent comme le meilleur chef de file de la droite, donc de l'opposition, il suggère de donner au président les moyens de

gouverner, c'est-à-dire une majorité stable.

Ce n'est pas le moindre paradoxe d'une campagne cotonneuse, comme si les sapes du brouillard présidentiel tardaient à se dissiper. Non qu'elles dissimulent l'enjeu des élections législatives : corriger ou confirmer, comme il est plus probable, le scrutin présidentiel. Mais de l'essentiel, c'est-à-dire des lignes de force de l'action gouvernementale, et des (nouvelles) lignes de partage de la vie politique, rien, ou presque, n'est connu.

L'attentisme l'emporte donc, et avec lui une sorte de laisser-faire (le président a toutes les cartes en mains), laisser-passer (l'opposition paraît résignée à sa défaite). Nous sommes, au reste, bien loin de 1981 : il n'y a plus ni enthousiasme ni nouveauté ; ni ferveur, de la part des vainqueurs, ni fureur, de la part des vaincus.

Alors que s'amorce le second septennat de M. Mitterrand, plus rien ne paraît possible, et pourtant tout est encore possible.

(Lire la suite page 12.)

## Après des années de « ténèbres »

# La renaissance des écrivains chinois

Treize écrivains chinois sont arrivés, le mercredi 25 mai, en France, à l'invitation du ministère de la culture et de la direction du livre pour participer aux rencontres « Les belles étrangères », qui dureront jusqu'au 12 juin à Paris et en province.

A la mort de Mao, en 1976, la littérature chinoise était sinistrée, « plongée dans les ténèbres », comme le disent aujourd'hui les Chinois eux-mêmes. Les œuvres des écrivains célèbres des années 30 (Ba Jin, Mao Dun, Lao She, Qian Zhongshu) n'étaient même pas autorisées. Seul Lu Xun était quelque peu tiré de l'oubli.

Qui aurait pu imaginer que, de ce désert culturel dans lequel la Chine s'est égarée pendant vingt ans, allaient surgir, dès l'ouverture politique de la fin des années 70, des centaines d'écri-

vains nouveaux ? En 1985, l'Association des écrivains de Chine comptait deux mille cinq cent vingt-cinq membres, dont mille six cent soixante nommés après 1980.

Ils appartiennent à deux générations. Les premiers ont entre cinquante et soixante ans, et étaient déjà engagés dans la création littéraire avant 1957, ce qui leur valut d'être taxés d'« humanistes droitières » lors de la répression qui clôtura l'éphémère période des « cent fleurs » et d'être expédiés dans des camps de rééducation, où ils ont croupi pendant de longues années. C'est le cas de Bai Hua, de Liu Binyan, de Lu Wenfu, de Zhang Xianliang.

Les seconds ont entre trente et quarante ans. Lycéens à l'époque de la révolution culturelle, ils ont été envoyés dans le fin fond des campagnes chinoises en guise de formation, comme A Cheng, Han Shaogong, Mang Ke, Zhang Kangkang ou Zhang Xinxin.

C'est la réhabilitation des anciens « droitières » et le retour en ville des jeunes exilés qui ont créé les conditions favorables à cette renaissance littéraire. Les uns comme les autres ont éprouvé d'abord le besoin de crier au monde leurs souffrances, les tragédies grotesques de la révolution culturelle. Mais la nouvelle littérature chinoise s'est ensuite rapidement diversifiée et compte aujourd'hui une dizaine de courants différents, qu'on peut regrouper, à l'instar du critique Liu Zaifu, en trois grandes tendances.

Le néo-réalisme, dans la lignée des grands écrivains des années 30, reste dominant. Il est représenté par Liu Binyan, Lu Wenfu, Zhang Xinxin, dont les œuvres cherchent à refléter fidèlement la réalité quotidienne contemporaine. Le modernisme, qui réunit, pélo-mêle, le symbolisme, l'existentialisme, le roman de l'absurde, la poésie obscure, la littérature du Grand Ouest, etc., est surtout apprécié dans les milieux intellectuels et donne lieu,

souvent, à des débats qui secouent les cercles littéraires. Bei Dao, Mang Ke, Gao Xingjian se rattachent à cette seconde tendance. La littérature des racines, enfin, vise à dégager la pérennité des valeurs culturelles de la Chine, malgré ou à travers les particularismes régionaux, comme le font si bien A Cheng ou Han Shaogong.

L'extraordinaire prolifération des écrivains au cours de ces dernières années, toutes écoles confondues, n'est pas toujours allée de pair avec une amélioration notable de la qualité littéraire de leurs écrits, mais certains d'entre eux (A Cheng ou Lu Wenfu, par exemple) ne s'en sont pas moins imposés déjà comme de grands prosateurs, et n'ont plus rien à envier, désormais, aux meilleurs stylistes d'avant 1950.

ALAIN PEYRAUBE  
(Lire page 23 notre article sur la visite des écrivains chinois à Paris et la chronique de Nicole Zand.)

## Le Monde

### LIVRES

- Les Turcs arrivent : un panorama de la littérature du vingtième siècle ; Istanbul, Constantinople... ; Bernard Lewis et la « haine autochtone ».
- Antoinette de Flaubert : le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech ; une nouvelle édition de *l'Idiot de la famille*, de Sartre.
- Soliers d'été, Soliers d'hiver : les Folies françaises, De Kooning, vite.
- Oliver Sacks, un neurologue dans la rue.
- La vie du langage, par Denis Sletka.
- Histoire : M.-A. Macciocchi et « la princesse lointaine » ; psychanalyse de Jean Monnet ; Gaston Palewski, Fombre de de Gaulle.

Pages 17 à 23

## Le sommet Reagan-Gorbatchev

# Un monde sans guerre froide ?

par ANDRÉ FONTAINE

RONALD REAGAN est attendu le dimanche 29 mai à Moscou. L'événement paraît si normal, aujourd'hui, que dans notre France hexagonalisée à l'extrême par deux campagnes électorales successives, on y prête à peine attention. Quarante ans pourtant se sont écoulés depuis la dernière visite d'un président des Etats-Unis dans la capitale soviétique. Et il y a eu entre-temps l'Afghanistan et la bataille des euro-missiles, qui avaient ramené les relations des deux superpuissances au plus haut niveau de tension. Mais l'impassable d'hier a vite fait, dans ce monde sans mémoire, de devenir le banal d'aujourd'hui.

ne voit d'autre chance d'y parvenir qu'une entente aussi large que possible avec le numéro un soviétique, avant son départ de la Maison Blanche, non seulement sur le désarmement, mais sur les conflits régionaux et sur les droits de l'homme, notamment sur les libertés religieuses en URSS.

Gorbatchev a tout intérêt à l'y encourager. Au-delà du débat traditionnel sur la sincérité de ses intentions, tout le monde s'accorde pour admettre qu'il a besoin d'une longue pause pour mettre en route ses réformes et répondre aux mille et un défis qui, du Vietnam à la Pologne, en passant par les républiques caucasiennes et par l'Ethiopie, agitent l'empire. Il lui faut donc engranger le maximum de fruits de la politique de rapprochement maintenant pratiquée par Reagan, et faire en sorte que le successeur de celui-ci, qu'il s'appelle Bush ou Dukakis, soit élu sur un programme de détente. Il ne lui a évidemment pas échappé que le candidat démocrate est tout disposé à enterrer le projet de guerre des étoiles dont le président sortant croyait faire, un moment, la grande œuvre de son règne, assuré qu'il était de protéger ainsi *ad vitam aeternam* la population américaine de la menace nucléaire.

De cette rencontre entre « Ronnie » et « Gorby », la quatrième en deux ans, personne, parmi les observateurs chevronnés de la scène internationale, n'attend de résultats immédiats. L'Américain est en bout de mandat, avec un crédit personnel durablement entamé par l'« Irangate », par sa défaite au Congrès sur l'aide aux « contras » et par les témoignages, tous plus irrvincibles les uns que les autres, de ses anciens collaborateurs sur la manière dont Nancy et lui gèrent, avec le concours d'un astrologue, les affaires de la nation.

Reste, tout de même, qu'il voudrait finir en beauté, et qu'il

(Lire la suite page 6.)

## Commandes record pour Boeing

Les compagnies américaines recommencent à acheter des gros porteurs

PAGE 33

## Les quarante ans de l'apartheid

Un système qui n'en finit pas de mourir

PAGE 7

## Nouveau plan d'occupation des sols à Paris

Une bouffée d'oxygène pour la construction

PAGE 16

## Le procès des mutins d'Ensisheim

La révolte des punis

PAGE 14

## Le tournoi de Roland-Garros

Les grands serveurs sous surveillance

PAGE 30

Le sommaire complet se trouve en page 38

## IBRAHIM SOUSS



Dans cette longue lettre, tous les arguments du conflit palestinien-israélien sont évoqués, tous les blocages récusés et les angousses conjurées. Un ardent plaidoyer pour la paix en Palestine.

Collection *l'Histoire* immédiate dirigée par Jean-Claude Guillebaud 49 F

**Editions du Seuil**



En menant mercredi une nouvelle opération au Liban sud

Israël poursuit sa lutte contre le Hezbollah

A la suite de la nouvelle opération israélienne au Liban sud, le chef du gouvernement libanais, M. Selim Hoss, a saisi, le mercredi 25 mai, le Conseil de sécurité... JÉRUSALEM de notre correspondant

habitants, transformé en position avancée du Hezbollah. Cette nouvelle opération n'avait pas le même caractère que celle du 4 mai contre Maidoun... Tout porte à croire donc que cette opération israélienne ne sera pas la dernière contre des bases du Hezbollah au Liban sud.

La Chine, marchand de canons tous azimuts

Le Pakistan a procédé récemment aux premiers essais d'un missile susceptible de transporter des charges nucléaires... La Chine joue un rôle de plus en plus voyant dans le marché international des armes... Le ministre israélien de la défense, le général Rabin, a démenti, le lundi 23 mai, les informations publiées par le Washington Post selon lesquelles des spécialistes israéliens ont travaillé en Chine au perfectionnement de ces missiles... Coopération avec Israël

Disparition d'un médecin belge

Beirouth (AFP). - Un médecin belge, le docteur Jan Cools, travaillant dans le camp palestinien de Qasmieh, plus au nord, et revenir avec les membres de cette équipe à Beirouth. Il s'agit de la troisième disparition au Liban, depuis le début de l'année, d'étrangers travaillant pour des organisations humanitaires au Liban sud.

Grève générale dans les territoires occupés

Jérusalem (AFP). - La Cisjordanie et la bande de Gaza occupées ont été paralysées, le mercredi matin 23 mai, par une grève générale pour commémorer le quarantième jour de l'assassinat, à Tammuz, de Abu Jihad, commandant en chef adjoint de l'Olp. Les commerçants ont gardé leurs rideaux baissés, les autobus ont observé la grève, et la grande majorité des cent mille Palestiniens qui viennent travailler quotidiennement en Israël sont restés chez eux.

Le piétinement des Syriens à Beyrouth-Sud

Les Libanais se réjouissent des déboires de Damas mais redoutent une victoire des forces pro-iraniennes

BEYROUTH de notre correspondant Le coup d'arrêt donné par l'Iran à la Syrie, aux portes de la banlieue sud de Beyrouth, est accueilli avec une satisfaction mêlée de crainte en milieu chrétien et une frayeur teintée de satisfaction en milieu musulman. Mais au sein de la population chrétienne, bien que l'anti-syrianisme soit répandu, même parmi les gens de raison qui considèrent comme un mal nécessaire de trouver une entente avec Damas, le Hezbollah sème l'effroi.

fondamentalement, ils placent leurs espoirs dans les Syriens, et comptent sur eux pour mater l'intégrisme à Beyrouth-Ouest de crainte qu'il n'y fasse tache d'huile en milieu sunnite, ou bien se réveille à Tripoli où les Syriens en sont difficilement venus à bout il y a deux ans et demi, et s'empiffra à Saïda ainsi que dans la Bekaa ouest.

La crédibilité entamée

L'échec subi jusqu'à présent par Damas les laisse inquiets et perplexes car, ils en conviennent, quelle que soit l'issue de son épreuve de force avec Téhéran et les intégristes chiïtes, la Syrie sera en fin de compte perdante, puisque, aux yeux de tout le monde, il lui aura fallu se soumettre aux conditions de l'Iran et attendre, en rageant son frein, son agrément pour agir. Si même l'Iran ne lui imposait finalement aucune condition, ce qui est difficilement concevable, personne ne le croira et Damas donnera en tout cas l'impression d'être passé sous les fourches caudines de son allié-ennemi. Sauf à effectuer une entrée en force dans la banlieue sud au prix d'un bain de sang que la Syrie cherche précisément à éviter. En termes de crédibilité, le mal est déjà fait pour Damas.

Durement éprouvés, secoués dans ses sous-bassements, débousoyée, la population chiïte, pour sa part, en veut autant aux intégristes qui ont déclenché cette guerre désastreuse qu'au mouvement Amal parce qu'il n'a pas su leur résister et qu'il est, de surcroît, prisonnier de son alliance syrienne. Pour regagner les faveurs des petites gens, qui forment la quasi-totalité des habitants de la banlieue sud, le Hezbollah, passant du stade de la conquête du pouvoir à celui de sa gestion, recense les dégâts dans le but proclamé d'indemniser les victimes, avec des dollars fournis par Téhéran. Mais il entend, là où il a pris le pouvoir, que la vie se déroule selon ses préceptes rigoureux, sans concession, allant jusqu'à faire étendre les radios des voitures lorsqu'elles sont branchées sur de la musique. On en est là dans la banlieue sud - hezbollahisée - à 90 %.

LUCIEN GEORGE.

La guerre du Golfe

Cinq semaines après la victoire de Fao, l'Irak réoccupe la région frontalière de Chalamcheh, au-sud du front



Cinq semaines après la reconquête de la péninsule stratégique de Fao, l'Irak a annoncé une nouvelle victoire de son armée remportée, le mercredi 25 mai, dans la région de Chalamcheh. Selon Bagdad, l'armée irakienne a réussi dans une opération-éclair qui a duré moins de dix heures à libérer cette région frontalière située à 13 kilomètres de Bassorah, capitale méridionale du pays. Cinq divisions irakiennes, soit quelque 13 500 hommes, auraient été « entièrement éliminés » au cours de cette offensive. L'état-major irakien a annoncé que la garde républicaine, corps d'élite chargé des missions difficiles, et le 3e corps d'armée avaient réussi en milieu d'après-midi à reconquérir toutes les positions occupées dans ce secteur par l'Iran lors de son offensive Kərbala-3 lancée en janvier 1987. Les positions libérées sont, selon l'état-major, les rives des fleuves Al-Jassem et Al-Douajji, la partie sud du Lac des poissons, l'île de Oum-Taoula - dans le fleuve de Chott-Al-Arab, au sud de Bassorah - et les postes frontaliers de Boubyane et de Kut-Soudi. L'opération, appelée « Tavakkalna sala Allah » - « Comptons sur Dieu », est la deuxième offensive d'envergure annoncée par l'Irak sur le front, après la libération, le 18 avril, de la péninsule stratégique de Fao, que contrôlait l'Iran depuis février 1986. D'une superficie de 20 à 25 kilomètres carrés, la région de Chalamcheh abrite l'un des plus importants centres de passage frontaliers entre Bassorah et la ville irakienne de Korbanchahr. Elle avait été occupée à la suite de très violents combats aux abords d'un canal artificiel de défense, alimenté par les eaux du Chott-Al-Arab, auquel il est relié par des canaux secondaires, au nord et au sud de Bassorah. À partir de ce canal, une large éolée avait été délibérément inondée par l'Irak, formant ainsi le Lac des poissons. Dans le cadre de Kərbala-5, les forces irakiennes avaient également avancé le long du fleuve Chott-Al-Arab, frontière naturelle entre les deux pays dans ce secteur, occupant le village irakien d'Al-Douajji, ainsi que trois îlots du fleuve. L'annonce de la reconquête de Chalamcheh intervient moins de quarante-huit heures après les déclarations de victoire de l'Irak est annoncées. Il avait cité notamment les villes de Méhran et de Dehloran, au centre du front, et la région de Chalamcheh, précisant que des opérations semblables à celle déclenchée à Fao avaient été d'ores et déjà mises au point. Selon des sources informées à Bagdad, cette opération s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie consistant à reconquérir progressivement les positions occupées par l'Iran en territoire irakien. Après la libération de Fao et de la région de Chalamcheh, ces positions sont principalement situées dans le Kurdistan irakien, où l'Iran affirme occuper, depuis mars dernier, 1 500 kilomètres carrés autour de la ville de Halabja. - (AFP)

Toscane... jardins de Florence, places de Stienne et d'Arezzo... Avec Etienne Barlier, Luciano Berio, Léo Ferré... MARIO LUZZI... GUIDO MARIOTTI... EDITIONS

# Europe

## SUISSE

### Le Conseil fédéral dénonce un projet de référendum sur la suppression de l'armée

BERNE  
de notre correspondant

La neutralité de la Suisse ne saurait se concevoir sans armée. Si le doute pouvait effleurer certains esprits, le gouvernement helvétique vient de le réaffirmer haut et fort en condamnant sans appel, le mercredi 25 mai, une initiative populaire réclamant ni plus ni moins que « la suppression de l'armée ».

Il y a quelques années, la plupart des Suisses s'étaient montrés incrédules quand un groupe de pacifistes et de militants d'extrême gauche avait osé s'attaquer ouvertement au tabou sacro-saint de l'armée, poussant l'audace jusqu'à en proposer l'abolition pure et simple.

Dans un pays où chaque citoyen est, en principe, aussi soldat, pareille dénonciation paraissait relever de la provocation, sinon du sacrilège. Pourtant, en vertu du droit d'initiative en vigueur dans la confédération, les promoteurs du projet avaient réussi, en 1986, à recueillir 111 300 signatures, soit plus que les 100 000 requises pour obtenir l'organisation du référendum.

Dans un long message qu'il vient d'adresser au Parlement, le Conseil fédéral estime que « l'extémisme de ce projet en fait un cas unique dans toute l'histoire du droit d'initiative en Suisse ». Il le juge « incompatible avec les obligations découlant de la neutralité permanente et armée de la Suisse » et lui reproche de « ne pas tenir compte des enseignements de l'histoire ». Parmi

d'autres arguments, le gouvernement souligne que « la politique active en faveur de la paix et de la prévention de la guerre par la prévention de la défense ne s'excluent pas, mais se complètent ».

Toutes les grandes formations, y compris le Parti socialiste, acceptant largement le principe de la défense nationale, cette initiative devrait être nettement repoussée quand elle sera soumise à l'appréciation du Parlement. Ses auteurs ne se font d'ailleurs guère d'illusion, non plus sur le sort qui lui réservera le corps électoral appelé à trancher en dernier ressort vers la fin de 1989. Leur principal objectif n'était-il pas avant tout de susciter un débat sur la place de l'armée dans la Suisse d'aujourd'hui ? Du résultat des urnes, il ressortira s'il aura profité à l'armée ou à ses détracteurs.

JEAN-CLAUDE BURHER.

● Expulsion d'un diplomate soviétique. — Un attaché de l'ambassade d'URSS à Berne, membre du Comité d'Etat pour la science et la technique (GKNT), a été déclaré persona non grata en raison d'activités d'espionnage en Suisse, a annoncé, le mercredi 25 mai, un communiqué du ministère public à Berne. Le diplomate, dont le nom n'a pas été divulgué, a déjà quitté la Suisse.

L'enquête de la police suisse a établi qu'il avait noué des contacts avec des entreprises, instituteurs et particuliers engagés dans l'industrie et la recherche. — (AFP.)

## IRLANDE DU NORD

### Un projet de loi contre la discrimination religieuse dans l'emploi

Un projet de loi pour lutter contre la discrimination religieuse sur le marché du travail en Ulster a été rendu public, le mercredi 25 mai, par l'Office britannique de l'Irlande du Nord.

Reconnaissant que le taux de chômage dans la population masculine catholique de la province est deux fois et demie plus élevé que pour les protestants, l'Office indique que le principal objectif du projet est de rendre illégales les pratiques de « discrimination indirecte » à l'embauche.

Le texte évoque notamment la pratique qui consiste à recruter toujours dans les mêmes écoles ou à demander aux employés d'une entreprise de recommander d'éventuels candidats.

Les nouvelles mesures envisagées feront obligation aux employeurs de déclarer le nombre de protestants et de catholiques qu'ils emploient, sans aller toutefois jusqu'à imposer des quotas reflétant l'équilibre entre les deux communautés (40 % de catholiques et 60 % de protestants).

L'égalité des chances sur le marché du travail est une vieille revendication des catholiques. Elle fait partie des domaines pour lesquels le gouvernement de Dublin pressait Londres d'agir dans le cadre de l'accord anglo-irlandais de 1985, réactivé après les violences meurtrières du mois de mars dernier. — (AP, UPL.)

## POLOGNE

### Licenciements d'ouvriers grévistes

Dix-neuf ouvriers, pour la plupart membres de Solidarnosc, ont été licenciés ces derniers jours pour avoir participé aux mouvements de grève en Pologne il y a quelques semaines, a-t-on indiqué de source dissidente à Varsovie.

Parmi les licenciés figure M. Andrzej Szewozwaniec, qui avait dirigé la grève aux aciéries de Nowa Huta, près de Cracovie. Chef du comité de grève, il avait pu s'enfuir au moment de l'intervention des forces de l'ordre dans le combinat et était entré depuis dans la clandestinité.

Par ailleurs, deux responsables de Solidarnosc emprisonnés le 6 mai pendant le mouvement de grève, MM. Bogdan Lis et Czeslaw Nowak, ont été libérés le mercredi 25 mai. Quatre militants de Wrocław, en Silésie, dont un responsable local du syndicat dissident, M. Jozef Piniar, sont toujours en prison. Ils sont accusés d'avoir agité un gardien pendant les grèves. — (AFP, UPL.)

● RECTIFICATIF : Tchécocoslovaquie. — Dans notre article sur la nomination de trois évêques en Tchécocoslovaquie, paru dans nos éditions du 20 mai, nous avons écrit par erreur que l'évêque de Vrana était mort à l'automne dernier. Il s'agit de Mgr Vrana, évêque d'Olomouc.

● PRÉCISION : Turquie. — Dans nos éditions du 26 mai, les dessins illustrant, page 2, « Le chemin difficile de l'émancipation des femmes » étaient extraits de Yes problem, de latif Demirci (Donamî Yayincilik éd., Istanbul).

## URSS

### Un document révélateur sur la politique religieuse de M. Gorbatchev

L'hebdomadaire dissident la Pensée russe, édité en langue russe à Paris, vient de publier le compte rendu d'une conférence — longuement citée par la Croix datée du 26 mai — donnée à l'Ecole supérieure du Parti communiste soviétique par M. Konstantin Khartchev, membre du gouvernement d'URSS et président du conseil pour les affaires religieuses. Les déclarations de M. Khartchev, d'une remarquable franchise, révèlent que le projet de réforme de la législation sur la religion en URSS poursuit un but essentiel : permettre au parti de mieux contrôler l'engagement croissant des Soviétiques pour la religion.

« Actuellement, explique M. Khartchev aux futurs cadres du parti, la religiosité n'a pas tendance à baisser. Nous, au parti, nous nous sommes fait piéger par notre politique antireligieuse de limitations et d'interdictions. Nous avons isolé les curés des croyants, mais les croyants ne font pas plus confiance aux autorités pour autant. Il nous faut éduquer un nouveau type de prêtre. Le choix et la désignation des prêtres, c'est l'affaire du parti ».

M. Khartchev fait ensuite une distinction entre l'attitude de la hiérarchie orthodoxe, considérée en

URSS comme très docile, et les autres religions : « Pour ce qui est de contrôler la religion et d'étouffer ses initiatives, c'est auprès de l'Eglise orthodoxe que nous avons le mieux réussi. Mais le renforcement des autres confessions nous inquiète : les catholiques, qui continuent à surager, et les sectes. En Lituanie, vingt mille enfants suivent le catéchisme, bien entendu clandestinement. En Asie centrale, il y a des centaines d'écoles coraniques clandestines. Quand j'ai soulevé en haut lieu le problème de l'instruction religieuse, je me suis fait taper sur les doigts : « Des écoles du dimanche après soixante-dix ans de régime soviétique, il ne manquera plus que ça ! »

« Que nous le voulions ou non, poursuit M. Khartchev, la religion est en train de pénétrer le socialisme et même d'y entrer sur des rails. Mais comme le pouvoir est entièrement entre nos mains, nous avons les moyens de diriger ces rails en fonction de notre intérêt ».

Enfin, M. Khartchev estime impossible d'autoriser les activités caritatives des Eglises, car ce sont « les catholiques, les protestants, les baptistes » qui en tireraient le bénéfice de propagande.

### Dans l'attente de nouveaux manuels

### Plus d'histoire aux épreuves du baccalauréat soviétique

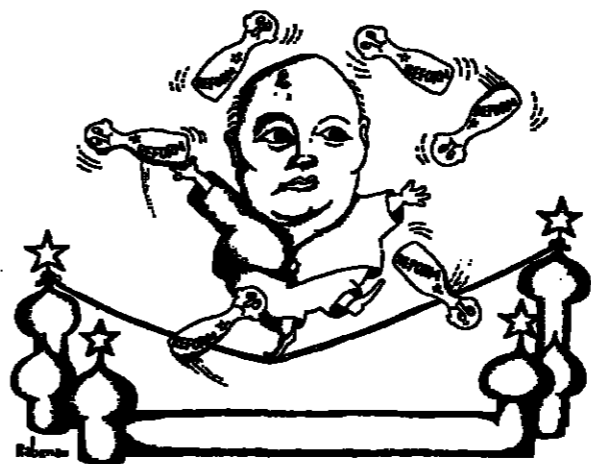
MOSCOU  
de notre correspondant

A force d'agiter les journaux, les dîners familiaux, la télévision et, sans doute aussi, les réunions du bureau politique, le grand débat sur le stalinisme vient de faire une victime : l'épreuve d'histoire du baccalauréat.

Elle sera en effet remplacée, cette année, à partir de 1989, par une simple discussion entre candidat et examinateur qui ne donnera pas lieu à notation. En

Moscou avait récemment publié une longue lettre-réquisitoire, ce manuel a su ainsi élégamment résoudre le problème des années 1937 et 1938 — celles des grands procès : le manuel de neuvième se termine sur l'année 1936 et celui de dixième commence en 1939.

Et voilà comment vos enfants sont soviétiques, mais ce n'est pas tout. Au fil des pages, poursuit M. Doloutsky, on apprend aux lycéens que les années 30 sont celles de la lutte pour la réalisation du plan léningrad d'édification du socie-



(Dessin extrait du Frankfurter Allgemeine Zeitung.)

date du 20 mai, une circulaire (n° 72) du comité d'Etat pour l'instruction populaire en a informé les responsables des épreuves et la direction principale de l'enseignement des sciences sociales. Le texte précise qu'il s'agira pour l'élève de « montrer qu'il comprend l'importance de l'histoire de sa patrie (...) pour la lutte en faveur de la restructuration ». Quant au professeur, il devra « aider [le candidat] à se retrouver dans les processus et les phénomènes de notre histoire soviétique ».

Inutile de dire que ce ne sera pas la tâche facile, car entre les tonnes de mensonges accumulés pendant des décennies, les révélations sensationnelles (non seulement Boukharine n'était pas une « hyène stérile », mais il avait raison) et les témoignages personnels — bouleversants, mais forcément parcellaires — que publie la presse, le Soviétique moyen, professeur ou élève, a du mal à y voir clair. Et cela d'autant plus que le manuel d'histoire de l'URSS pour l'enseignement secondaire a pris un sérieux retard sur le développement de la « glasnost ».

A en croire un chercheur du département d'histoire de l'Académie pédagogique, M. Doloutsky, doré la Prévede de

lisme ; que l'offensive nazie a été, en quelque sorte, perfide et subite (puisque Staline ne l'avait pas du tout prévue) ou que le pays va, généralement parlant, d'un triomphe à l'autre, à peine troublé par quelques déviations, vite et résolument surmontées.

Mieux, la critique, pourtant tout à fait orthodoxe depuis le vingtième congrès, du « culte de la personnalité » (le nom de code de la barbarie stalinienne) se résume à une phrase : « Il y a eu quelques fautes importantes commises par Staline ». Stupéfiant, ce record de l'euphémisme a pourtant sa logique, puisque M. Doloutsky, explique M. Doloutsky, n'est aucunement présentée comme « processus contradictoire », mais, au contraire, si « strictement déterminé ». Ainsi ressort-il finalement de ce manuel, dit-il, que « l'extermination, dans les années 30, de plusieurs opposants était l'unique moyen de résoudre la lutte au sein du parti ».

Un nouveau manuel est en préparation, mais pour beaucoup d'enseignants, dont M. Doloutsky, le mieux serait qu'il n'y en ait désormais plus un seul, mais plusieurs.

BERNARD GUETTA.

**Hommes, Entreprises.  
La parole  
est aux carrières**

PREMIERES JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL LE MONDE  
PARIS 11. 12. 13 OCTOBRE 1988

Prenez la parole. Exposez, dialoguez, communiquez en direct depuis votre tribune des Premières Journées Prospectives du monde : les cadres les plus attentifs à leur carrière vous écoutent et vous interrogent. Productivité, internationalisation, gestion des carrières, gestion des ressources humaines, dialogue social, organisation des entreprises, mobilité des emplois... Ce sont quelques-uns des thèmes retenus par les entreprises qui sont, à ce jour, nos premiers partenaires : Schimberger, Sena Metra, Air Inter, Gdf Chimie, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Renault.

Pour que votre entreprise soit présente aux Premières Journées Prospectives du monde, les 11, 12 et 13 octobre 1988 à Paris, contactez sans plus attendre Anne CARTIER, Agence Image & Images, 13, passage Landrien, 75007 PARIS. Tél. 47-53-70-70.

PARIS  
11. 12. 13 OCTOBRE 1988

PREMIERES  
JOURNEES  
PROSPECTIVES

Le Monde

EN  
CE QU'  
ET

34 magasins  
Dan

صكزامن الأصل

Un document révélateur  
sur la politique religieuse  
de M. Gorbatchev

# EN MAI, FÊTE CE QU'IL TE PLAÎT.



HDM

**DARTY : DES CENTAINES D'IDÉES CADEAUX AU PRIX DARTY.**

TV. VIDÉO. HIFI. ÉLECTROMÉNAGER.

**34 magasins à Paris et en Région Parisienne  
Darty en France : 95 magasins.**

# Diplomatie

## Avant le sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou

### L'escale neutre du président américain en Finlande

M. Reagan est arrivé un peu après 1 heure, le jeudi 26 juin, à Helsinki, où il séjournera avant de rencontrer M. Gorbatchev à Moscou dimanche. Au cours d'un entretien accordé avant son départ à des journaux européens, dont le Figaro, le président américain a jugé le dirigeant soviétique « très sincère à propos des idées

progressistes qu'il est en train d'introduire là-bas », ajoutant qu'il n'y avait « pas d'amitié entre nous ».

Le traité FNI éliminant les missiles intermédiaires pourrait être approuvé par le Sénat américain avant l'ouverture du som-

met soviéto-américain. Les chefs des deux partis au Sénat, MM. Byrd et Dole, ont déposé une motion de censure qui permettrait un vote final vendredi ou samedi, tandis que les partisans d'un nouvel ajournement avouaient leur échec. « Je suis battu », a notamment déclaré le sénateur Jesse Helms, principal adversaire du traité.

HELSINKI  
de notre envoyée spéciale

Bien qu'elle ne soit en grande partie qu'une halte de repos et d'ultime préparation avant le sommet américano-soviétique, la visite officielle du président Reagan du 26 au 28 mai à Helsinki revêt une grande importance politique pour la Finlande neutre adossée à l'URSS. Elle consacre en particulier la réussite d'une habile politique étrangère d'équilibre entre l'Est et l'Ouest, menée patiemment et dans la discrétion, qui triomphe aujourd'hui de la « finlandisation », une expression difficile à faire oublier et si souvent galvaudée. L'un des objectifs de la diplomatie finlandaise a toujours été d'entretenir un dialogue direct avec les principaux dirigeants du monde, sans porter de jugement sur leurs politiques respectives. Depuis environ dix ans, Helsinki a aussi été l'escale habituelle de hauts représentants de l'administration américaine sur le chemin ou de retour de Moscou.

1988 devrait en tout cas aider cette petite nation à affirmer son

intégrité politique. A la visite de Ronald Reagan pourrait bien succéder en effet celle de Mikhaïl Gorbatchev à l'automne. On espérait la venue à Helsinki du numéro un soviétique en avril pour le quarantième anniversaire de la signature du traité d'amitié et de coopération entre les deux pays, accord qui a rendu la neutralité finlandaise bien souvent suspecte aux yeux de certains pays occidentaux. Mais c'est Nikolai Rykov, le premier ministre, qui s'était déplacé pour les cérémonies. Depuis 1948, la Finlande a pourtant construit, grâce à l'ancien président Urho Kekkonen, avec son grand voisin des relations de confiance à présent sans nuages. Un important commerce bilatéral, sur la base du système de compensation, a permis aux Finlandais d'approfondir leurs connaissances déjà solides des mécanismes économiques et politiques soviétiques. Les experts finlandais sont d'ailleurs souvent interrogés sur les chances de réussite de la « perestroïka ».

#### Les colons du Delaware

La visite du chef de la Maison Blanche, la première depuis celle de

Gerald Ford en 1975 pour la signature des accords d'Helsinki, coïncide avec le trois cent cinquantième anniversaire de l'arrivée des premiers colons finlandais en Amérique. Ils se sont installés en particulier dans la région qui est devenue aujourd'hui le Delaware. Il y a aux Etats-Unis environ un million de descendants de ces premiers immigrants. Cet anniversaire est partagé avec la Suède qui était « propriétaire » à l'époque de la Finlande. Washington a néanmoins décidé que 1988 serait « l'année nationale de l'amitié avec la Finlande ». A Helsinki, ces jours-ci, M. Reagan aura tout loisir de vérifier si l'authentique Rambo était bien un de ces Finlandais du milieu du dix-septième siècle.

Le président américain pourra également apercevoir son nom étalé en grosses lettres sur de nombreux murs de la capitale, suivi du texte : « Reagan arrive, es-tu prêt ? » qui reprend la vieille interrogation religieuse : « Jésus arrive, es-tu prêt ? ». Derrière ces graffiti se cachent plusieurs mouvements pour la paix et la solidarité ainsi que les organisations de jeunesse de tous les grands partis finlandais, à l'exception des conser-

vateurs du premier ministre, M. Harri Holkeri. Ces « comités Reagan » ont pour but d'exprimer l'inquiétude des jeunes Finlandais face à la militarisation (américaine) des espaces maritimes dans le nord de l'Europe et leur attachement à l'idée d'une zone dénucléarisée nordique.

Vendredi, seule journée de travail prévue au programme, le président américain s'entretenra pendant trois heures et demie avec les dirigeants finlandais. Dans l'après-midi, il prononcera au palais Finlandia (où fut signé en 1975 l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) un long discours dans lequel il doit aborder les conflits régionaux, les droits de l'homme et la liberté religieuse. Avant son départ de Washington, Ronald Reagan a indiqué qu'un éventuel accord avec les Soviétiques sur la réduction des armes stratégiques pourrait être signé dans un pays neutre. A Helsinki, on espère qu'il avait la Finlande à l'esprit.

FRANÇOISE NIETO.

### Un monde sans guerre froide ?

(Suite de la première page.)

La détente cependant n'est pas la paix, et elle ne saurait en tenir lieu. Nous en sommes à la quatrième depuis le début de la guerre froide, et dans le cas des trois précédentes (1953-1956, après le mort de Staline ; 1969-1974, avec la visite de Krouchtchev aux Etats-Unis ; 1982-1984, après la crise des fusées de Cuba) la tension a plus ou moins vite repris. Le risque existe donc qu'à la phase actuelle de dégradation succède, un jour ou l'autre, un nouveau réchauffement de la querelle Est-Ouest. C'est là une raison suffisante pour que l'Occident ne poursuive sur la voie de la limitation des armements qu'avec la certitude que les équilibres fondamentaux ne se trouvent à aucun moment remis en question.

Ce risque de nouvelle tension subsistera aussi longtemps que les deux superpuissances continueront de se considérer chacune comme le chef d'un camp dépositaire d'une recette du bonheur universel. Il est vrai que l'une et l'autre ont mis passablement d'eau dans le vin de leur foi et que, du côté américain, le Congrès apporte de singulières entraves à l'emploi de la force par l'exécutif. Mais enfin, l'idée demeure répandue aux Etats-Unis qu'il existe un droit à se faire justice soi-même : voir les raids contre Tripoli ou contre des plates-formes pétrolières iraniennes.

Ce n'est évidemment pas l'URSS, dont le chef se refuse encore aujourd'hui à condamner les interventions à Budapest, à Prague et à Kaboul, qui peut lui en ramonter sur ce point. Qu'ont d'ailleurs fait ses troupes, tout récemment, dans le Haut-Karabakh, où vit la minorité arménienne d'Azerbaïdjan ? Ecoutez la poétesse Silva Kaputichian, que le secrétaire général avait reçue après les émeutes de février dernier et qui a écrit aux *Izvestia* une lettre qu'elle ont refusé de publier : « Nous marchions avec des mots d'ordre de confiance envers le pays du socialisme, envers le peuple russe, envers la perestroïka », portant des portraits du secrétaire général du parti, M. Gorbatchev. Mais on a ouvert le feu contre nous. On a fusillé moralement notre marche pacifique... » (1).

Cette réalité ne saurait en faire oublier d'autres : les troupes soviétiques évacuent l'Afghanistan, des pourparlers de paix sont en route au Cambodge, au Mozambique, en Angola, au Nicaragua, Kadhafi tend la main à Hissène Habré, Gorbatchev conseille à Arafat de reconnaître Israël, les euro-missiles sont en passe d'être éliminés. Ne peut-on espérer dans ces conditions qu'une autre logique finira par l'emporter sur celle que Lénine avait résumée en peu de mots : « Eux ou nous ? », et à laquelle tous ses successeurs se sont tenus avec une fidélité sans faille ? On se demande, à lire certains textes, si l'on ne réfléchit pas dès à présent, à Moscou, sur les moyens d'aller au-delà de la détente.

Lisons par exemple ce que Georgi Arbatov, directeur de l'Institut pour les études nord-américaines de l'Académie soviétique des sciences et conseiller très écouté du numéro un, vient de déclarer : « Nous sommes en train de vous [Américains] faire quelque chose de terrible : nous sommes en train de vous priver d'ennemi. » Commentaire de *Time Magazine*, qui reproduit ce propos : « Gorbatchev s'empare de la main du monde et il est prêt à faire avec la guerre froide ce qu'il commence à faire avec l'occupation soviétique en Afghanistan : la déclarer terminée. » (2).

La guerre froide terminée ? Ce serait aller bien vite en besogne que de prendre une telle

idée pour argent comptant. Il n'empêche que, comme toute guerre, elle prendra fin, et que rien ne serait plus dangereux que de s'enfermer dans la logique d'un affrontement éternel. Un jour viendra où il n'y aura plus de mur de Berlin, plus de soldats communistes et « impérialistes » se faisant face tout au long du rideau de fer, plus d'OTAN et de pacte de Varsovie. La propos d'Arbatov vise à nous convaincre que ce jour est proche. Et il suffit de regarder le comportement de la diplomatie fédérale ou celui de tant de chefs d'entreprise qui brûlent de monter des joint-ventures, des aventures communes avec des firmes de l'Est, pour se rendre compte que se développe à l'Ouest un climat très réceptif à un tel discours.

L'erreur, dans de telles conditions, serait de laisser à l'URSS le monopole des scénarios de sortie de guerre froide. Or elle est en train d'en esquisser un, qui passe par un retour à ce qui fut la grande ambition, déçue, de Yalta : un monde pacifié sous l'égide des Nations unies, au sein desquelles les grandes puissances, réputées — pourquoi ? — plus sages que les autres, joueraient, grâce au Conseil de sécurité, un rôle prépondérant. Le fait que Moscou ait réglé ses amitiés de cotisations à l'ONU, ait voté à l'occasion des résolutions soutenues par les Etats-Unis sur le Golfe et insisté pour tenir sa place dans tous les organismes attelés à la solution des conflits n'est pas moins significatif, dans cette perspective, que son opposition aux actions unilatérales des Américains, au Proche-Orient ou ailleurs.

Pour les esprits vigilants — et on a toujours raison d'être vigilant — cette réorientation de la politique soviétique est cousue de fil blanc. L'ONU était la chasse gardée des Etats-Unis, lorsqu'ils détenaient le monopole atomique. Les temps ont changé, l'Amérique n'est plus ce qu'elle était, et l'URSS aurait bien des moyens de faire prévaloir son point de vue au sein des regroupements régionaux que favorise l'organisation internationale. Tel pourrait être le cas, pour commencer, dans cette Europe que Gorbatchev appelle à devenir, de l'Atlantique à l'Oural, une « maison commune ».

Autant cependant il est justifié de se méfier — et donc de ne pas baisser sa garde, y compris sa garde militaire — autant il est nécessaire de comprendre que de plus en plus, dans les années à venir, le rapport des forces entre l'Est et l'Ouest ne se mesurera plus seulement au nombre des bataillons, des fusées et des têtes nucléaires, mais aussi à la force des idées. Napoléon avait déjà dit quelque chose de ce genre...

Désillusionnés à l'extrême, nous sentons tous confusément que nous sommes entrés dans l'âge planétaire. Notre vie est bien souvent plus affectée par des événements qui se déroulent aux antipodes que par les résultats d'une élection nationale. Notre problème essentiel, désormais, est de conserver la maîtrise de notre destin.

Nous ne le ferons que si, très vite, l'Occident est en mesure de proposer à l'URSS pas seulement des améliorations du contrôle des armements, mais une vraie vision de l'après-guerre froide. La France, placée au lieu géométrique de la Communauté, avec à sa tête un président quasi plébiscité, et jouissant, en matière de politique étrangère, de pouvoirs que lui envient sans doute la totalité des dirigeants occidentaux, pourrait jouer là, si elle le voulait, un grand rôle.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Voir *Libération* du 23 mai.  
(2) *Time* du 23 mai.

Hommes, Entreprises. Quelles perspectives pour l'emploi

PREMIERES JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL LE MONDE  
PARIS 11, 12, 13 OCTOBRE 1988

Bien formuler les questions, c'est déjà y apporter un début de réponse. Depuis votre tribune des Premières Journées Prospectives du monde, vous présentez et vous valorisez en direct votre politique de recrutement et de management des carrières à moyen et long terme. Vous vous interrogez sur l'avenir de l'emploi ; dans la salle, les

cadres les plus performants vous répondent.  
Productivité, internationalisation, gestion des carrières, gestion des ressources humaines, dialogue social, organisation des entreprises, mobilité des emplois... Ce sont quelques-uns des thèmes retenus par les entreprises qui sont, à ce jour,

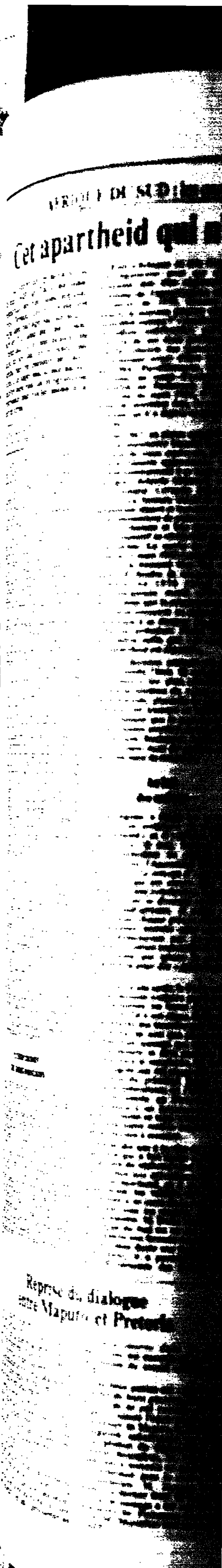
nos premiers partenaires : Schindler, Sema Métra, Air Inter, Cof Chimie, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Renault. Si vous estimez que votre entreprise a, elle aussi, sa place parmi celles qui, en France, ignorent en matière de gestion des ressources humaines dans la perspective des dix prochaines années, faites-le savoir !

Pour que votre entreprise soit présente aux Premières Journées Prospectives du monde, les 11, 12 et 13 octobre 1988 à Paris, contactez sans plus attendre Anne CARTIER, Agence Image & Image, 13, passage Landrien, 75007 PARIS. Tél. 47-53-70-70.

PARIS  
11, 12, 13 OCTOBRE 1988  
PREMIERES  
JOURNEES  
PROSPECTIVES  
Le Monde

Image & Image

مركز من الامم المتحدة



**Le Monde**  
EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE  
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87  
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL  
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR  
TEL. 1-45-38-70-72

# Afrique

## AFRIQUE DU SUD : les quarante ans au pouvoir du Parti national

### Cet apartheid qui n'en finit pas de mourir...

A la surprise générale, le 26 mai 1948, le Parti national remportait les élections législatives. Depuis, cette formation régnait sans partage sur les destins de l'Afrique du Sud. Dans l'immédiat, l'extrême droite, en dépit de ses succès récents, ne semble pas en mesure de faire échec à la suprématie des nationalistes bien que sa progression représente une réelle menace à moyen terme.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Quarante ans : un anniversaire qui a valeur d'un double symbole. Il résume l'arrivée inespérée au pouvoir de la tribu blanche des Afrikaners et le point de départ de la mise en place du système codifié de l'apartheid avec les conséquences que l'on connaît.

En fait, le Parti national obtint, en 1948, cent cinquante mille voix de moins que son rival de l'United Party, mais il conquiert cinq sièges de plus. Jan Smuts, lui-même, dirigeant de cette formation est battu à Standerton, siège qu'il détenait depuis vingt-quatre ans. Un échec dont il ne se remettra pas. Il mourut deux ans plus tard. D.-F. Malan, leader du Parti national, surpris par sa victoire inattendue exulta : « Aujourd'hui, l'Afrique du Sud nous appartient de nouveau. Pour la première fois depuis la création de l'Union sud-africaine en 1910, l'Afrique du Sud est nôtre. Que Dieu fasse qu'elle le reste toujours. » Le futur premier ministre ne croyait pas si bien dire. Quarante ans plus tard, le Parti national est toujours au pouvoir. Un record.

Le succès de 1948 a été réalisé sur une promesse : du pain blanc pour tous et un programme encore mal défini, celui de l'apartheid ou développement séparé des races. L'époque, au lendemain de la guerre, est difficile. Cinquante pour cent des enfants blancs souffrent de malnutrition. Le chômage est endémique. Les petits Blancs craignent de voir leurs intérêts lésés par la politique libérale du gouvernement Jan Smuts. L'apartheid doit les protéger et préserver une identité culturelle que les Afrikaners croient menacée.

Sous l'impulsion de Malan, pendant six ans, puis de ses successeurs et notamment d'Hendrik Verwoerd, les nationalistes vont peiner à mettre en place leur système de classement racial. Pour les nationalistes, le choix se résume à deux options : « L'intégration qui, à long terme, signifie le suicide national des Blancs ou l'apartheid. » Selon W.-M. Eiselen, professeur d'anthropologie sociale et théoricien de cette doctrine : « L'Afrique du Sud blanche n'est pas assez puissante pour absorber les autres races et ne peut, de ce fait, que choisir entre être absorbée ou survivre par le maintien de communautés séparées. »

#### Homelands ou bantoustans

Si le mot apartheid n'existait pas avant 1948, les pratiques ségrégationnistes étaient déjà largement répandues. Les nationalistes les ont affinées dans toutes les sphères de la vie sociale et, surtout, les ont codifiées. Dès 1949, une loi interdit tous les mariages mixtes (Indiens, métis), ceux entre Noirs et Blancs était déjà prohibés depuis 1923. L'année suivante, deux autres textes, deux piliers de la ségrégation, le Population Registration Act et le Group Areas Act sont adoptés. Le premier classifie les individus en fonction de la couleur de leur peau. Le second leur assigne leur lieu de résidence en fonction du même critère.

#### Reprise du dialogue entre Maputo et Pretoria

Le Mozambique et l'Afrique du Sud ont décidé, le mercredi 25 mai, de réactiver la commission mixte de sécurité créée en 1984 par le pacte de non-agression de Nkomati, selon un communiqué publié à Maputo à l'issue d'une réunion du comité de liaison entre les deux pays.

Cette commission mixte avait cessé toute activité en 1985 après que le Mozambique eut accusé l'Afrique du Sud de soutenir les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO). Selon le communiqué, les deux parties ont décidé la réactivation de la commission de sécurité « la plus vite possible ». La « question fondamentale de la mise en œuvre de l'accord de Nkomati » et les « problèmes de

Rien n'échappe au zèle démesuré du législateur pour qui chaque domaine doit être réglementé en fonction de l'appartenance raciale. A partir de 1958, Hendrik Verwoerd, le nouveau premier ministre, considéré comme l'« architecte » de ce déire codificateur, parachève l'œuvre de ses deux prédécesseurs par la création des homelands ou bantoustans avant d'être assassiné en 1966. Parallèlement, le Parti national ne cesse d'accroître sa majorité au Parlement. Lors des élections de mars 1966, il obtient, pour la première fois, la majorité absolue, qu'il a depuis toujours préservée.

Dès 1967, en pleine apogée, alors que la population blanche prospère au-delà de toute espérance, les premières fissures apparaissent. Deux camps commencent à se former : les Verligtes (éclairés libéraux) et les Verkraampies (crippés conservateurs). La formule idéale du développement séparé et harmonieux des races permettant de préserver l'identité de chacune et leur épanouissement respectif se révèle être un rêve irréalisable. La tuerie de Sharpeville, le 21 mars 1960 (soixante-neuf morts), a ébranlé bien des certitudes. Il faudra la tourmente de Soweto, en 1976 (cinq cent cinquante morts officiellement), pour que la solution magique à laquelle croyaient les nationalistes commence à se dissiper. En janvier 1986, le président Pieter Botha reconnaîtra enfin que « le concept de l'apartheid est dépassé ».

Cette doctrine périmée est loin d'avoir rendu l'âme. Si certains de ses aspects les plus révoltants, comme le système du « pass », ont été supprimés, plusieurs de ses fondements sont toujours en vigueur et rien n'indique que le gouvernement ait la moindre intention de les abolir, au contraire. Seulement, on ne parle plus de race mais de groupe, plus d'ethnies mais de minorités.

#### Au ban des nations

Le régime a forgé les termes d'« affaires propres » (à chaque communauté) et d'« affaires générales ». Le 16 mai, Frederick De Klerk, président du conseil des ministres de l'Assemblée blanche, déclarait : « Le concept d'« affaires propres », qui est encore dans les limbes, est une conséquence logique découlant de la diversité réelle du peuple sud-africain. Il existe un besoin pour chaque groupe de gérer ses propres intérêts sans crainte d'une domination par un autre groupe. Il serait impossible d'avoir un système qui ignore la réalité d'un besoin pour des « affaires propres ».

Quarante ans après, le Parti national ne parvient toujours pas à jeter aux oubliettes les bases d'un système identifié à son règne. Il tâtonne pour trouver des formules qui, en fin de compte, ne sont que de pauvres dérivés d'un concept qui n'en finit pas de mourir et dont personne ne sait par quoi le remplacer. De sensibles progrès ont été accomplis sous la tutelle du président Botha qui, par une coïncidence de l'histoire, a fait son entrée au Parlement en 1948. Mais il est incontestable que la parti tourne en rond, cherchant en vain une autre recette magique qui reste toujours à inventer.

Après dix ans à la tête de l'Etat, l'homme qui a fait entrer son parti dans l'ère du réalisme n'est pas parvenu à dire non définitivement à un système moribond, ni à mettre en application les valeurs démocratiques dont il ne cesse de se réclamer. Rejetant tous les modèles existant sur la planète, M. Botha estime que l'Afrique du Sud est un cas unique qui appelle une formule originale, ce qui est sans doute une pageure. En attendant, il a paradoxalement adopté certaines des théories de

l'United Party, aujourd'hui défunte. Ce qui est loin d'être suffisant à l'heure actuelle pour sortir le pays de ses difficultés.

Si les nationalistes ont réalisé quelques performances dans le domaine économique, le pays est plus que jamais devenu un paria de la communauté internationale. L'Afrique du Sud n'entretient de relations diplomatiques qu'avec trente-cinq Etats dans le monde. Ses sportsifs sont des pestiférés. Les capitaux se sont taris. Il est interdit d'y vendre des armes. Ses avions ne peuvent survoler le continent africain. Son passeport est devenu un repoussoir. Ses habitants sont considérés comme des « intouchables ». Le mot apartheid est devenu synonyme de plaie mondiale. Ce régime d'exclusion a fabriqué une nation d'exclus.

Après un si long règne, il n'est pas facile de sortir des ornières. Le Parti national en est-il capable ? La contestation sur sa droite ne lui laisse qu'une étroite marge de manœuvre. Il navigue entre deux écueils, les radicalismes noir et blanc, qui lui interdisent d'innover,

si tant est qu'il en ait vraiment l'intention.

Lors des élections de 1987, il a dépassé à peine les 50 % de suffrages exprimés, alors que, en 1977, il en avait totalisé 65 %. Certes, en guise de consolation, il a largement mortifié sur l'électorat anglophone, mais il perd de plus en plus de terrain dans les campagnes et surtout parmi les Afrikaners pour qui le Parti national faisait partie intégrante de la nation boer.

En revanche, le Parti conservateur de M. Andries Treurnicht s'impose de plus en plus dans le monde rural et parmi les petits Blancs. Insensiblement, on retrouve la situation qui prévalait lors des élections du « pain blanc » de 1948, comme on les a appelées. Un glissement de quarante ans au terme duquel le Parti national pourrait bien se retrouver dans la position qui fut celle de l'United Party et le Parti conservateur dans celle du Parti national. Décidément les idées les plus folles ont la vie dure.

MICHEL BOLE-RICHARD.

### Vingt-huit dirigeants africains ont célébré le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'OUA

Vingt-huit chefs d'Etat ou de gouvernement africains (1) ont soufflé, le mercredi 25 mai à Addis-Abeba, les bougies du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) autour de son président en exercice, le Zambien Kenneth Kaunda.

Des musiciens et danseurs venus d'Algérie, du Nigéria, du Soudan et de la Zambie ont animé les réjouissances dans l'enceinte de l'Africa Hall où, il y a un quart de siècle, trente dirigeants de pays pour la plupart nouvellement indépendants signèrent la charte de l'organisation panafricaine. Cet anniversaire s'est déroulé dans une relative indifférence à Addis-Abeba même, où la population était loin de manifester l'enthousiasme et l'espérance qui avaient marqué la création de l'OUA il y a vingt-cinq ans.

De nombreux entretiens se sont déroulés en marge des célébrations, dont une rencontre quadripartite autour du Sahara occidental. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a rencontré M. Kaunda et son successeur probable, le Malien Moussa Traoré, ainsi que le président de la République arabe sahraïte démocratique (RASD), M. Mohamed Abdelaziz.

M. Perez de Cuellar s'est déclaré d'« un optimisme prudent », soulignant que le problème du Sahara occidental était complexe.

Enfin, à quatre jours du sommet américano-soviétique de Moscou, l'Afrique a réaffirmé jeudi sa « politique de non-alignement ».

La déclaration solennelle adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement africains recommande aussi le soutien de la communauté internationale à des sanctions contre l'Afrique du Sud et met l'accent sur la suprématie de la lutte armée en Afrique australe.

Les dirigeants africains expriment aussi leur préoccupation concernant le fardeau de la dette, « un des facteurs principaux de la crise économique africaine », et réitérent leur demande d'une conférence internationale sur ce problème avec leurs créanciers. — (Reuter, AFP.)

(1) Algérie, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Congo, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, RASD, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

## UN INTELLECTUEL EN POLITIQUE

Elisabeth  
BADINTER

Robert  
BADINTER

CONDORCET



Un intellectuel en politique

Fayard

140F - 660 pages

egalement paru chez Fayard

Correspondance inédite de Condorcet et Madame Suard.

FAYARD

# Politique

## Une circulaire de M. Rocard

### Gouverner autrement

Les services du premier ministre ont rendu publique, le mercredi 25 mai, la circulaire adressée par M. Michel Rocard à tous les ministres et secrétaires d'Etat membres de son gouvernement, et qui définit ce que M. Rocard appelle le « gouverner autrement ». Cette circulaire dont nous reproduisons ci-contre le texte intégral, devait être publiée au Journal officiel du 27 mai.

**M.** Michel Rocard avance. A grandes enjambées, comme il en a l'habitude. Meticuleusement, mais à cadence accélérée, le premier ministre annonce Matignon à la rocardie, sans, pour le moment, dévier d'un pouce de la voie qu'il s'était tracée. Pendant la campagne, M. Rocard avait abréuvé jusqu'à plus soif ses auditoires de variations sur le « gouverner autrement ». Il n'est pas à Matignon depuis trois semaines que déjà, dépassant la grille du Journal officiel, il y publie une circulaire adressée à son gouvernement qui définit, minutieusement en neuf feuillets serrés, cette novation.

La démarche peut surprendre. Les Français ont coutume d'attendre d'un gouvernement un programme et nulle introspection sur sa méthode qu'ils veulent croire, par nature, efficace. C'est précisé-

ment cet ordre de priorité dans les attentes que le premier ministre veut inverser.

M. Rocard le répète depuis des mois : si un nouveau gouvernement doit définir quelques « priorités exclusives », l'essentiel des solutions techniques est désormais « sur la table ». Ce qui fera la différence, c'est le tour de main de l'artisan, la méthode de gouvernement.

#### Deux logiques

Ce « gouverner autrement », tel que le définit la circulaire du premier ministre, c'est, en quelque sorte, la substantifique moelle du rocardisme appliquée à la gestion d'un gouvernement : respect des personnes et des institutions, rôle incitatif de l'Etat, autonomie des acteurs, mais aussi (c'est moins rocardien mais plus efficace), discipline des ministres, unité de commandement et d'expression.

Est-ce un hasard ou une coïncidence délibérée ? M. Rocard donne ces instructions au moment même où, de façon encore fautive, apparaissent précisément les premières difficultés sur l'unité d'expression gouvernementale. Ces difficultés proviennent de M. Pierre Bérégovoy qui, privé de l'hôtel Matignon, n'a pas renoncé à faire entendre sa différence.

En indiquant, devant le conseil des ministres de mercredi (le Monde du 28 mai), qu'il est favorable à un rétablissement de l'IGF au taux et sur les bases d'imposition de 1982, le ministre de l'économie et des finances sait très bien qu'il prend le contrepied de son premier ministre. Au-delà de cette divergence publique, les deux hommes semblent animés par des logiques différentes, même si l'étrécissement des marges de manœuvre en réduit la portée concrète.

Priorité de M. Bérégovoy ? La désinflation. Celle de M. Rocard ? la cohésion sociale. Certes, le ministre de l'économie fait son travail et il serait absurde de prétendre que M. Rocard n'est pas préoccupé par la désinflation.

#### Un débat insolite

Mais l'annonce d'une priorité donnée à la désinflation, avec ce qu'elle suppose de rigueur salariale sans faille, n'est pas exactement la meilleure manière d'indiquer au monde du travail que le gouvernement porte ses « espérances », comme l'a dit M. Rocard dès le premier conseil des ministres du nouveau septennat.

Sans doute M. Rocard sait-il que, dans les mois qui viendront, la base

sociale traditionnelle de la gauche va devoir avaler quelques coulures supplémentaires (nouvelle augmentation du chômage) qui passeront peut-être mieux si elles sont accompagnées d'un langage réconfortant. Mais au-delà du langage, M. Bérégovoy semble, de son côté, bien décidé à se cantonner, sans états d'âme particuliers (le mot salaire ne figure pas dans sa communication au conseil telle qu'elle est retranscrite dans le communiqué officiel) à ce que M. Rocard avait appelé, pour s'en démarquer, une « gestion notariale » de l'économie et des finances publiques.

Le ministre de l'économie donne l'impression d'être prêt à perpétuer la rigueur, sans aucun infériorisme, afin de corriger l'« assésissement » de l'économie. M. Rocard, soucieux des aspirations et du malaise qu'expriment la « base » et les dirigeants syndicaux, paraît lui, prêt à saisir la première embelle de la conjoncture internationale pour accorder, enfin, aux salariés quelques « contreparties » pour son long effort.

Le social contre l'économique. C'est un débat étendu mais insolite, dans sa manière et ses acteurs, qui semble s'ouvrir à l'intérieur du gouvernement.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

### « Un code

Voici, dans son intégralité, la lettre de M. Rocard à ses ministres :

Il n'est pas d'usage qu'un premier ministre s'adresse aux membres de son gouvernement sous la forme que j'ai choisie ici.

Sa gamme d'expression habituelle ne connaît guère, en effet, de formules intermédiaires entre la déclaration politique et la classique circulaire.

Mais notre pays se trouve assailli de trop de difficultés, notre appareil d'Etat est devenu trop distant de la société civile, pour dédaigner, ici comme ailleurs, les démarches nouvelles.

Donner aux multiples aspirations émanant des différents secteurs de la société l'occasion de s'exprimer, de se confronter et, si possible, de s'harmoniser est notre commune ambition. Mais cela impose au gouvernement une organisation, une démarche et des méthodes permettant de concilier le souci du dialogue et le maintien de l'autorité de l'Etat.

Le programme du gouvernement présentera, le moment venu, les voies et moyens d'une telle action.

La présente circulaire comporte d'ores et déjà des instructions sur la manière d'agir qui devra être la nôtre.

Celles-ci ont été regroupées sous cinq titres de chapitre : respect de l'Etat de droit ; respect du législateur ; respect de la société civile ; respect de la cohésion de l'action gouvernementale ; respect de l'administration.

Cette liste n'épuise pas un sujet dont les aspects multiples se révéleront à chaque instant de votre action ministérielle. Certains de ces aspects ont d'ailleurs fait l'objet de circulaires de mes prédécesseurs, dont la liste figure en annexe et auxquelles vous voudrez bien vous reporter.

Je vous demande cependant de voir dans les instructions qui suivent, au-delà du simple rappel de règles de bonne administration dont l'énoncé rend souvent le son de l'évidence, un code de déontologie de l'action gouvernementale.

J'ai souhaité y rendre perceptibles l'esprit et la méthode qui doivent désormais inspirer nos travaux.

Ainsi ai-je voulu que cette circulaire soit un des premiers actes du premier ministre désigné le 10 mai 1988 et qu'elle soit publiée au Journal officiel de la République française.

Je compte sur chacune et chacun d'entre vous pour la mettre en œuvre, tout comme vous pourrez compter sur moi pour y être attentif.

**1. - Respect de l'Etat de droit.** - Il convient de tout faire pour déceler et éliminer les risques d'inconstitutionnalité susceptibles d'entacher les projets de loi, les amendements et les propositions de loi inscrites à l'ordre du jour. Cette préoccupation doit être la nôtre même dans les hypothèses où une saisine du Conseil constitutionnel est peu vraisemblable.

Je considère, en effet, comme de l'honneur du gouvernement de ne porter aucune atteinte, fût-elle mineure et sans sanction, à l'Etat de droit.

Je vous demande à cette fin :

- De faire étudier attentivement par vos services les questions de constitutionnalité que pourrait soulever un texte en cours d'élaboration et de saisir le secrétariat général du gouvernement suffisamment à l'avance pour lui permettre de se livrer également à cette étude ;

- De prévoir un calendrier des travaux préparatoires laissant au Conseil d'Etat le temps de procéder à un examen approfondi du projet. Sauf urgence, la transmission du projet au Conseil d'Etat par les soins du secrétariat général du gouvernement devra précéder d'au moins quatre semaines sa présentation au conseil des ministres. Vous ne devrez pas hésiter à exposer au Conseil d'Etat les questions de constitutionnalité que vous avez rencontrées au cours de l'élaboration du projet qui lui est soumis ;

- De tenir informé le secrétariat général du gouvernement des amendements susceptibles de poser des questions de constitutionnalité, afin d'organiser en tant que de besoin des réunions interministérielles de mise au point pour conjurer tout risque. Cette précaution vaut tant pour les amendements adoptés en commission que pour les amendements déposés et adoptés en séance.

### « Laisser au Parlement le temps de débattre »

**2. - Respect du législateur.** - Le vote de la loi est l'acte fondamental de la vie de la démocratie.

Aussi attacherai-je le plus grand prix à ce que vous suiviez les instructions suivantes dans vos relations avec le Parlement.

a) Vous consacrerez tout le soin qui s'impose à votre participation au débat parlementaire.

Présenter un projet de loi au Parlement constitue, en effet, pour un membre du gouvernement, un honneur beaucoup plus qu'une charge.

En outre, l'expérience montre que le débat parlementaire, contrairement à une idée encore trop répandue, contribue de façon décisive à la maturation d'un texte.

b) Vous veillerez, dans l'accomplissement de cette fonction, à prendre

la position qui, en égard à l'évolution du débat, est la plus conforme à l'esprit des délibérations interministérielles préalables au dépôt du texte.

Je vous demande, en particulier, de ne vous écarter d'une position que j'aurai arrêtée au cours des travaux interministériels préparatoires que si une raison sérieuse le justifie et après avoir recueilli mon accord.

c) La durée de vie des lois est en constant raccourcissement, soit qu'adoptées dans des conditions inutilement conflictuelles elles sont remises en cause politiquement, soit que débattues avec une hâte excessive les maléfices dont elles sont porteurs imposent des rectifications. Vous vous efforcerez donc, ce point est capital et je me permets

### Hommes, Entreprises. Réponses sur la confrontation des stratégies

PREMIERES JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL LE MONDE  
PARIS 11, 12, 13 OCTOBRE 1988

Lorsque les modèles disparaissent, les solutions d'avenir naissent de la confrontation des stratégies : les vôtres sont présentes depuis votre tribune des Premières Journées Prospectives du monde, et celles des cadres les plus exigeants s'y mesurent dans la salle.

Productivité, internationalisation, gestion des carrières, gestion des ressources humaines, dialogue social, organisation des entreprises, mobilité des emplois... Ce sont quelques-uns des thèmes retenus par les entreprises qui sont, à ce jour, nos premiers partenaires :

Schlumberger, Sema Metra, Air Inter, Cdf Chimie, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Renault.

Si vous estimez que votre entreprise a, elle aussi, sa place parmi celles qui, en France, innovent en matière de gestion des ressources humaines dans la perspective des dix prochaines années, faites-le savoir !

Pour que votre entreprise soit présente aux Premières Journées Prospectives du monde, les 11, 12 et 13 octobre 1988 à Paris, contactez sans plus attendre Anne CARTIER, Agence Image & Images, 13, passage Landrien, 75007 PARIS. Tél. 47-53-70-70.

PARIS  
11, 12, 13 OCTOBRE 1988  
PREMIERES  
JOURNEES  
PROSPECTIVES  
Le Monde

## Léo HAMON



La logique de l'institution : l'homme de l'ouverture ?

Lettre au Président de la République nouvellement élu

L.G.D.J.

26, rue Vercingetorix, 75014 Paris - Tél. 43.35.01.67

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES  
8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

deontologie de l'act

JACQU...  
UNE P...

سكزا من الاصل



# Politique

## à ses ministres

### de déontologie de l'action gouvernementale

d'y insister, de laisser au Parlement le temps de débattre et de faire adopter les textes par la majorité la plus large.

Sauf urgence avérée, vous devrez prévoir des délais d'examen par le Parlement sensiblement plus importants que ceux qui ont été observés au cours des années passées. A cet égard, il ne doit plus être considéré comme a priori normal qu'un texte soit déposé et adopté au cours de la même session.

De même, en vue d'aboutir au vote d'un texte par une majorité plus importante que celle qui se réclame habituellement de l'action du gouvernement, vous ne négligerez d'utiliser aucune procédure de concertation, vous ne refuserez d'explorer aucune voie de compromis acceptable, c'est-à-dire aucune solution techniquement réaliste et compatible avec les engagements fondamentaux du gouvernement. Tout infléchissement de la position du gouvernement qui pourrait être utile et contribuer recueillera mon accord.

Vous pourrez demander au ministre chargé des relations avec le Parlement tout réajustement de l'ordre du jour permettant au débat parlementaire d'évoluer dans le sens d'une plus ample adhésion.

3. - Respect de la société civile : Si la finalité de notre action est l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens, elle n'est certainement pas de leur imposer un mode de vie dont ils ne voudraient pas. Aussi devons-nous être constamment à l'écoute des aspirations et contribuer, si faire se peut, à leur réalisation.

a) La société civile admettra d'autant mieux l'autorité de l'Etat que celui-ci se montrera capable de la comprendre.

Il vous faudra pour cela pousser les administrations placées sous votre autorité à se rendre plus dispo-

nibles aux citoyens, qu'il s'agisse de faciliter aux usagers l'accès des services publics (heures d'ouverture, accueil aux guichets, personnalisation de contact administratif, etc.) ou, de façon plus ambitieuse, d'identifier, d'analyser et de prévenir le mécontentement social. Il conviendra à cet effet de combattre la tendance qui est celle de toute institution, lorsqu'elle a pris les dimensions de notre appareil d'Etat, à perdre la conscience des intérêts en vue desquels elle a été créée, pour y substituer ses intérêts propres.

b) Il vous faudra également dissiper l'illusion qui voit dans l'intervention de l'Etat la solution de tous les maux, en vous efforçant de modeler, dans chaque domaine, sans parti pris ni dans un sens ni dans l'autre, ce que doit être le « juste Etat ». Il faut pour cela assigner à l'action de l'Etat un début et une fin, de sorte que l'on sache quand son intervention n'est plus nécessaire dans un domaine et doit en revanche se redéployer dans un autre.

c) Il conviendra, en outre, de tirer parti, dans la formation de vos projets, des initiatives, des innovations et des idées dont est riche la société civile. Au fur et à mesure que les acteurs sociaux, économiques et culturels se révèlent aptes à se saisir de tâches d'intérêt général, l'action de l'Etat doit passer de la gestion directe au « faire faire », du « faire faire » à l'incitation et de l'incitation à la définition des règles du jeu.

d) Nous devons préférer, toutes les fois que c'est possible, aux arguments d'autorité des négociations réelles, loyales, méthodiques et, s'il y a lieu, formalisées par des conventions. A cet égard, il vous reviendra en propre de conduire, avec les organisations représentatives relevant de votre secteur de compétences, les concertations qui s'imposent. Je ne devrai intervenir dans ces contacts qu'à titre exceptionnel.

### « Je combattrai l'excès de législation »

e) La société civile peut être justement irritée par l'excès et la complexité des règles que l'Etat lui impose, ainsi que par la difficulté d'y avoir accès.

Le volume des textes normatifs composant notre ordonnancement juridique connaît, en effet, un accroissement continu dont l'étendue détaillée révèle le caractère excessif.

Je combattrai, dans son principe même, l'excès de législation ou de réglementation, tout particulièrement lorsqu'il apparaîtra qu'un allègement des contraintes de droit écrit permettrait, grâce à la négociation sociale et à la responsabilité individuelle, d'obtenir des résultats au total plus satisfaisants pour la collectivité.

En outre, là même où l'intérêt général justifie l'édiction de nouvelles règles ou la modification des règles existantes, la production de normes juridiques peut revêtir des formes néfastes dont il convient de corriger les effets : dispositions nouvelles se superposant, sans s'y insérer de façon claire, aux dispositions existantes ; textes obscurs suscitant toutes sortes de difficultés d'interprétation et d'application ; procédures inutilement complexes portant en germe des développements contentieux ; dispositions sans contenu normatif n'ayant leur place que dans les exposés des motifs ou les débats ; recours à un langage codé connu des seuls initiés, donnant à l'administration et à quelques spécialistes un monopole d'interprétation.

Je vous demande en conséquence :

- De vérifier, avant de préparer une nouvelle norme juridique, que le problème ne peut pas être résolu par d'autres voies : actions d'information ou de persuasion, négociation avec les partenaires sociaux, conventions, meilleure organisation de vos services. Une interrogation, à cet égard, doit rester présente en permanence à nos esprits : les dispositions existantes ne constituent-elles pas un cadre juridique suffisant ?

- S'agissant plus particulièrement des projets de loi, de ne proposer de faire figurer au programme de travail du gouvernement que les textes dont le contenu est intégralement législatif et dont l'intervention est absolument nécessaire soit à la mise en œuvre des priorités gouvernementales, soit au traitement de questions techniques qui ne pourraient trouver autrement leur solution. Je n'accepterai d'inscrire à l'ordre du jour prioritaire du Parlement que les projets de loi répondant à ces exigences ;

- De vous efforcer de débarrasser notre ordonnancement juridique de règles devenues déshabituées ou inutilement contraignantes, tout en favo-

En conséquence, la légitimité comme l'efficacité de l'intervention de l'Etat exigent désormais de façon urgente d'améliorer la productivité et la qualité des services publics. Je vous demande donc de poursuivre les efforts faits dans ce sens par mes prédécesseurs et d'engager de nouvelles actions dans le même but.

4. - Respect de la cohérence de l'action gouvernementale : L'unité de l'action gouvernementale est une exigence constitutionnelle.

Compte tenu des interférences entre attributions ministérielles, inséparables dans une société aussi complexe que la nôtre, elle est également une condition première de l'efficacité du travail interministériel.

Enfin, la solidarité gouvernementale est un impératif politique : c'est collectivement que les membres du gouvernement sont responsables devant l'Assemblée nationale ; quant à l'opinion publique, elle ne saurait

devoir être de nature à gêner aucun de ses collègues.

Ils ne doivent comporter aucune espèce d'engagement sur les modalités, ni même sur le principe, de mesures dont l'intervention est encore à l'étude. Dans le même esprit, je vous invite à ne pas faire de déclaration publique sur les sujets inscrits à l'ordre du jour du conseil des ministres avant celui-ci.

S'agissant des mesures déjà prises, la solidarité gouvernementale appelle non seulement, cela va de soi, l'absence de toute manifestation publique de désaccord ou de réserve de la part d'un membre du gouvernement, mais encore l'attribution au seul membre du gouvernement dont la mesure relève directement de la responsabilité d'en exposer au public le sens et l'économie. Lorsqu'une mesure relève de plusieurs membres du gouvernement, sa présentation devra faire l'objet d'une concertation préalable.

trages», mais bien à prendre des décisions.

Je souhaite cependant que mon intervention reste exceptionnelle et que vous exerciez la plénitude de vos responsabilités.

Je vous rappelle à cet égard que, pour qu'une affaire soit évoquée à Matignon, une au moins des deux conditions suivantes doit être remplie :

- Nécessité juridique de la saisine du premier ministre (par exemple lorsque la mesure à prendre revêt la forme d'une loi) ;

- Désaccord persistant entre deux membres du gouvernement aux compétences desquels ressortit également la mesure. Je mets à dessein l'accent sur la persistance du désaccord : vous devez d'abord chercher effectivement à le résoudre, et non recourir à moi dès le premier obstacle rencontré. Mon cabinet y veillera.

c) Un formalisme minimal est nécessaire pour enregistrer de façon incontestable les accords obtenus et les décisions rendues dans le cadre des réunions et comités interministériels.

J'insiste tout particulièrement sur la nécessité de remettre à mon cabinet, ainsi qu'au secrétariat général du gouvernement, préalablement à toute réunion, un dossier leur permettant de prendre une vue d'ensemble des objectifs poursuivis, des solutions envisageables et des diverses implications de ces dernières, ainsi que de l'objet et de la portée des désaccords éventuels.

A défaut de disposer d'une telle information, les membres de mon cabinet et le secrétariat général du gouvernement pourront différer la date de la réunion.

Lorsque le projet aura des conséquences financières, celles-ci devront être exposées dans une fiche spéciale faisant ressortir le coût global de l'opération, les moyens déjà engagés, les modalités de financement et l'incidence sur le budget de l'année en cours, ainsi que sur ceux des deux années suivantes. Cette fiche devra être également adressée au ministre de l'économie, des finances et du budget qui la fera étudier par ses services et la retournera dans les plus brefs délais, accompagnée de ses observations, au secrétariat général du gouvernement. Il appartient à mon cabinet de ne décider d'une réunion qu'en possession de l'avis formel du ministre chargé du budget.

d) L'histoire a bâti notre administration selon un axe vertical. Mais la majeure partie des problèmes à régler se pose de manière horizontale et appelle des concertations interministérielles et souvent la coopération de services relevant de plusieurs ministères. Aussi vous demanderai-je de veiller à éviter les querelles de bureaux ou de départements par une véritable collaboration à l'intérieur même de l'administration. Les batailles de territoire n'ont pas toujours un vainqueur administratif, mais elles trouvent toujours un vaincu en la personne de l'usager.

### Contre le système de dépouilles

5. - Respect de l'administration : Vous disposez, sur l'organisation des services relevant de votre autorité, d'un pouvoir de direction et d'organisation qui vous appartient en propre.

Je crois toutefois utile de rappeler quelques-unes des règles dans le respect desquelles ce pouvoir doit s'exercer.

a) Pour reprendre les termes de l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (laquelle, comme vous le savez, a pleine valeur constitutionnelle), la désignation des titulaires des emplois publics doit se faire « sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ».

La prise en compte d'autres considérations, et en particulier le remplacement, contre la volonté des intéressés, d'agents loyaux et compétents, relève donc de ces « mauvaises mœurs » qu'à la suite du président de la République, dans sa Lettre à tous des Français, je vous demande d'éliminer.

b) La vocation du cabinet ministériel, tel que la comprend une tradition administrative française trop souvent méconnue, est d'assurer une liaison entre le ministre, d'une part, ses services et les autres départements ministériels, d'autre part. Le cabinet ne doit en aucun cas « faire

écran » entre le ministre et les services. Il est donc indispensable que vous établissiez des relations de collaboration suivies avec les directeurs de vos administrations centrales. Dans cet esprit, j'ai limité le nombre des membres de vos cabinets, poursuivant les efforts antérieurs dans ce sens.

c) Il est indispensable de faire de ce mode traditionnel d'exercice du pouvoir hiérarchique que constituent les circulaires ministérielles un usage plus réfléchi et plus modéré, de manière à en faire un véritable instrument de communication. Je vous demande à cet égard de vous conformer aux instructions contenues dans la circulaire de mon prédécesseur en date du 15 juin 1987.

La brièveté des délais que je me suis imposés pour élaborer les présentes instructions témoigne de l'importance que j'y attache. Je compte sur chacun d'entre vous pour en appliquer les termes et en respecter l'esprit.

Je vous remercie de l'attention personnelle que vous y porterez. Elle contribuera à notre efficacité et à l'accomplissement des missions qui sont les nôtres. (Les initiales sont de la rédaction.)



admettre que le gouvernement ne soit pas un.

En acceptant de faire partie de mon gouvernement, vous vous êtes engagés sur cette solidarité pour toute la durée de vos fonctions.

Encore faut-il en tirer les conséquences pratiques, qu'il s'agisse de vos déclarations publiques ou de l'organisation interne du travail gouvernemental.

A cet égard, je crois devoir attirer spécialement votre attention sur des règles dont l'observation paraît aller de soi, mais qui, l'expérience le montre, sont parfois méconnues sans que la pression des circonstances puisse toujours le rendre explicable ou acceptable.

a) Les propos publics tenus par un membre du gouvernement ne

Dans tous les cas, je vous demande d'apporter aux questions inévitablement imprécises ou simplifiées qui vous seront posées les réponses résultant au problème sa dimension réelle et de préférer à la facilité d'une répartition des exigences de la pédagogie. J'ajoute que les « effets d'annonce » se révèlent souvent être des annonces non suivies d'effets. Aussi doit-on toujours préférer le constat de l'action à l'annonce de l'intention.

b) La Constitution dispose que le premier ministre « dirige l'action du gouvernement », lequel « détermine et conduit la politique de la nation ».

Il en résulte que, dans l'exercice de mes fonctions constitutionnelles, je serai amené non pas, comme le donne à penser une expression usitée mais impropre, à « rendre des arbi-

## JACQUES DELORS. UNE PRÉFACE À L'EUROPE.

Jacques Delors

C'est une véritable révolution tranquille qui s'opère. Je l'observe tous les jours, les Européens ne sont pas disposés à « poser le sac au bord de la route ». Cette étude leur montre en tout cas les chemins de l'espoir et les conditions de la réussite.

Jacques Delors

250 pages - 59 F

Flammarion

# Politique

## Au conseil des ministres

### M. Rocard attribue à l'héritage de M. Chirac une prochaine augmentation « inévitable » du chômage

M. Michel Rocard, qui rendait compte, le mercredi 25 mai, des travaux du conseil des ministres, a souligné que les diverses dispositions du précédent gouvernement (TUC, stages divers) en matière de lutte contre le chômage venant à échéance au début de l'été, son gouvernement sera confronté, par « un effet mécanique totalement inévitable », à une augmentation du nombre de chômeurs de 200 000 à 250 000 à partir de juillet.

M. Rocard a mis en cause le « sens de l'Etat » de ses prédécesseurs en affirmant : « c'était bien calculé », et en précisant que cette situation était « sans doute voulue ». M. Rocard prévoit donc une

hausse du chômage pour juillet, août et peut-être septembre.

Le gouvernement a décidé d'appliquer normalement la hausse légale du SMIC prévue pour le 1<sup>er</sup> juin, afin que « le monde du travail soit honoré dans ses droits ».

Le retard de cette augmentation aurait été, juge M. Rocard, ressenti comme une « provocation » par le monde du travail.

Le premier ministre a ajouté : « Nous avons un peu plus de croissance qu'estimé il n'y a pas très longtemps, par un enchaînement international plutôt favorable, s'il n'entraîne pas de dérapage. C'est dans ce cadre-là qu'il faudra placer la question du pouvoir d'achat, pas avant ».

M. Rocard a également annoncé que la couverture à 100 % des personnes défavorisées (notamment âgées) en longue maladie sera rétablie, conformément aux engagements pris par M. François Mitterrand dans la campagne. La décision de « principe » a été prise mercredi, le dispositif précis sera connu plus tard.

Enfin, M. Rocard a annoncé que les dispositions prises par le précédent gouvernement pour l'équilibre financier de la Sécurité sociale et qui viennent à échéance fin juin et fin juillet seront pérennisées. Là encore, M. Rocard a critiqué le fait que le gouvernement de M. Chirac n'ait prévu ces mesures que jusqu'au début de l'été.

### M. René Lenoir nouveau directeur de l'ENEA

M. René Lenoir, inspecteur des finances, a été nommé, mercredi 25 mai, par le conseil des ministres, directeur de l'Ecole nationale d'administration, en remplacement de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie.

En sortant de l'Ecole nationale d'administration, René Lenoir a été nommé directeur de l'ENEA. En 1958, il est intégré dans l'inspection générale des finances et est détaché auprès du gouvernement malgache en 1962. Attiré par les thèmes gaullistes de l'internationalisme, il est rapporteur de la commission pour l'intéressement des travailleurs et

appartient en 1969 au cabinet de M. Debré, alors ministre de la défense nationale dans le gouvernement Chaban-Delebarre.

Nommé l'année suivante directeur général de l'action sociale au ministère de la santé, un de ses ouvrages, *Les Exclûs*, le fait remarquer par son ministre, M. Michel Fontanaud. Aussi est-il nommé dans le gouvernement Chirac de 1974 secrétaire d'Etat chargé de l'action sociale, fonction qu'il conservera dans le gouvernement Barre avant d'être nommé en août 1979 directeur général des relations avec le public au ministère de l'économie et du budget. René Lenoir s'est beaucoup intéressé aux problèmes du tiers-monde, à ceux de la crise alimentaire et des relations Nord-Sud à travers des ouvrages et de nombreux articles dans *Le Monde*.

A. P.

### « Les moyens existent » réplique M. Philippe Séguin

M. Philippe Séguin, ancien ministre des affaires sociales, a répliqué, dans un communiqué, le 25 mai, aux critiques dont sa gestion de la politique de traitement social avait fait l'objet (*Le Monde* du 26 mai). « Les moyens existent de poursuivre au second semestre 1988 l'action engagée par le précédent gouvernement », rétorque M. Séguin à son successeur, M. Michel Delebarre. Il rappelle que l'existence de « crédits de 2.550 milliards de francs [qui] ont été mis en réserve afin de financer des stages supplémentaires sur le deuxième semestre » et en chiffre le nombre à 170 000.

En outre, M. Séguin évoque, comme il l'avait déjà fait entendre précédemment, des possibilités de redéploiement budgétaires. Il parle

ainsi d'une « marge de manœuvre » d'un milliard de francs qui pourrait être dégagée, ce que conteste le nouvel occupant de son ancien ministère.

MM. Delebarre et Séguin utilisent bien les mêmes données dans leur polémique. L'ancien ministre ne repousse d'ailleurs pas le fond de l'argumentation à propos des conséquences sur les statistiques des sorties de stages. Au contraire, il souligne ironiquement qu'il en a été ainsi en 1986 et 1987 et qu'elles « n'auront rien de particulier à l'année 1988 ».

« C'est même pour tenir compte de ce phénomène que les statistiques du chômage sont corrigées des variations saisonnières », conclut M. Séguin.

### Le communiqué officiel

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 25 mai au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits.

#### ● LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation économique.

L'économie française aborde le second semestre sous des termes contrastés.

La politique de redressement engagée en 1982 a permis d'obtenir des résultats favorables : l'inflation a été ramenée en deçà de 3 % ; la situation financière assainie des entreprises doit permettre une progression soutenue de l'investissement.

L'existence dans le même temps d'une situation économique internationale instable, nourrie par des déséquilibres persistants, et la réapparition en 1987 d'un déficit de la balance des transactions courantes justifient cependant une vigilance accrue.

Une croissance stable et durable, créatrice d'emplois : telle est la priorité du gouvernement.

Il s'y emploiera en poursuivant sans relâche le combat contre l'inflation, en s'attachant à faire du franc une monnaie forte et en réduisant de façon progressive le déficit des finances publiques.

Le niveau du déficit budgétaire pour 1988, fixé à 115 milliards de francs, ne sera pas dépassé, en dépit de la sous-évaluation de certaines dotations initiales. Les dépenses liées aux priorités gouvernementales seront financées sans dégrader ce solde d'exécution. Le gouvernement n'entend pas déposer de loi de finances rectificative à la session de printemps.

Enfin, les mesures nécessaires à l'équilibre de la trésorerie de la Sécurité sociale seront mises en œuvre.

#### ● LA SITUATION DE L'EMPLOI

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation de l'emploi et les perspectives d'évolution du chômage.

Depuis le début de l'année 1986, le chômage a globalement augmenté de quatre-vingt mille unités. Ce n'est qu'au cours des derniers mois qu'un recul, rendu possible par un important programme de stages, a été enregistré. Mais les moyens budgétaires indispensables pour poursuivre tout au long de l'année 1988 cette action à hauteur des programmes précédemment engagés n'ont pas été prévus.

Face à la perspective d'une aggravation du chômage au cours des prochains mois, le ministre des affaires sociales et de l'emploi a annoncé deux mesures.

— Les moyens restant à sa disposition seront engagés immédiatement pour financer la mise en œuvre, dans les délais les plus

courts, d'un programme complémentaire de stages. Ce programme de 2,5 milliards de francs bénéficiera en priorité aux chômeurs de longue durée, aux femmes et aux jeunes en difficulté.

— En septembre prochain, après consultation des partenaires sociaux et des instances compétentes, un ensemble de propositions sera présenté. Ces propositions seront inspirées, par la recherche d'une plus grande cohérence et d'une meilleure efficacité des dispositifs de la politique de l'emploi. Un nouvel effort financier sera consenti pour en assurer la mise en œuvre et offrir aux chômeurs des solutions plus adaptées pour leur insertion.

Le ministre des affaires sociales et de l'emploi a annoncé que, pour tenir compte de l'évolution des prix, le SMIC sera revalorisé conformément aux dispositions légales à compter du 1<sup>er</sup> juin.

#### ● PRÉSENCE ET REPRÉSENTATION DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres une communication relative à la présence et à la représentation des Français à l'étranger.

Près d'un million et demi de Français vivent hors de France et un nombre croissant de nos compatriotes veut aujourd'hui travailler à l'étranger. Leurs conditions de vie et d'installation peuvent être améliorées, leur mobilité facilitée, leur représentation mieux assurée.

Dans cet esprit, le gouvernement entend relancer et développer l'action entreprise en vue de mieux prendre en compte le rôle des Français à l'étranger en faveur du rayonnement de notre pays comme du progrès de nos exportations.

Des mesures seront rapidement mises à l'étude pour :

- Mieux répondre aux besoins de scolarisation des enfants des Français de l'étranger ;
- Compléter et étendre la couverture sociale de ceux-ci ;
- Offrir de meilleures conditions de carrière à l'étranger et de réinsertion en France aux personnels de l'Etat qui servent en coopération, dans les services français à l'étranger ou dans les organisations internationales ;
- Poursuivre l'extension du réseau radiophonique et télévisuel ;
- Poursuivre la modernisation de notre réseau consulaire.

### Au cabinet de M. Jospin

Le cabinet de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et des sports, a été complété, le mercredi 25 mai. Ont ainsi été nommés :

chargé de mission (secteur scolaire, relations avec les recteurs, avec l'inspection générale, préparation des rentrées, etc.), M. Paul Rollin.

Conseillers techniques :

- M<sup>me</sup> Dominique Besser (budget) ;
- M. Michel Braunstein (personnels du secteur scolaire, informatique de gestion) ;
- M. Bernard Debry (décentralisation, déconcentration, contrats de plan, relations avec l'enseignement agricole) ;
- M. Jean Ferrier (enseignement préélémentaire et élémentaire) ;
- M. Jean Geoffroy (gestion des lycées et collèges, action éducative et culturelle) ;
- M. Joseph Goy (enseignement supérieur, questions européennes et internationales) ;
- M. André Laurent (jeunesse et sports, éducation physique et sportive) ;
- M. Pierre Moscovici (budget, coordination générale) ;
- M. Roland Peylet (enseignement technologique) ;
- M. Jean Roy (études de santé, médecine scolaire et universitaire) ;
- M. Luc Soubre (lycées et collèges, orientation et insertion des

élèves, ONISEP, CNDP, INRP) ; M. Pierre Vasseur (recherche et développement).

Chef de cabinet : M. Henry Pradel. Chef du secrétariat particulier : M<sup>me</sup> Nicole Balder. Chargée des relations avec la presse : M<sup>me</sup> Marie-France Lavalria. Attaché parlementaire : M. Pierre Guelmau.

● Ministère de la justice. — Aux côtés de M. Jean Massot, directeur de cabinet (*Le Monde* du 20 mai), M. Jacques Lemonney, président de chambre à la cour d'appel de Paris, a été nommé directeur adjoint du cabinet. Aux conseillers techniques dont nous avons déjà donné les noms et les attributions dans le même numéro du 20 mai, s'ajoutent M<sup>me</sup> Martine Bellon, conseiller référendaire à la Cour des comptes, qui aura en charge le domaine budgétaire, et M<sup>me</sup> Nicole Mastracci, magistrat à l'administration centrale du ministère, qui suivra les questions touchant à l'éducation surveillée.

DU 24 AU 31 MAI

# NOUVELLE LA RENAULT 25

VOUS INVITE AU CHATEAU DE VINCENNES



Du mardi 24 au mardi 31 mai, Renault vous convie à venir essayer la nouvelle Renault 25 dans la version de votre choix.

La nouvelle Renault 25, c'est une gamme de 13 versions, essence ou diesel, atmosphérique ou turbo, boîte de vitesses mécanique ou automatique, qui possèdent leur propre personnalité pour apporter la meilleure réponse aux exigences des conducteurs de grandes routières.

Sur l'Esplanade du Château de Vincennes, 33 Renault 25 vous attendent dans de nombreuses versions, teintes et équipements, prêtes à vous démontrer leurs qualités. Le mardi 24 mai de 12 à 19 heures et du mercredi 25 mai au mardi 31 mai de 10 à 19 heures week-end compris. Si vous souhaitez prendre un rendez-vous pour un essai, téléphonez au numéro vert (appel gratuit).

NUMÉRO VERT 05 25 19 88

Pour tout essai, Renault sera heureux de vous offrir la visite guidée du Château de Vincennes : Musée, Donjon, Chapelle Royale (invitation valable pour 2 personnes).



صكزامن الأصل

# Politique

## La préparation des élections législatives

### M. Le Pen est en situation difficile selon plusieurs sondages

M. Jean-Marie Le Pen serait battu au second tour des élections législatives dans la huitième circonscription des Bouches-du-Rhône, le candidat socialiste, M. Marins Masse, l'emportant avec 62,5 % des suffrages. Tel est l'un des enseignements d'un sondage réalisé par BVA et publié, le jeudi 26 mai, dans *Paris-Match* (1). Si, au premier tour, le président du Front national arrive en seconde position, avec 27 % des intentions de vote, contre 35 % à M. Masse et 23,5 % à M. Raymond Ganla (URC-RPR), il pèche, au second tour, d'un mauvais report des voix de droite : seuls 33 % des électeurs de M. Ganla déclarent voter en sa faveur (28 % choisissent M. Masse).

De même, selon une étude réalisée les 20 et 21 mai par IPSOS et publiée, le jeudi 26, dans *VSD*, 51 % des personnes interrogées souhaitent que M. Pen soit battu tandis que 49 % espèrent l'élection de M. Bernard Tapie dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône. Dans la perspective des municipales de 1989, 64 % des 813 interviewés marseillais ne veulent pas que le président du FN devienne leur maire. En revanche, si 43 % des sondés ne souhaitent pas non plus que M. Tapie le devienne, 42 % l'envisagent.

Plus généralement, une seconde enquête BVA-*Paris-Match* (2), parue également dans le numéro du 26 mai, au premier tour du scrutin législatif la gauche recueillirait 52,5 % des intentions de vote (au lieu de 49,5 % le 14 mai), 8 % des électeurs (au lieu de 6,5 %) se prononcent en faveur des candidats communistes et 44,5 % (au lieu de 42 %) en faveur de ceux de la majorité présidentielle. A droite, les représentants de l'URC obtiendraient 39,5 % des suffrages (au lieu 40,5 %), tandis que ceux du FN en recueilleraient 8 % (au lieu de 7 %).

Les projections de ces résultats sur la répartition des sièges à l'Assemblée nationale accordent entre 383 et 452 députés au PS (la majorité absolue étant de 289 députés) et de 103 à 172 élus à l'URC. Selon ces estimations, qui ne tiennent pas compte des particularismes locaux, le Parti communiste et le Front national n'obtiendraient aucun siège.

Pourtant, 59 % des personnes interrogées demeurent attachées à la formation d'une majorité socialiste et centriste. De même, 65 % des sondés souhaitent que « M. Mitterrand fasse largement appel » à des personnalités centristes pour la formation du gouvernement, 56 % des électeurs socialistes partageant cet avis. D'autre part, 48 % des personnes interrogées par la SOFRES dans un sondage publié, le 26 mai, dans un groupe de journaux de province (3), rendent les centristes responsables du manque d'ouverture politique du nouveau gouvernement, car « ils n'ont pas osé franchir le pas vers les socialistes ».

(1) Sondage effectué par téléphone, les 21 et 22 mai, auprès d'un échantillon représentatif de la huitième circonscription des Bouches-du-Rhône de 304 personnes.  
(2) Sondage réalisé, les 21 et 22 mai, auprès d'un échantillon représentatif de 1.515 personnes.  
(3) Sondage effectué du 19 au 21 mai auprès d'un échantillon représentatif de 1.000 personnes.

### Marseille, cible du Front national

Selon un sondage BVA réalisé pour *Paris-Match*, M. Le Pen serait largement battu dans la huitième circonscription de Marseille. Un autre sondage, IPSOS, réalisé pour *VSD*, indique que les Marseillais ne souhaitent pas que le président du Front national devienne maire de leur ville.

M. Le Pen a décidé de saisir la commission des sondages après la publication de l'enquête BVA. Il estime que « les électeurs doivent être mis en garde contre les procédés d'intoxication qui, en certaines circonstances, frisent l'escroquerie ».

Dans un entretien à *Paris-Match*, il traite son adversaire socialiste, M. Marins Masse, de « zéro » et de « nullité ». Il qualifie également M. Tapie, candidat de la majorité présidentielle dans la sixième circonscription, de « conique ».

### Sourire avec Tapie

MARSEILLE de notre envoyé spécial

« Mais, souriez donc Monsieur », exige impérieusement des tabard Bernard Tapie. « Je ne rencontre ici que des gens qui font le gusule. » Ou il nous pardonne. Les motifs sérieux de sourire — dignement s'entend, et sans prétention, à quel que insidieux pronostic larvé — manquent. Mais, à la réflexion... Bernard Tapie, glorieux parachuté sur la sixième circonscription de la cité phocéenne, vit une aventure qui, tantôt naïve ou austère en mouvement, poursuit bien après tout y inclure. Redisons-le sans malice.

Le candidat autopromu de la société civile dynamique et vivante moque de « plus gagnant que moi, tu m'as », muni d'une probable bénédiction parisienne pour ne pas dire d'yséenne, lesté ensuite d'une officielle et problématique onction socialiste marseillaise pur sucre, ne s'est véritablement attaqué à ladite sixième circonscription que mercredi.

Mardi, il y avait déjà un peu circulé, de jour, et déjeuné. La veille au soir, pendant que Jean-Marie Le Pen s'abîmait, sur la Vieux-Port, l'ostrogothisme poli et ferme de la clientèle du New-York, brasserie méditerranéenne intellectuelle de la ville, Bernard Tapie avait mis les pieds pour la première fois dans sa circonscription. Il prenait ainsi une longueur d'avance symbolique sur le même Jean-Marie Le Pen, adversaire omniprésent mais hors d'attente puisqu'il se présente ailleurs.

Dès mardi, la société civile eut, par la voix autorisée de Bernard Tapie,

des mots peu tendres pour la société politique, impatienté par le lentur du démarrage, Bernard Tapie fit valoir qu'à toute demande de sa part il lui était répondu « demain » et que trop de temps était déperdi à la faire rentrer des « paroles ». Cette gentillesse, profitée après un récit de réunion avec des responsables de section socialistes, levait un doute ténébreux : l'oration du PS n'est pas pour le candidat Tapie la beaume du succès garanti.

A qui, à quoi se fier alors ? Au Provençal, d'abord. Ce n'est pas rien. Le quotidien ne se montre pas hostile — c'est un euphémisme — à la candidature de Bernard Tapie. Il affiche même une aussi ardente résolution à faire comprendre à ses lecteurs tous les aspects positifs de cette candidature qu'à leur représenter le mauvais coup fomenté contre Marseille par l'insistante présence de Jean-Marie Le Pen. Organisation souple, le *Provençal* peut aussi faire d'un rédacteur en chef, le temps d'une campagne, une manière de conseiller — poisson pilote, et même fournir à l'occasion un journaliste-chauffeur.

Est-ce suffisant pour jeter la sixième circonscription dans les bras de Tapie ? Avec une insistance à la fois passionnée et goguenarde d'homme à bonnes idées mais qui ne les donne ou ne vend qu'aux gens qui lui font plaisir, le célèbre repenseur, sans trainer, présente les termes du marché. Si la sixième circonscription élit Tapie, Tapie lui fournira des emplois, de la formation, mille trucs qui aident à faire plus et mieux. Mais si la sixième circonscription laisse

Tapie sur le carreau électoral, qu'elle aille se faire voir.

Ainsi les choses sont claires. Claires aussi les racines marseillaises spectaculaires deux fois plutôt qu'une, mais peut-être pas si profondes que cela, de Tapie-l'ouverture : l'Olympique de Marseille.

Conséquence instantanée de la « parousie », une rencontre de hasard mit en présence au cours d'une réception à l'ambassade d'URSS lors de la première visite officielle en France de Mikhail Gorbatchev, Bernard Tapie et Edmond Charles-Roux, épouse de Gaston Defferre (la scène se passa quelques mois avant le mort de ce dernier).

### Glorieuse incertitude

Présenté au maire de Marseille, que l'épine de son club de football déclinant faisait cruellement souffrir, Bernard Tapie devint promptement le repenseur et, pour un temps, le sauveur de l'OM, le conduisant à des triomphes jusqu'alors un peu refroidis par la glorieuse incertitude du sport.

Ce fut assez pour faire de Bernard Tapie un Marseillais à (longue) échelle. Le temps d'un match, ou pour restructurer et surveiller la machine financière et sportive de l'OM, Tapie est là. Bouillant, emporté — il lui arrive de s'exalter verbalement contre un arbitre ou un critique mal intentionné de son équipe, — il peut au moins se vanter, et ne s'en prive pas, d'avoir tiré du gouffre une équipe qui, peut-être, serait aussi demain de sa grille du moment.

Muni de ce vintique, d'un culot de plaisir, de son talent de jongleur-bonimenteur à faire pleurer les millions d'idées et les idées de millions, Tapie y va. Il y va, franchissant du même coup la lourde porte du labyrinthe politique marseillais. Car c'est à peine s'il s'agit encore, désormais, de savoir si la moyenne sixième circonscription des Bouches-du-Rhône va envoyer à l'Assemblée ce député en puissance, qui se clame haut et fort au-dessus de la moyenne.

Bernard Tapie s'agite. Michel Pizat regarde et attend, ayant placé à toutes fins utiles derrière Bernard Tapie une suppléante peiziste. Bernard Tapie jure ses grands dieux qu'il n'attend presque rien, surtout pas la mairie, laissant même tomber entre deux considérations désinvoltes que déjà, peut-être, c'est foutu pour la circonscription : pas le temps.

Guy Tassier, son adversaire UDF, accroché à ce qu'il considère comme « sa » circonscription, laboure ses querelles, sûr de son bon droit, et attend la ville de son adversaire.

Marseille, enfin, attend. Elle en a vu d'autres. Dans le même genre : Marcel Lachère, glorieux président du glorieux OM de 1967 qui prétendit aussi devenir député. Finaud, il avait décoré — et de larges calcoats le proclamaient jour après jour sur la façade de l'OM — que chaque main serrée valait un suffrage acquis. Il en aura plus de dix mille et obtiendra mille neuf cent soixante voix. Ou, dans des genres différents, Jean-Marie Le Pen se recueillant — c'est arrivé mercredi — sur la tombe de Marcel Pagnol. Vous avez raison, Bernard Tapie, sourions.

MICHEL KAJMAN

Paris-Glasgow aller et retour dans la journée.  
Les écossais apprécieront  
de ne pas devoir vous retenir à dîner.



Maintenant, il vous suffit d'une journée pour traiter vos affaires à Glasgow. Vous quittez Paris à 7h 55 et arrivez à Glasgow à 8h 35, pour en repartir à 18h 35 et être de retour à 21h 10.

**BRITISH AIRWAYS**  
The world's favourite airline.

# Politique

## La préparation des élections législatives

### Les leçons de mai, selon M. Chirac

Depuis 1967 qu'il est l'élu de ce département, les élections en Corrèze n'ont jamais été pour M. Chirac une simple... partie de campagne. Chaque fois il a dû payer de sa personne sans compter, selon une technique désormais parfaitement rodée qui mêle le labourage en profondeur et le ratissage en largeur. Surtout s'il veut, comme lors des scrutins qui ont précédé celui de 1986, être réélu dès le premier tour.

Le maire de Paris depuis son échec présidentiel du 8 mai partage donc son temps entre Paris, où il soutient les candidats les plus menacés, et la Corrèze. Il ne devrait participer avant le 5 juin qu'à deux manifestations extérieures, à Grenoble le lundi 30 mai et à Brest le mercredi 1<sup>er</sup> juin avec les candidats URJ des régions environnantes. Ce profil relativement bas adopté par l'ancien candidat à l'Élysée se justifie par le fait que, la campagne présidentielle ayant permis de développer largement les thèmes politiques

généraux, celle des législatives, selon le régime uninominal majoritaire de circonscription, se transforme en autant de consultations locales qu'il y a de sièges à pourvoir. Les autres grandes manœuvres viendront plus tard, lorsqu'on aura décompté les positions perdues et les bastions sauvés.

Toutefois, à l'occasion de deux interventions, le maire de Paris a commencé à tirer les leçons de son échec. Mais autant ses déclarations à Meymac le lundi 23 mai pouvaient apparaître comme une sorte d'auto-critique et comme un amer constat des fautes de la majorité sortante (le Monde du 25 mai), autant celles qu'il a faites sur TF1 mercredi soir 25 mai constituent des mises en garde aux électeurs pour le prochain scrutin et des reproches plus vifs adressés à M. Mitterrand.

M. Chirac ne regrette pas d'avoir parlé aux Français des nécessités de « l'effort », de la « vigilance », de la

« fermeté », de la « détermination » pour surmonter « les difficultés », afin d'obtenir une « mobilisation » qui permettra au pays de disposer de toutes ses « chances » dans la « compétition » européenne. Mais il reconnaît aussi que ce langage guerrier qui n'a jamais caché la réalité, aussi peu souriant soit-elle, n'était peut-être pas le mieux adapté pour « séduire ». Face à lui, en effet, M. Mitterrand, dans le rôle d'un « acteur qui trouve le moyen de ne rien dire », a utilisé, selon lui, « le langage du conservatisme, de la routine et de la confusion des genres ». « Peut-être les Français ont-ils préféré cela ? » le 8 mai, ajoute-t-il.

A propos des prochaines élections législatives, il dénonce « le double langage permanent » du président de la République, qui « prend des engagements et ne les tient pas », et même « qui fait le contraire de ce qu'il dit ». Et M. Chirac d'évoquer l'attitude de M. Mitterrand qui annonçait qu'il se dissoudrait pas l'Assemblée nationale avant que M. Rocard ne se présente devant elle pour choisir aussitôt « la première date constitutionnellement possible » et prononcer « instantanément » la dissolution. Et de rappeler ses propos sur le fait qu'il ne serait « pas sûr » qu'un seul parti gouverne pour affirmer : « S'il n'avait pas voulu une majorité socialiste, il aurait attendu avant de dissoudre ». Avant d'en conclure qu'il y a là « un nouveau langage très hypocrite » et d'affirmer qu'on « prend un peu les Français pour des imbéciles ».

Pour M. Chirac, si les électeurs ne se ressaisissent pas, ils feront « la même erreur qu'en 1981 ». En conséquence, lui-même, comme après l'élection présidentielle d'il y a sept ans, appelle donc les électeurs à rectifier leur vote pour les élections législatives. Il affirme même que, si la droite conserve la majorité, elle sera prête à gouverner de nouveau. M. Michel Noir, ancien ministre du commerce extérieur, rappelle que la cohabitation serait « la meilleure solution » et se dit convaincu que les Français souhaitent « conserver l'équilibre des pouvoirs, et la mesure dont la France n'a pas pâti entre 1986 et 1988 ».

Cependant, dans cette nouvelle éventualité — présente, il est vrai, un peu comme une hypothèse d'école — M. Chirac insiste sur la nécessité de prendre davantage en compte certains « messages » des Français, c'est-à-dire de maintenir le libéralisme mais de développer l'aspect social de l'action. Il rejoint ainsi les remarques exprimées par plusieurs membres du Parti républicain et du RPR, comme notamment M. Chaban-Delmas.

Qu'il soit dans l'opposition ou dans la majorité, M. Chirac annonce donc qu'il tiendra compte à l'avenir des leçons de mai 1988.

ANDRÉ PASSERON.

### Les pièges de l'ouverture

(suite de la première page.)

Tout, c'est-à-dire cette fameuse ouverture, dont le chef de l'Etat se garde bien de dire jusqu'à quel point il souhaite la pousser. Pendant que le scrutin majoritaire remplit son office de bourreau des petites formations et de l'opposition, il importe pourtant de ne pas perdre de vue le message du suffrage universel. En 1981, le pays voulait sortir de la crise : il a sanctionné, dès 1984 (1), ceux qui, loin de l'en sortir, l'ont gâchée en pratiquant la « rigueur ». En 1986, les Français ont voulu la cohabitation : ils ont sanctionné deux ans plus tard ceux qui ont poussé trop loin le balancier du « libéralisme ». En 1988, le pays a choisi le changement dans la continuité, comme on disait naguère, c'est-à-dire l'ouverture. Nul doute que s'il en était frustré, il n'attendrait pas deux ans pour manifester son désappointement.

D'où vient, alors, que MM. Mitterrand et Rocard lui aient préféré la règle de l'avantage, c'est-à-dire la dissolution rapide ? Tout simplement du souci de prendre de vitesse ceux qui, à droite, rêvaient d'un président attendant sagement l'impopularité ; et naturellement de la volonté de profiter de cet instant privilégié où la droite se trouve à son niveau « optimal » de division. La bataille pour le leadership est son plein entre MM. Chirac, Barre et Giscard d'Estaing, tandis que M. Le Pen s'apprête, entre les deux tours de scrutin, à poser de tout son poids.

Bien joué, ont donc dit les experts. Comme le Figaro le proclamait sur toute la largeur de sa page une, la droite n'était-elle pas « prise à contre-pied », et tombée dans le piège d'un mode de scrutin ravagateur, qu'elle avait, toutes tendances confondues, rêvé, à l'époque, croyait-elle, en tirer avantage ?

Bien joué, et après ? Le président, c'est une affaire entendue, est passé maître dans l'art de la politique. Mais que peut donc produire la politique aujourd'hui ?

A coup sûr, un « ersatz » d'ouverture, à la construction duquel chaque partie concernée a mis la main. Du côté du président a prévalu une conception féodale. « Alors, on me dit que vous vous rendez à mon panache blanc ? », s'est-il demandé à Simone Veil, alors

qu'ils rentraient ensemble, le 7 mai, dans l'avion présidentiel, de la rencontre européenne de La Haye. Pour l'heure, ouverture signifie donc allégeance. Du côté des centristes, les motifs invoqués pour refuser l'ouverture apparaissent comme autant d'alibis.

Après tout, leur vocation historique, d'Emile Olivier à Pierre Méhaignerie, est peut-être de servir de force d'appoint, de caution morale aux bons partisans (2). Car les occasions fortes de se dissocier du noyau dur de la droite (sans pour autant céder aux délices des « compromissions ») n'ont pas manqué, qu'il s'agisse des déclarations de M. Pasqua sur les « valeurs communes » au RPR et à l'extrême droite, ou de l'action du gouvernement Chirac en Nouvelle-Calédonie. Mais rien n'y a fait. Là où les grands principes sont impuissants, les beaux yeux du président ne suffisent pas.

#### Un bout de chemin

L'ouverture, cependant, n'a pas dit son dernier mot. M. Mitterrand peut, certes, au soir du 12 juin, se contenter d'être le de Gaulle de la gauche, le FS lui tenant lieu d'UNR. Il se trouvera bien quelque'un pour proclamer alors qu'entre les socialistes et Le Pen, il n'y a plus rien (3) ! Mais l'ouverture est, pour MM. Mitterrand et Rocard, une obligation. Elle seule peut permettre au nouveau pouvoir de résister aux aléas de la conjoncture et aux difficultés de tous ordres de la gestion gouvernementale.

La coresponsabilité, le partage des risques est le seul moyen de se prémunir contre les retours brutaux du balancier politique. Elle est aussi et surtout l'ultime étape de la banalisation de l'alternance recherchée par M. Mitterrand : la gauche cessera, aux yeux d'une partie de l'opinion, d'être illégitime lorsque elle aura fait un bout de chemin avec la droite. En ce sens, l'appoint des centristes est utile, parce qu'il contribue à la modernisation politique du pays, à sa stabilisation. Mais, en attendant les élections municipales de 1989 et le retour possible aux alliances socialo-centristes de 1965 dans les grandes villes, le véritable rendez-vous de MM. Mitterrand et Rocard est moins politique que social.

L'ouverture peut être soit une ouverture commode pour masquer la toute-puissance retrouvée du PS, et surtout pour recouvrir de l'alibi du consensus une société redevenue profondément inégalitaire, une France à plusieurs vitesses. Elle peut être au contraire un moyen d'aider cette société à s'ouvrir sur elle-même, un instrument politique du traitement social de la maladie qui produit le légalisme.

La tentation de l'ouverture-alibi est d'autant plus forte qu'il existe aujourd'hui un consensus conservateur qui se reflète dans l'aspiration majoritaire — celle, grosso modo, des classes moyennes urbaines, — celle-là même qui a permis la réélection de M. Mitterrand. Ce consensus concerne aussi bien l'école, redevenue un simple système de reproduction du savoir, la gestion des entreprises, désormais figée, et la politique économique, exclusivement tournée vers le respect des « grands équilibres ». Cette ouverture-là prendrait le risque de l'immobilisme et, à terme, de la radicalisation d'une droite redevenue populiste, autour des « valeurs » prônées par MM. Pasqua et Le Pen.

Une autre conception de l'ouverture, davantage tournée vers les demandes de la société civile — et que M. Rocard évoque dans sa lettre circulaire aux ministres — conduit inévitablement à poser à nouveau le lancinant problème des transferts sociaux, donc celui du niveau des prélèvements obligatoires. Au reste, ce débat oppose déjà M. Rocard, qui privilégie manifestement la cohésion sociale, à M. Bérégovoy, qui parle exclusivement désinfectant.

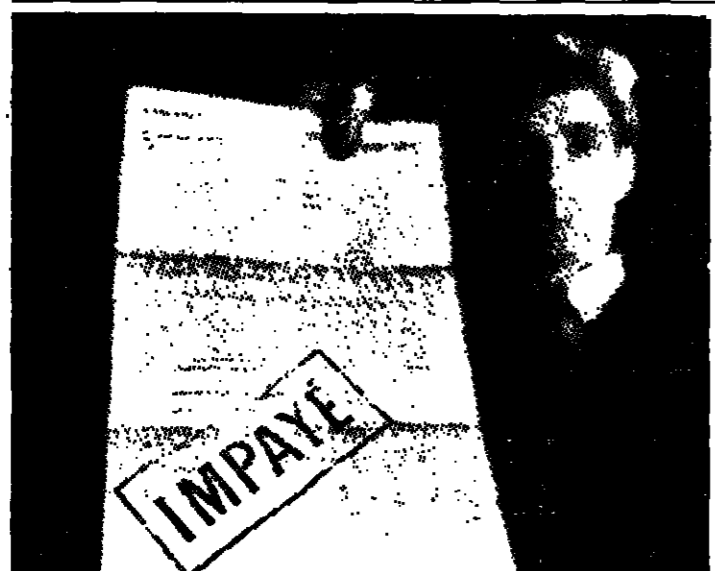
Le premier ministre a promis de pratiquer l'ouverture en marchant. Bon courage, M. Rocard !

JEAN-MAIRE COLOMBANI.

(1) Aux élections européennes, la droite obtint 57,60 % et la gauche 39 %.

(2) Emile Olivier, républicain, accepta de continuer le virage « libéral » de Napoléon III en devenant son premier ministre, alors même que l'Empire commençait à déclinier.

(3) « Entre les communistes et nous, il n'y a rien », disait André Malraux à l'époque du gaullisme de gouvernement.



**SCRL a récupéré 425 000 000 F d'impayés en 1987**



Avec 19 centres de recouvrement et 970 correspondants judiciaires intervenant partout en France, SCRL est bien placée pour agir localement auprès de vos débiteurs, défendre au mieux vos intérêts, recouvrer vos créances. Renseignez-vous vite sur SCRL en retournant ce coupon, ou appelez le (1) 40.11.25.25 (Paris) ou le 72.20.10.00 (Province).

**SCRL: N°1 contre les impayés**

**BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
 Société \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Ville \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_ LM 2  
 à retourner à SCRL, 5 Quai Jayr, BP 9063, 69255 LYON cedex 09

**Le Monde**  
 EN BANQUE  
 DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL. POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G. CAM. SERVEUR  
 Tél. 01 45 38 70 72

Confidente de ceux qui font l'événement, toujours là au bon moment.

**CHRISTINE CLERC**

**CHRISTINE CLERC**

Chronique d'un septennat

Le film de nos sept dernières années un indispensable aide-mémoire.

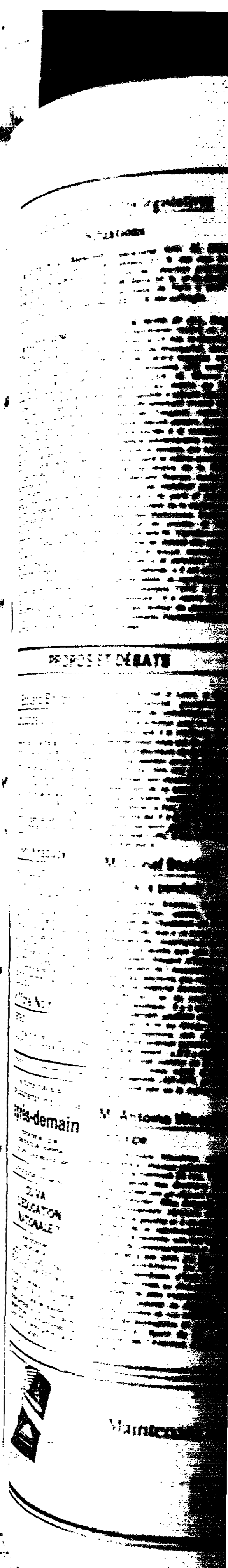
STOCK

**POLITIS N°19**  
 LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

**TCHERNOBYL SUR-RHONE ?**

• Montélimar : la ville la plus nucléarisée du monde. En face, au bord du Rhône, dans la centrale de Cruas, construite sur une faille sismique, les incidents se répètent, la sécurité n'est plus respectée... •

Et puis : des policiers municipaux au service de sociétés privées (suite de l'enquête) • L'après-Juquin (2<sup>ème</sup> partie) • Reagan-Gorbatchev : le new deal planétaire • La banque écolo de Francfort • Appel pour des « temps nouveaux » •



هكزا من الأصل

# Politique

## NOUVELLE CALÉDONIE : la polémique sur les événements d'Ouvéa

### M. Chirac « assume les faits et en revendique la responsabilité »

« Moi j'assume les faits et j'en revendique la responsabilité. » C'est en ces termes que M. Jacques Chirac a commenté, le mercredi 25 mai, sur TF 1, la polémique sur les événements d'Ouvéa. Qualifiant les pressions d'otages de « commando de terroristes sou-ventés, chacun le sait, par l'étranger », l'ancien premier ministre a assuré qu'il n'avait « absolument pas mêlé cette affaire dramatique avec les affaires politiques » : « La dignité et l'honneur de notre armée et de notre pays consistent à trouver les voies et moyens pour libérer nos otages dans les plus brefs délais possibles. »

Après la publication dans nos éditions du 26 mai de l'intégralité du rapport du commandant Legorjus, chef du GIGN, dont le Monde avait déjà reproduit de larges extraits (nos éditions datées 22-23 mai), le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a demandé à la Direction de la protection et de la sécurité (DFPS) « de procéder à une enquête pour déterminer les conditions dans lesquelles un document interne à la gendarmerie a été diffusé à la presse ».

Pour sa part, M. Bernard Pons s'est déclaré « totalement satisfait » après la

publication du rapport Legorjus. Quant au bureau exécutif du Parti socialiste, « il souligne que toutes les interrogations nées de cette affaire doivent être rapidement et complètement éclaircies ».

Enfin M. Michel Rocard a relevé, mercredi, « les échos pas défavorables des conditions d'arrivée de la mission, du dialogue et des premières rencontres qu'elle a pu avoir ». Après s'être rendue dans l'île d'Ouvéa, la mission a rencontré, jeudi, à Hienghène, dans le nord de la Grande Terre, M. Jean-Marie Tjibaou, maire de la localité et président du FLNKS.

### La mission du silence

HIENGHÈNE de notre envoyée spéciale

Jean-Marie Tjibaou est apparu avec vingt minutes de retard sur le porche de la mairie de Hienghène, accompagné par un employé que la mission Rocard était arrivée à l'heure prévue. Depuis un mois, le président du FLNKS n'a pas quitté sa ville de la côte est. Il parle peu. Le reste en retrait, au-dessus des événements et du contingent.

presque considérer la pause observée par les « missionnaires » devant la tombe collective des dix-neuf procureurs d'otages indépendantistes comme une « provocation » ?

Silence donc, et discrétion, lorsque la mission s'est rendue en visite « privée » à la tribu de Jean-Marie Tjibaou, Thiendane. Elle s'est arrêtée, au passage, devant les carcasses des deux camionnettes tombées dans l'embuscade qui a fait dix morts le 5 décembre 1984. Les véhicules ont été laissés sur place. Ils sont rongés par la rouille, et des fleurs sauvages poussent à l'intérieur. Une stèle de marbre noir a été plantée entre les deux voitures : « Fils de Kanaky, souviens-toi ».

Jean-Marie Tjibaou, donc, est arrivé au retard à la mairie. L'entretien a duré une heure quarante. En sortant, le maire de Hienghène a résumé son exposé devant la mission. Il est apparu intransigeant sur le fond (l'indépendance), plutôt souple sur la forme (le calendrier,

les modalités), très loin en apparence de toutes propositions pratiques pour lesquelles il a conseillé à la mission envoyée par le premier ministre et venue le voir à Hienghène de s'adresser au bureau politique du FLNKS à Nouméa.

M. Tjibaou a rappelé que « les Kanaks revendiquent leur patrie chez eux » et qu'il faut donc « trouver un terrain d'entente sur cette revendication ». Des solutions institutionnelles, selon lui, doivent être trouvées « sur le court terme, le moyen terme et sur une durée plus longue à définir ». Il faut encore, a-t-il dit, « essayer de savoir comment aborder cette question entre Kanaks, mais aussi avec les non-Kanaks dans la mesure où des gens sont inquiets par rapport à l'indépendance ». Tout en se déclarant ouvert au dialogue, il a récusé l'idée de « concessions a priori ». Il a parlé de son « espérance » dans le gouvernement actuel, mais, a-t-il souligné, « la confiance se monnaie en retour

de la concrétisation des souhaits que nous formulons ».

M. Tjibaou a beaucoup parlé aussi des problèmes de développement et de la culture. Il a ensuite fait visiter à la mission le centre culturel de Hienghène auquel le Congrès du territoire a coupé les crédits depuis 1986. Il a montré les sculptures de bois installées traditionnellement devant les cases représentant les ancêtres paternels et maternels. La visite de la mission à Hienghène s'apparentait davantage jeudi à une cérémonie rituelle qu'à un quelconque round de négociations.

Après avoir interrogé le maire de Hienghène, plusieurs équipes de journalistes se sont heurtées à des barrières de clous et de crampons à Houailou, plus loin sur la côte est, et à des « caillagages » à la sortie de la tribu de Coula. Un journaliste de TF 1 a été atteint à la tempe par une pierre.

CORINE LESNES.

### La préparation des législatives

#### Situations

● DOUBS (2<sup>e</sup> cir. Beaune-est). — Officiellement investi par le PS, M. Jean-Michel Ligier a décidé de retirer sa candidature au profit de M. Michel Mercadier, conseiller général socialiste, soutenu par les militants.

● HAUTS-DE-SEINE : conflit RPR-UDF. — Dans la 3<sup>e</sup> circonscription M. Charles Depraz (UDF-PR bariste), qui avait reçu l'investiture de l'URC en tant que député sortant, a renoncé à sa candidature quelques instants avant la clôture des inscriptions le samedi 21 mai. Il a cédé sa place à son suppléant M. Jean-Yves Haby (UDF-PR), fils de l'ancien ministre de l'éducation nationale, M. René Haby, ancien député UDF de Meurthe-et-Moselle. M. Depraz, maire de Courbevoie et député des Hauts-de-Seine depuis 1967, devient le suppléant de M. Haby, directeur d'une société de gardiennage. La fédération RPR des Hauts-de-Seine, réunie mardi, a demandé que l'investiture URC ne soit pas accordée à M. Haby et a souhaité que le Parti républicain désavoue cette candidature « qui contrevient aux accords passés dans la majorité ». En effet, si M. Depraz avait reconquis plus tôt à la brique de nouveau un mandat, le RPR aurait organisé une « primaire » dans cette circonscription en présentant M. Pierre Charron, conseiller du président de l'Assemblée nationale, avec comme suppléant M. Jean-François Probst, maire de Bois-Colombes, secrétaire du groupe

sénatorial RPR. M. Chirac avait obtenu 27 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle et barre 20 %, et au deuxième tour le maire de Paris y avait recueilli 58,27 % des suffrages.

● NORD (8<sup>e</sup> cir. Roubaix). — Le secrétaire fédéral du PS a prononcé, le 24 mai, la dissolution de la section de Wasquehal, dont le maire PS, M. Gérard Vignoble, se présente sous l'étiquette URC avec un suppléant CDS, M. Michel Baudry, adjoint au maire de Roubaix. M. Vignoble s'oppose ainsi au candidat officiellement investi par le PS, M. Alain Faugaret, maire de Wasquehal, député sortant. Cette décision a été portée à la connaissance des quelque soixante-cinq membres que compte la section, par lettre personnelle. Dans le même courrier, le premier secrétaire de la fédération, M. Bernard Roman, invite les militants à se mobiliser pour le « seul candidat » du parti et annonce une reconstitution de la section au lendemain des législatives. Dans un communiqué de presse, la fédération souligne que M. Vignoble « s'est mis lui-même en dehors des socialistes » et que à aucun moment, il n'a demandé ni le concours ni l'investiture socialistes. « Il est devenu, indique ce texte, le représentant de la droite, puisque l'URC lui a donné l'investiture : il a rejoint le camp de ceux qui, autour de Jacques Chirac, ont combattu François Mitterrand. » (Corresp.)

### PROPOS ET DÉBATS

#### M. Edouard Balladur

##### Candidature unique

M. Edouard Balladur, dans un entretien que publie Paris-Match daté vendredi 27 mai, souhaite pour l'avenir « des candidatures uniques (RPR-UDF) à toutes les élections de quel que nature qu'elles soient », et que, après « l'échec » de l'unité au sein de l'URC, on « persévère » et on « aille plus loin ». L'ancien ministre d'Etat ajoute qu'« il n'y a pas en France un danger de fascisme, il n'y a pas de menace sur les droits de l'homme ».

#### M. Henri Krasucki

##### Aucune illusion

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a déclaré, le mercredi 25 mai à RTL, qu'il n'avait « aucune illusion » sur le gouvernement de M. Rocard. Devant être reçu le vendredi 27 par le premier ministre, il a expliqué que la journée de grève du jeudi était « une très bonne façon » d'amorcer le dialogue avec le gouvernement. Il a aussi déploré que le conseil des ministres se soit borné à appliquer strictement la loi dans la hausse du SMIC.

#### M. Michel Noir

##### L'erreur

M. Michel Noir, au cours d'une conférence de presse le mer-

credi 25 mai à Lyon, a déclaré : « Une majorité gouvernementale UDF-RPR de cohabitation serait la meilleure solution pour la France. » Il a ajouté que « la meilleure façon de gagner pour nous est de garder les 4 à 5 % d'électeurs du centre opposés à toute relation avec le Front national, et qui, lors des élections présidentielles, ont choisi François Mitterrand, pour récupérer certains électeurs de Jean-Marie Le Pen, on a pris le risque de perdre les 4 à 5 % d'électeurs du centre qui sont partis à gauche. Je pense que l'URC a tiré les leçons de cette erreur ».

#### M. Lionel Stoléro

##### VEG au « perchoir »

M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat au Plan, estime, dans une interview au Quotidien de Paris du jeudi 26 mai, que « ce qui est un beau symbole » de l'ouverture si au Palais-Bourbon, « c'est que soit la majorité, Valéry Giscard d'Estaing était élu président de l'Assemblée ». Analysant les réactions des membres de l'ancienne majorité devant les offres d'ouverture, l'un de ceux qui ont à l'origine de la VEG, il y a eu « du côté du mouvement gauchiste une volonté de fermeture et au niveau de l'UDF des interrogations non résolues ». Quant à sa position personnelle, il le justifie en disant : « Si j'avais eu un Front national comme on le connaît aujourd'hui, mais rejeté totalement par l'ensemble UDF-RPR, je n'aurais sans doute pas eu la même démarche. »

#### M. Antoine Waechter

##### La soupe

M. Antoine Waechter, candidat des Verts à l'élection présidentielle, a critiqué, le mercredi 25 mai, l'organisation rapide des élections législatives : « Elles ont un objectif typiquement politicien. Elles donnent lieu à un affrontement bipolaire entre la droite et la gauche et à un appauvrissement de la représentation nationale. » Il a reconnu que des « propositions de circonscriptions » avaient été faites à ses amis par Mignon, par l'intermédiaire de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, mais qu'elles avaient été refusées, car elles trahissaient, selon lui, une « volonté de déboucher un certain nombre de nos militants et de placer les écologistes en position de faiblesse à l'égard du PS : nous n'avons pas l'intention d'aller à la soupe ».

#### le journal mensuel de documentation politique

### après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

### OU VA L'EDUCATION NATIONALE ?

Avec notamment des articles de : LAURENT FABLIS, YANNICK SIMERON, FRANCINE BÉST, JEAN-PIERRE MAILLES

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



LONDON CITY AIRWAYS

### NOUVEAU: VOIS LONDON CITY AIRWAYS.

Maintenant vous gagnez une heure et quart sur un vol d'une heure et quart. D'une certaine manière, c'est déroutant.

Comme vous le voyez, les nouveaux vols Paris-Londres London City Airways ne sont pas tout à fait comme les autres. Décollage de CDG 1, atterrissage à moins de 10 km de la City, simplification des formalités au départ comme à l'arrivée, prestations Classe Affaires

exceptionnelles, possibilité de réserver un taxi depuis l'avion. Bref, avec les nouveaux vols London City Airways, vous allez gagner du temps sur le temps. Et on ne vous compte pas le décalage horaire. C'esté fois-ci, nous n'y sommes pour rien.



\* Représenté en France par

atives  
piéges de l'ouverture

# PLURITIS N°19

## HERNOBYL

### R-RHONE?

la ville la plus nu...  
monde. En face, au...  
dans la centrale de...  
sur une faille sis...  
incidents se répètent...  
est plus respectée...



# LES AIWA ÇA S'ARRACHE!

La nouvelle ère des systèmes audiovisuels intégrés arrive. AIWA, d'ores et déjà prêt pour ce nouveau challenge, propose des maintenant une gamme complète de matériel audio et vidéo, vidéo-cassette. Ainsi, AIWA accorde la réputation de faire toujours mieux, et surtout, de proposer des technologies de pointe.

AIWA devient ensuite, dans les années 60, la marque de référence en matière d'appareils à cassettes.

En effet, dès 1964, AIWA propose le premier lecteur à cassette.

Désormais, la cassette est universellement reconnue comme partie intégrante du monde du Son Hi-Fi.

En compte cette réputation, AIWA propose des appareils capables d'offrir un son de cassette exceptionnel.

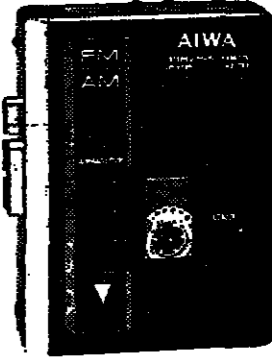
AIWA est heureux de constater que sa politique internationale de développement

vient ensuite, dans la marque de référence d'appareils

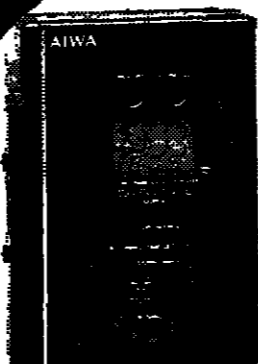
lan-



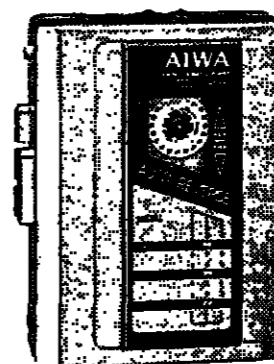
HS - T 26  
Lecteur/Radio AM-FM, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - T 23  
Lecteur/Radio AM-FM, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



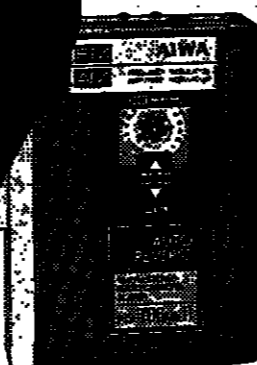
HS - T 120  
Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur, Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche automatique des stations, Horloge, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Blanc.



HS - G 36  
Lecteur avec égaliseur graphique 3 bandes, Auto Reverse, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - T 202 A  
Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche automatique des stations, Horloge, Dolby B, Position Métal, Batteries rechargeables, Noir.



HS - T 06 MK II  
Lecteur/Radio AM-FM, Auto Reverse, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - P 12  
Lecteur compact, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - PC 202  
Lecteur Auto Reverse, Dolby B/C, Position Métal, Noir.

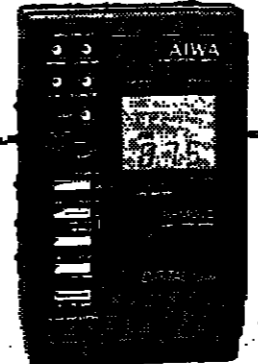


HS - PL 101 A  
Lecteur Auto Reverse, Correcteur physiologique "DSI", Touches sensibles, Télécommande, Dolby B, Position Métal, Batteries rechargeables, Blanc/Noir.

Spécial Son Hi-Fi



HS - J 150  
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Métal (facture), Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche auto. des stations, Horloge, Noir/Argent.



HS - JX 101  
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Métal (facture), Préselections: 5 FM, 5 AM, Horloge, Touches sensibles, Télécommande à micro incorporé, Noir.

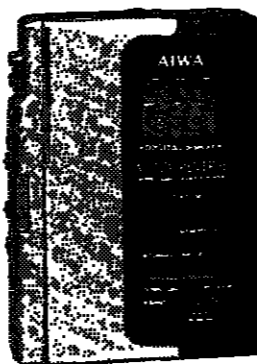
Spécial Son Live



HS - PX 101  
Lecteur ultra-compact, Auto Reverse, Dolby B/C, "DSI-EX" avec réglages graves/aigus séparés, Position Métal, Touches sensibles, Télécommande, Noir.



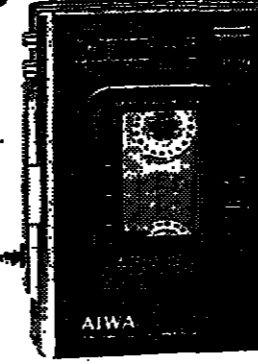
HS - P 202  
Lecteur Auto Reverse, Correcteur physiologique "DSI", Dolby B, Position Métal, Noir/Blanc.



HS - T 150  
Lecteur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche automatique des stations, Horloge, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent.



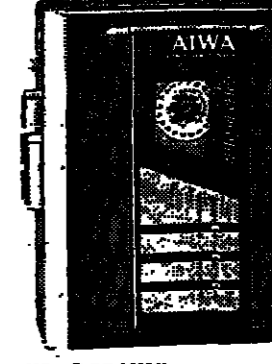
HS - J 202 A  
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM à synthétiseur, Auto Reverse, Dolby B, Métal (facture), Préselections: 5 FM, 5 AM, Recherche auto. des stations, Horloge, Micro stéréo externe, Batteries rechargeables, Noir.



HS - J 36  
Lecteur-Enregistreur/Radio AM-FM, Enregistrement FM stéréo, Micro mono incorporé, Auto Reverse, Dolby B, position Métal (facture), Noir/Argent/Rouge.



HS - T 36  
Lecteur/Radio AM-FM, Égaliseur graphique 3 bandes, Auto Reverse, Dolby B, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.



HS - G 35 MK II  
Lecteur avec égaliseur graphique 3 bandes, Auto Reverse, Position Métal, Noir/Argent/Rouge.

\*Batteries rechargeables en option.

AIWA FRANCE S.A., 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél. (1) 46.04.81.90.

**AIWA**  
le miracle japonais

ouverture

5 N°19

OBYL  
ONE?

la plus nu  
En face, au  
la centrale de  
une faille sis  
se répètent,  
respectée...

Appel pour

# Société

## URBANISME

Un plan d'occupation des sols plus libéral

### Bouffée d'oxygène pour la construction à Paris

« Paris bouge, le POS s'affiche », dit le maire de Paris. Un POS, c'est un catalogue de chiffres et de sigles à l'énigme barbare. Sous les formules quelque peu érotiques se dessinent pourtant des intentions, une volonté qui finit par modeler le visage d'une ville. En réservant des emplacements pour les écoles, les crèches, les parcs et jardins, en fixant les hauteurs maximales des immeubles et leur espacement, en définissant la proportion entre la superficie au sol et la superficie des logements ou de bureaux autorisés à la construction (c'est le COS, coefficient d'occupation des sols), on fait des choix pour l'avenir. Même s'il s'agit de décisions ou de décisions dérogatoires, même si le COS se contente de n'avoir en pratique que valeur indicative puisque des promoteurs achètent parfois sans transgression en acquittant une taxe de « surdensité », le plan d'occupation des sols reste une référence. Que le temps porte à retoucher car « Paris bouge » en effet.

En 1985, le maire de la capitale a décidé d'aller plus loin qu'un simple ajustement. Il a mis sur le métier un nouveau texte et lancé la procédure de révision qui aboutit aujourd'hui. Le conseil de Paris adoptera, lundi 30 mai, les règles qui s'imposeront désormais à l'urbanisme parisien.

Le nouveau POS prend le relais de celui de 1977 « sans rupture ni changement de cap », selon le mot de M. Chirac qui présentait, mercredi 26 mai, les grandes lignes du document. Dans les années 74-76, la préparation du POS avait pris le parti d'un coup de frein à un certain « urbanisme sauvage ». Il fallait « dédensifier » la capitale, trop défigurée par des accumulations de tours, par des complexes immobiliers aux démesures musolinienne. On a donc réglementé. Dix ans plus tard, le maire de Paris a souhaité pousser le balancier à l'opposé, car entretemps, la crise jouant, la pénurie s'était installée. L'heure est maintenant au desserrement du carcan afin, les contraintes atténuées, « d'établir des conditions favorables » à la construction de logements, à la modernisation de l'habitat et des bureaux, à la protection des espaces verts.

Le plan d'occupation des sols (POS) de Paris sera bientôt modifié. Pour entraîner une reprise de la construction dans la capitale, on autorisera une plus forte densité de logements et de bureaux. Les espaces verts de plus de 1 000 mètres carrés seront classés zones naturelles. Ce nouveau POS va moins loin dans le libéralisme qu'on ne le pensait lorsque M. Jacques Chirac en avait lancé la préparation il y a deux ans et demi (le Monde du 26 novembre 1985). Ce qui ne suffira pas à lui mériter l'aval des socialistes.

Après trente mois de consultations avec l'Etat, la région, les communes voisines, les associations dans les arrondissements, le POS 1988 paraît avoir tempéré les ardeurs libérales des premières approches. Priorité affirmée au logement. Pour que Paris se repeuple, le COS habitant est relevé. De 2,7 il passe à 3 sur la plus grande partie de la ville. Cela veut dire que, sur un terrain de 100 mètres carrés, on sera autorisé à construire 300 mètres carrés d'appartements au lieu de 270. Exceptions : les zones « affaires » (le Centre-Ouest) et financières (Etoile, Opéra), où le COS est de 3,5. En revanche, dans certains secteurs peu denses qui doivent rester typiques (le septième arrondissement et ses vastes parcs privés), le COS est limité entre 1,5 et 2,5. Sur les terrains (rares) de plus de 3 000 m<sup>2</sup>, la construction était restreinte. Ce ne sera plus le cas, à condition de prévoir les équipements publics nécessaires.

Quant aux immeubles condamnés, ils pourront désormais être reconstruits à l'identique sans que l'on augmente la surface du plancher ni la proportion des surfaces de bureaux. Enfin, les alignements des immeubles qui, en 1977, devaient élargir les rues sur une longueur de cinquante-cinq kilomètres dans la capitale seront réduits des deux tiers (et non de 80 %, comme envisagé il y a deux ans).

Beaucoup de bureaux parisiens sont inadaptés aux techniques actuelles, les câblages en particulier. Pour faciliter leur modernisation et attirer les entreprises de pointe, le COS bureaux est modifié. Maintenu à 1 dans les quartiers du centre et à l'ouest de Paris, pour stopper l'essor des locaux commerciaux qui bloquent

celui de l'habitat, il est relevé à 2 dans les zones d'affaires et dans les arrondissements du pourtour, autres que ceux de l'Ouest ; il reste à 3,5 dans la zone financière (Etoile et Opéra).

L'animation de la ville repose aussi sur la présence d'activités artisanales ou industrielles. L'implantation de petites entreprises sera favorisée au rez-de-chaussée des immeubles en bordure des rues. Le COS activités est porté de 2,7 à 3 en zone centrale ainsi que dans les zones d'habitation de certains quartiers de l'ouest des douzième, treizième, seizième et dix-neuvième arrondissements. Il est même porté à 3,5 en zone d'affaires et dans les arrondissements périphériques, sauf ceux de l'Ouest.

#### Spéculation foncière

La municipalité de Paris veut améliorer le cadre de vie. Elle s'enorgueillit d'avoir créé 80 hectares d'espaces verts en dix ans, plus qu'il n'en avait été ouvert en un siècle. Deux grands parcs de près de 13 hectares chacun sont en chantier : Bercy (douzième) et Citroën-Cévennes (quintzième). Le nouveau POS institue une « zone naturelle », qui couvrira tous les espaces verts publics de plus de 1 000 mètres carrés (et non 3 000 mètres carrés comme il en était jusqu'ici). Toute construction au sol ou souterraine sera proscrite sur ces 182 terrains, ces 150 hectares au total, sauf si elle est en rapport direct avec les loisirs et l'agrément. Selon le nouveau règlement, des parkings ne pourront plus être édifiés, comme ils l'ont été par exemple, sous les squares Montholon ou Boucicaut, appauvrissant la végétation. Enfin, les berges de la

Seine et les canaux seront particulièrement protégés.

Le nouveau POS n'est guère loquace sur la circulation et le stationnement. A la périphérie, près des hôtels, une place de parking devra être prévue pour cinq chambres au lieu de huit actuellement. Et une aire de dépôt sera obligatoire pour les autocars près des hôtels de plus de quarante chambres.

Ce silence sur la circulation est l'une des critiques formulées par l'opposition de gauche au sein du Conseil de Paris à l'adresse du POS 1988. Les socialistes, avec leur président de groupe M. Georges Sarre, nouveau secrétaire d'Etat aux transports, préconisent la construction d'une place de parking pour tout logement neuf. Mais leur hostilité est plus globale. Ils ne croient guère aux vertus du nouveau document pour favoriser la reprise de la construction, surtout de la construction de logements sociaux. Mais ils partent fort sur sa capacité « à relancer la spéculation foncière ».

Ils estiment insuffisante la stimulation au réajustement Est-Ouest de la capitale ; ils réclament l'application, globalement, d'une règle : 100 mètres carrés de logements nouveaux pour 1 mètre carré de bureau. Leur inquiétude s'avive à propos des espaces verts. Si les petits parcs seront mieux protégés, les deux grands bois, Vincennes et Boulogne, ne le seront plus, craignent-ils, puisqu'on pourra y construire des équipements en relation avec les loisirs. Un stade par exemple. Le nouveau POS n'en sera pas moins adopté lundi par le Conseil de Paris, qui votera, comme la loi l'y autorise, son application anticipée au 1<sup>er</sup> juillet prochain. Sans attendre l'enquête publique qui aura lieu du 19 septembre au 5 novembre dans les vingt-neuf arrondissements. En 1977, huit mille à neuf mille observations avaient été recueillies. Le chiffre, cet automne, traduira l'intérêt des Parisiens à l'égard des choix faits en leur nom pour utiliser au mieux le sol de la capitale.

CHARLES VIAL.

(Lire page 32 l'article de José Dojère sur le prix des locations de bureaux à Paris et dans le monde).

## MÉDECINE

### Mort du professeur Turpin pionnier de la génétique

Le professeur Raymond Turpin est mort, le mardi 24 mai, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Membre de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine, il fut l'un des pionniers de l'étude des maladies génétiques. On lui doit en particulier la découverte en 1959 de la cause de la trisomie 21 (mongolisme).

C'était l'époque où l'origine du syndrome de Down — du nom de l'Anglais John Langdon Down,

#### Selon l'Académie de médecine

La mort cérébrale ne doit pas être appelée « coma dépassé »

L'Académie nationale de médecine a adopté à l'unanimité, le mardi 24 mai, le vœu suivant : « L'expression « coma dépassé » est à rejeter. Elle risque notamment de donner à penser que des prélèvements sur des malades dans le coma, alors qu'il ne s'agit que d'une question de prélèvement qu'après la mort. Il s'agit de sujets chez qui la mort du cerveau a été vérifiée sans aucune ambiguïté possible par plusieurs tests concordants et chez qui les mouvements respiratoires apparents n'existent que par le jeu des appareils de respiration artificielle. Le terme juste est donc, non pas coma dépassé, mais « mort cérébrale ».

[La décision de l'Académie met fin à une ambiguïté sémantique qui conduisait, en effet, à une ambiguïté clinique et jetait un trouble au sein du public. Il n'est rien de commun, sur le plan médical et sur le plan anatomique, entre un être plongé dans un coma qui peut certes être de longue durée et le priviver de toute conscience existentielle et celui dont le cerveau est irrémédiablement détruit.]

qui, en 1866, découvrit le mongolisme — semblait tout à fait mystérieuse. Au début du siècle, chacun y allait de sa propre théorie : pour les uns, ce syndrome était lié à un mauvais fonctionnement des glandes endocrines ; pour les autres, la tuberculose, ou encore la syphilis, en était responsable. En 1909, l'Anglais G. Shuttleworth déclara que cette maladie relevait d'un « épaissement de l'utérus » de la mère.

Raymond Turpin naquit à Pontoise le 5 novembre 1895. Après des études de médecine, il devint en 1921 l'élève d'Albert Calmette et participa avec lui aux premières applications du vaccin contre la tuberculose (BCG) sur l'homme. Par la suite, le docteur Turpin s'intéressa surtout à la pédiatrie, ce qui l'amena, en 1925, à écrire un ouvrage intitulé *La Tétanie de l'enfant* et, en 1942, un autre livre, *Les Besoins alimentaires du nourrisson*.

Nommé professeur à la faculté de médecine de Paris (clinique médicale des enfants) en 1947, il s'intéressa alors tout particulièrement à l'étude des maladies génétiques. En 1959, peu de temps après que les Suédois Hin Tjio et Albert Levan eurent déterminé le nombre exact de chromosomes chez l'homme (46), le professeur Turpin démontra, avec les docteurs Jérôme Lejeune et Marthe Gauthier, que le mongolisme était lié à la présence de trois copies au lieu de deux du chromosome 21 dans le noyau des cellules. Pour la première fois, l'existence d'une aberration chromosomique fut ainsi démontrée chez l'homme.

Par la suite, le professeur Turpin continua à exercer à l'hôpital Trousseau tout d'abord, à l'hôpital des Enfants malades ensuite. Il avait été élu, en 1957, membre de l'Académie nationale de médecine et, en 1962, membre de l'Académie des sciences.

F. N.

# RÉSULTATS (suite) GRAND CONCOURS LE MONDE DU VIN

avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA



#### DU 5<sup>e</sup> AU 9<sup>e</sup> PRIX

- Château Haut-Brion 1982 (12 bouteilles).
- Chionon Baronnie Madeleine 1983 Couly-Dutheil (12 bouteilles).
- Bandal Domaine de Pibarnon 1985 (12 bouteilles).
- Sancerre Clos de la Perrière 1986 (12 bouteilles).

Michel BANET, 92 NANTERRE.  
Christian BERTRAND, 75 PARIS.  
Patrick DECHARTE, 75 PARIS.  
Ginette GRUSON, 75 PARIS.  
André KHALIFA, 75 PARIS.

#### DU 10<sup>e</sup> AU 14<sup>e</sup> PRIX

- Bourgogne Clos-Vougeot 1983 (12 bouteilles).
- Coteaux du Layon Ch. Montbenault 1985 (12 bouteilles).
- Anjou Brissac Domaine Charbottières 1986 (12 bouteilles).
- Coteaux du Languedoc Domaine Langlade 1985 (12 bouteilles).

Jacqueline BESNARD, 35 RENNES.  
Edgar BROUET, 16 COGNAC.  
Maxime BUCCIARELLI, 57 METZ.  
Madeleine BUTIN, 92 CHATENAY-MALABRY.  
Jane DELAPLANCHE, 53 MAYENNE.

#### DU 15<sup>e</sup> AU 26<sup>e</sup> PRIX

Un circuit pour deux personnes dans des Relais et Châteaux en Europe.

Pascal ARLOTTO, 91 VIRY-CHATILLON.  
Jacques BLAVETTE, 91 VERRIÈRES-LE-BUISSON.  
Jean BOUDARD, EZEMBEEK-OPPEM (BELGIQUE).  
Frédéric BROUTET, 92 MEUDON.  
Jean-Pierre DARAUT, 51 EPERNAY.  
Loïc GIRARD, 35 VEZIN-LE-COQUET.  
Anne KERUBIEN, 92 BOULOGNE.  
Marianne LECLERE, 51 DORMANS.  
Françoise MARECHAL-MAMORSTEIN, 75 PARIS.  
Daniel SIRBAT, 54 NANCY.  
Pierre SIRBAT, 92 BOULOGNE.  
Dominique VICARD, 38 GRENOBLE.

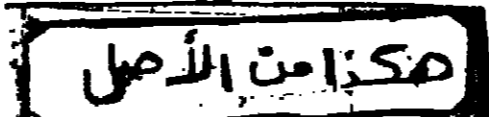
#### DU 27<sup>e</sup> AU 97<sup>e</sup> PRIX

Un séjour pour deux personnes dans des Relais et Châteaux en France.

Pierrette AMICE, 21 BEAUNE ● Alain ARTIERI, 38 MEYLAN  
● Catherine ARTIERI, 38 GONCELIN ● Philippe AVIGNON, 35 RENNES ● Jean-Claude BARAT, 75 PARIS

- Lionel BAUGE, 91 LINAS ● Patrice BLANCHARD, 76 MESNIL-ESNARD ● Raimond BOISDEVESY, 94 VITRY-S/SEINE ● Daho BOUABSA-SOULIE, 75 PARIS ● Angèle BREHIER, 50 DUCEY ● Antoine BRUNEL, 75 PARIS ● Jean-Louis BUTIN, 77 BRAY-S/SEINE ● Arnaud CARPENTIER, 75 PARIS ● Alain CHAUCHAT, 75 PARIS ● Monique DUPUIS, 38 SAINT-CHEF ● Philippe FIMAYER, 92 CHAVILLE ● Georges FOSTIER, 94 CHENNEVIÈRES-MARNE ● Yannick GICQUEL, 22 ST-QUAY-PORTRIEUX ● Roland GIRAUD, 75 PARIS ● Daniel HARANGER, 78 LE PERRAY ● Dominique HERAUD, 75 PARIS ● Alain IEHLE, 78 CHATOU ● Suzette LEYGNIER, 82 BEAUMONT-DE-LAMAGNE ● Michel MAILLARD, 51 VERTUS ● D. MAISONNEUVE, 38 MEYLAN ● Patrice MAROIS, 75 PARIS ● Jean-Christophe MARTIN, 78 LOUVECIENNES ● André MERMOURD, 01 BELLEGARDE ● Jean-Pierre MIGAULT, 92 BOIS-COLOMBES ● Max NAUDI, 75 PARIS ● Robert PHARABET, 13 FOS/MER ● Patrick PIERRE, 35 IFFENDIC ● PONS, 94 CACHAN ● François PORIN, 75 PARIS ● Patrick POULIQUEN, 35 RENNES ● Michèle PROMONET, 71 CHALON-SAONE ● Jean-Pierre PULLANDRE, 35 ROMILLE ● Claude RABAUD, 78 VERSAILLES ● William RABOUIN, 77 AVON ● Didier RIQUIN, 75 PARIS ● Nina ROLLAIS, 95 CERGY ● Christiane ROY, 79 COULON ● Marcel SALAMA, 75 PARIS ● Gérard SLUCKI, 92 BAGNEUX ● Françoise STINEAU, 33 CASTELNAU-DE-MÉDOC ● Yvonne TAMBURELLO, 83 TOULON ● Alain TARIEL, 92 BOULOGNE ● Louise TREIBER, 92 CLICHY ● Marie-Thérèse UNDRÉINER, 91 YERRES ● Marc VERSPIEREN, 75 PARIS ● Sandrine VERSPIEREN, 75 PARIS ● Charles VIVIER, 49 MONTFAUCON ● Renée WATREMEZ, 92 CHATENAY-MALABRY ● Jacques ZURFLUH, 40 SEIGNOSSE ● Jean ZURFLUH, 75 PARIS.

Demain, suite du classement





# Le Monde DES LIVRES

## Sollers d'été, Sollers d'hiver

Les Folies françaises, une musique légère ?  
Sûrement pas. Plutôt un livre d'ombres  
pour le plein été.

QUAND il publie de gros romans qui prennent tout le monde à contrepied, c'est pour jouer au plus malin, pour montrer qu'il sait tout. Quand il écrit *Paradis*, sans ponctuation, c'est à n'y rien comprendre. Et puis de toute façon, comme l'a dit l'un de ses confrères, un « jour de grand vent » sans doute, « il est trop intelligent pour être vraiment romancier ». Sollers ou comment s'en débarrasser.

Mais le voici qui revient, avec un court roman (130 p.), *les Folies françaises*, sous une belle jaquette — un détail du visage de la *Grande Odalisque*, d'Ingres. C'est rapide, tendre et tendu, allusif, élégamment connivent. Des dialogues cousus main par un grand professionnel. Une histoire « moderne » : le narrateur, un écrivain célèbre par les médias, un nommé Philippe Sollers, pour tout dire, retrouve à Paris la fille qu'il a eue — ou plutôt qu'il a faite sans trop le savoir — lorsqu'il avait vingt-cinq ans.

Elle s'appelle France, elle a dix-huit ans, et jusqu'alors elle vivait avec sa mère à New-York. « Souffle au cœur », père et fille vivront, proches et distants à la fois, trois années d'amour incestueuses pendant lesquelles France découvrira la culture du pays dont elle porte le nom, avant de partir pour Melbourne et les joies toutes australiennes d'une conjugalité que la personnalité du jeune époux, futur chirurgien ou ne peut plus convenable, laisse augurer d'une parfaite normativité.

Alors on entend dire : voilà un Sollers d'été, une nouvelle pirouette, un roman de plage — version Seychelles plutôt que Perros-Guirec, bien sûr. Ce serait plaisant, rafraîchissant, léger et plein de bulles. Bref, du champagne.

Eh bien ! non. A moins de convenir que le champagne est une boisson portant à la gravité, ce qui n'est pas exclu.

Car ce petit bréviaire d'éducation française, à l'usage d'une jeune femme dont le prénom trace la forme vide d'un pays qu'elle ne connaît pas, ce précis d'une filiation absente, porte en lui l'émission des textes de transmission, des rites de passage. *Histoire de France*, c'est le titre que propose le narrateur pour son roman. Titre récusé par l'héroïne doublement éponyme : « Il va faire confu-

sion ! On croira qu'il s'agit d'un manuel d'histoire. » Et pourtant, « France, mère des arts... » A la paternité biologiquement hasardeuse et somme toute « insignifiante » du narrateur se substituent alors celles, fondatrices, de François Villon et de Molière. Le père dialogue avec France, sa fille, aime France d'un amour incestueux comme le fut celui de Molière pour Armande Béjart en ce dix-septième siècle qui est l'un des héros du roman. Mais il en appelle simultanément à Villon, créateur de langue, dans et par son *Testament*.

**Son jour le plus court**  
« Il n'y a de bon père que mort. Je m'entraîne », dit le narrateur. Écrit testamentaire, *les Folies françaises* est le roman multiple, avec une infinité de rebonds, de toute une culture, littéraire, musicale, picturale. Tout y est double, et on peut y lire ce qui s'ouvre à France de savoir et de temps retrouvés, la longue journée claire, le solstice d'été, comme ce que donne et abandonne le père en allant vers la mort, son jour le plus court, le solstice d'hiver. L'auteur des *Folies françaises*, François Couperin, n'est-il pas aussi celui des *Trois leçons de ténébres* ?

Sollers, dans ce livre qu'il légue et qu'il se légue, dialogue, dans sa langue qu'il aime — incestueusement, — avec la culture et avec son œuvre. Le thème de l'inceste, qui occupait la fin de *Paradis II* (1), est repris sur un autre mode musical, sans tragique — Molière prévaud ici sur Racine. D'ailleurs, *les Folies françaises* ne sont-elles pas une danse ?

Un testament français ? Sans doute (« Postérité ? », demande France. — « Garantie », répond le père). Ou, en des temps volontiers amnésiques ou sinistrement rationneurs, du bon usage du patrimoine...

JOSYANE SAVIGNEAU.  
\* LES FOLIES FRANÇAISES, de Philippe Sollers, Gallimard, 130 p., 70 F.

(1) Gallimard.  
(Lire également page 18, l'article de Philippe Dagen sur un autre livre de Philippe Sollers, De Kooning, vite.)



Une nouvelle science du cerveau et de l'esprit est-elle en train de voir le jour ?

## Oliver Sacks, un neurologue dans la rue

OLIVER SACKS est un neurologue. Mais c'est aussi, c'est surtout, un merveilleux conteur. Les malades, il les considère comme des voyageurs explorant des contrées dont nous n'aurions pas la moindre idée sans eux. Pas surprenant qu'il affectionne cette citation de William Osler : « Parler de maladies est un divertissement du genre des « Mille et Une Nuits ». Pas surprenant non plus qu'il plaide pour une « science romantique », à l'intersection du fait et de la fable, une science qui n'oublie jamais qu'elle a affaire à une personne réelle avec son histoire, ni que l'étude de la maladie doit être associée à celle de l'identité du patient.

A la suite de James Parkinson, parcourant inlassable des rues de Londres, où il put observer la maladie qui porte son nom, Oliver Sacks se vent, lui aussi, un « neurologue de la rue » : « La clinique, le laboratoire ou la salle d'hôpital, écrit-il, sont en fait des-

tinés à contenir un comportement en même temps qu'ils le cristallisent (quand ils ne l'excluent pas). » Se promener à New-York, c'est pour Oliver Sacks pratiquer une neurologie ouverte, naturaliste ; c'est saisir le symptôme sur le vif, dans son espace, dans sa liberté, dans sa folie extravagante.

De même que Rilke décrivait, dans les *Cahiers de Malte Laurids Brigge*, un tiqueur agité de manières qu'il avait observé dans les rues de Paris, Sacks trace le portrait hallucinant d'une vieille femme aux cheveux gris qui caricature instantanément les visages et les silhouettes de tous les passants qu'elle croise sur son chemin. Puis elle s'éloigne dans une ruelle adjacente et là, donnant l'impression d'être violemment malade, elle expulse à une vitesse vertigineuse toutes les postures, toutes les expressions qu'elle a ingurgitées.

Dans *L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau*, vous

rencontrerez aussi M. Thomson, un ancien épicière de Brooklyn totalement désorienté, car il avait perdu la mémoire. Il ne savait plus ni qui il était, ni où il se trouvait, ni avec qui. Sans arrêt, les abîmes de l'amnésie s'ouvraient sous ses pas : il les contournaient par une série d'affabulations et de fictions. Dans cet état de « délire affabulatoire frénétique » — les spécialistes parlent de « psychose de Korsakov », — M. Thomson ne cessait de s'inventer un monde et un soi pour remplacer ce qui était, à tout instant, oublié ou perdu. Ceux qui le côtoyaient le trouvaient dans un premier temps « rigolo », « tordant » ou « drôle », mais ils ne tardaient pas à être terrifiés : « Il ne s'arrête jamais, disaient-ils, il est comme un cœur, un homme qui tenterait de rattraper quelque chose qui, toujours, échappe. » En perdant sa mémoire, c'est son âme qu'il avait perdue.

Grâce à Oliver Sacks, vous liez connaissance avec une vieille

dame qu'une syphilis tardive a tout à la fois libérée de ses inhibitions et rajeunie au point qu'elle espère vivre centenaire ; à moins que vous ne préfériez la compagnie d'un professeur de musique frappé d'agnosie visuelle — c'est lui qui prenait sa femme pour un chapeau, — dont le sens musical suppléait la perte de vision. Cas limite qui aurait subjugué Schopenhauer : dans *Le monde comme volonté et comme représentation*, ne parle-t-il pas de la musique comme d'une « volonté pure » ? Combien il aurait été fasciné, note Sacks, par cet homme qui avait perdu complètement le monde comme représentation, mais l'avait intégralement conservé comme musique ou volonté. C'est d'ailleurs à l'un des thèmes du livre de Sacks : la lutte, et parfois la collusion, entre les pouvoirs de la pathologie et ceux de la création.

A lire *L'homme qui prenait sa femme pour un chapeau*, c'est immédiatement aux *Études sur l'hystérie* (1895) de Breuer et Freud qu'on songe. Mais un siècle a passé, et la nouvelle science du cerveau et de l'esprit que Freud envisageait a vu le jour. La question que lance Oliver Sacks aux pères fondateurs de la neurologie moderne (Hughlings Jackson, Kurt Goldstein, Henry Head, A.R. Louria) : « Eh bien, messieurs ! Que dites-vous maintenant ? », n'a pas fini d'ébranler l'édifice vacillant de nos croyances en matière de psychologie. Au début du siècle, la rupture se fit entre une neurologie sans âme et une psychiatrie sans corps. Le beau livre d'Oliver Sacks nous amène à voir la neurologie et la psychiatrie comme un tout.

ROLAND JACCARD.

\* L'HOMME QUI PRENAIT SA FEMME POUR UN CHAPEAU, d'Oliver Sacks, traduit de l'anglais par Edith de la Hérouillère, Le Seuil, 312 p., 110 F. Le même éditeur a également publié d'Oliver Sacks : *Cinquante ans de sommeil*, *Sur une jambe et Migraines*.

### ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Flaubert, d'Henri Troyat  
Novembre, de Gustave Flaubert

## Etre ou ne pas être... dans son œuvre

ETRE ou ne pas être... dans son œuvre : telle est la question pour tous les écrivains. Sachant qu'ils s'y trouvent de toute manière, on pourrait classer les auteurs selon leur effort pour se tenir dans un *no man's land* d'où, idéalement, rien ne leur échapperait. Il en va de ce rêve comme de toutes les envies censurées. Plus l'artiste se croit ailleurs, plus sa présence sainte de partout. Quand Flaubert se débat douloureusement avec l'espoir fou de ne pas apparaître plus, dans son œuvre, que Dieu dans la nature, il est là, tout entier, sans cesse. Et c'est pour cette illusion harassante, entre autres, qu'on l'aime.

Sartre ne serait pas autant attiré par Flaubert s'il n'éprouvait la même névrose d'objectivité. Il entreprend son long essai avec le projet bien arrêté, sinon d'épuiser le mystère de Flaubert, du moins de récapituler ce que, dans l'état des connaissances vers 1960, « on peut savoir d'un homme » ; or chaque phrase de *l'Idiot de la famille*, donné pour un inventaire méthodologique, renseigne autant sur l'auteur des *Mots* que sur celui de *Bovary*. Le cadet prête à l'aîné la ganèse de sa propre vocation pour l'absolu littéraire. Et c'est moins son modèle qu'il paraît prendre en détestation, comme le fait croire une lecture rapide, que lui-même suivant les mêmes traces maudites. Le compte à régler, il est entre Sartre et Sartre !

La biographie que publie Henri Troyat ne répond pas à la même ambition, ni aux mêmes tourments. Comme avec Dostoïevski, Pouchkine, Tolstoï, Gogol, Tchekhov, Tourgueniev et Gorki — pour ne prendre que les vies d'écrivains, — Troyat applique d'autant mieux l'idéal flaubertien d'évacuation de soi que, chez lui, cette discrétion n'est pas une théorie destinée à combattre la pulsion inverse, comme c'est le cas pour Flaubert et Sartre, mais une seconde nature, attestée par ses dizaines de romans.

On ne saura rien de plus sur Troyat, à l'issue de ce livre, qu'après avoir refermé ses

autres ouvrages, sinon qu'à sa manière, au moment où les champions du nouveau roman, qui se réclamaient de Flaubert contre le roman « à la Troyat », réintroduisent l'auto-biographie comme matière romanesque, il est, lui Troyat, avec sa distance tranquille, son effacement instinctif, le plus fidèle à l'enseignement du « patron ».

La biographie de Flaubert est de celles pour lesquelles la difficulté première n'est pas d'accéder à des sources nouvelles, mais de choisir dans leur foisonnement. Les Carnets rassemblés récemment chez Balland, sont à eux seuls une mine. La *Correspondance* permet de suivre à la trace les événements vécus et le travail créatif, le second prenant souvent le pas sur les premiers. Pour qui en douterait il ressort notamment, qu'aux yeux d'un créateur forcé comme celui-ci, les personnages imaginés ont plus de relief que les êtres de rencontre, vite trouvés faibles, importuns.

LES experts estimeront peut-être qu'Henri Troyat ne leur apprend rien. C'est vrai, il vulgarise. Il raconte Flaubert à qui en a à peine entendu parler, sans volonté de découvrir du neuf, ni souci de théoriser. Cette attitude est un choix actif. On le sent dans les dernières lignes de l'ouvrage. Troyat parle de l'avalanche de commentaires « sentencieux » qui a enseveli l'œuvre, « sans toujours la servir ». Il suggère que Flaubert aurait souffert de cet acharnement à le comprendre. Il se réjouit à la pensée que les traqueurs de vérité en soient souvent pour leurs frais, et que le mystère de l'artiste résiste aux « plus savantes exégèses ».

Au point de complication où atteignent les commentaires d'aujourd'hui, la simplification de bon sens reprend valeur d'éclairage. Sur la vocation du jeune Flaubert, par exemple, les spéculations psychanalytiques finissent par noyer certaines évidences.

(Lire la suite page 20, lire également page 20 l'article de Michel Comtat sur l'Idiot de la famille, de Sartre.)

**ANTHONY BURGESS**

Hommage à Qwert Yuio

Sophia Loren, la Malaisie, Beethoven, la fin du monde : Anthony Burgess vide son sac, nous livre ses souvenirs, ses saintes lubies, ses colères. Le tout poivré d'une bonne dose d'humour ronoclaste. C'est cela le charme indiscret de la burgesserie.

Frédéric Fétney / Le Figaro Magazine

ROMAN GRASSE

Anthony Burgess  
QWERT  
T  
YUIO  
P

Count





HISTOIRE LITTÉRAIRE

A nouveau le Flaubert de Sartre

Une édition complétée de l'Idiot de la famille invite à relire, ou à lire enfin, ce chef-d'œuvre méconnu.

PARU en 1971 et 1972, le grand roman théorique de Sartre sur Flaubert, cette 'saga anthropologique' comme l'avait saluée ici Serge Doubrovsky, cette 'étrange toupie' biographique qui fait tourner toutes les écritures sartriennes...

Quelle œuvre s'est aventurée aussi profondément dans la genèse d'une autre œuvre que l'Idiot de la famille le fait pour Madame Bovary, en reconstituant, de l'extérieur et de l'intérieur, la névrose productrice de ce roman de l'échec et du néant...

Combien parmi les quelque 20 000 acheteurs de la première édition de l'Idiot de la famille dans la 'Bibliothèque de philosophie' et ceux de sa reprise en collection 'Tel' se sont laissés emporter par cette puissante vague de pages et savent donc quelle excitation de lecture l'ouvrage procure...



Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir dans leur appartement du boulevard Raspail.

1964-1965 (encore inédites), celles-là sont beaucoup moins rédigées, plus allusives, plus pointillistes, elles permettent néanmoins d'entrevoir la direction qu'il donnait à ses analyses et le plan qu'il entendait suivre.

L'intrepidité de l'intelligence

Le programme reste celui que Sartre avait mis en place au cours de la réalisation des trois premiers tomes ; au stade où il en était de ses lectures et de sa réflexion, il ne se surprenait plus lui-même.

Une étude reste à faire de la genèse de l'Idiot de la famille, qui s'est étendue sur plus de quinze ans et a connu au moins trois étapes, correspondant à des états différents de la pensée de Sartre, à des manuscrits distincts.

Arlette Elkaim-Sartre, qui a établi le texte des notes aide-mémoire pour le tome IV, indique les coupures qu'elle y pratique (sans préciser toujours leur étendue), et elle donne en bas de page de très utiles notes d'éditeur identifiant les références de Sartre (on en aurait ici ou là souhaité davantage).

La première édition, de même que celle de la collection 'Tel', en 1983 (épuisée depuis, et qui ne comportait pas le tome III), avait paru sans index. Cela obligeait les lecteurs spécialistes à se servir de l'édition allemande pour se repérer dans la masse compacte de l'œuvre.

Quelques-uns, en tout petit nombre, se retrouvent pourtant dans le texte révisé de la nouvelle édition, qui reprend, moyennant quelques corrections, celui de 'Tel' pour les deux premiers tomes, en lui ajoutant les indispensables index. Les spécialistes regretteront qu'une table de concordance ne permette pas de convertir les références à la pagination de la première édition, à laquelle renvoient et renverront sans doute encore longtemps les études portant sur l'Idiot de la famille, étant donné le prix élevé de la nouvelle.

Ainsi l'une des œuvres les plus importantes de notre temps, et probablement la plus méconnue, se voit enfin remise en circulation, et l'on envie tous ceux qui vont la découvrir avec ce saisissement qui fut le nôtre il y a dix-sept ans devant une telle intrepidité de l'intelligence. Jeunes gens, le Flaubert de Sartre vous attend. L'auteur était très fier, en 1971, que ses deux gros volumes fussent volés presque autant que les Écrits de Lacan, qui pesaient deux fois moins. Il ne vous en aurait pas voulu, aujourd'hui, de vous les faire payer par vos parents si ceux-ci ont négligé de les mettre à temps dans leur bibliothèque.

MICHEL CONTAT. L'IDIOT DE LA FAMILLE. GUSTAVE FLAUBERT DE 1821 A 1857, de Jean-Paul Sartre. 'Bibliothèque de philosophie', Gallimard, tomes I et II, 2 165 p.; tome III, 823 p., 350 F le volume.

Les manuscrits de Sartre à la Bibliothèque nationale

Le fonds Sartre de la Bibliothèque nationale a été créé sur l'initiative de MM. Georges Le Rider, administrateur général, et Roger Pierrot, directeur du département des manuscrits, et a eu pour acte fondateur l'achat, en 1979, du manuscrit autographe de la Nausée.

Les administrateurs successeurs, MM. Gourdon, Miquel et aujourd'hui Leroy-Ladurie, ont continué de soutenir la politique d'acquisitions et d'encouragement aux dons, dépôts et dations que M<sup>me</sup> Florence Calud, directrice, et Maurice Berne, conservateur du département des manuscrits, ont activement développée au cours des dernières années.

Ainsi, la BN a acquis l'important fonds que possédait Mme Michelle Vian, qui comporte notamment le manuscrit des Mots, et elle a reçu en dépôt d'Arllette Elkaim-Sartre un des Cahiers pour une morale que celle-ci avait écrits. Quelques dons de particuliers ont aussi été consentis à la BN : récemment, elle a reçu d'André Gorz un ensemble de notes philosophiques datant des années 50. Une dation des papiers Beauvoir-Sartre est en cours.

Plusieurs manuscrits importants restent enfoncés chez des collectionneurs ou, ce qui est moins fâcheux quand même, demeurent la propriété de bibliothèques étrangères, comme celle de l'université du Texas à Austin.

La plus grande inconnue est l'endroit où se trouvent, s'ils ne sont pas détruits, les dix 'Carnets de la drôle de guerre' qui manquent à l'appel des éditeurs et des chercheurs. L'histoire des manuscrits de Sartre n'est pas close. Son corpus, riche d'œuvres inachevées, est une mine pour les études de génétique textuelle. M.C.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Être ou ne pas être... dans son œuvre

(Suite de la page 17.)

Il fait bon se raccrocher à des faits puissants comme des inventions de romancier laissées poliment sans commentaires : l'envie qu'avait Mme Flaubert d'accoucher d'une fille, la promiscuité de l'hôpital, avec ses défilés et ses cadavres disséqués. Freud nous renseigne moins qu'Elisa Schléssinger et Eulalie Foucaud sur l'impossibilité que Gustave éprouvera, toute sa vie, de concilier la maman inaccessible et la putain trop offerte.

Il y a des natures, comme ça, en qui toutes choses portent au déchirement, à l'indécidable. Comme entre les deux femmes possibles, Flaubert a dû mal à trancher entre le désir d'être artiste pour soi seul, sans publier, et l'envie de mettre ses rêves en circulation, de faire figure dans le monde. Lui, qui toute son époque révisait, ne finira-t-il pas décoré et flatté de ses entrées à la cour impériale ?

L' n'était pas facile de trier le courrier avec Louise Colet. Les passages fameux sont là, mais d'autres aussi, qui situent bien le malentendu entre une impatience intrigante, possessive, manipulatrice, et une atonie affective défendue contre les pressions. Chez Louise, l'amour gouverne tout ; chez Gustave, il est accessoire, encombrant, incompatible avec la 'drôle de manie de passer sa vie à s'user sur des mots'.

Les voyages en Bretagne et en Orient avec Du Camp sont évoqués avec ce que les lettres suggèrent de curiosité à éclipses, de boulimie truculente et, déjà, le sens des fins de phrases, campées sur un détail qui nimbe toute la scène. Au retour des escapades, Flaubert se partage encore, comme le veut sa névrose, entre deux postulations littéraires cette fois : d'un côté le lyrisme, les 'guesulades', le violoncelle, les aigrettes de feu ; et de l'autre, la hantise de la précision matérielle, du petit rien. Avec cette constante dans l'ascèse masochiste : préférer, toujours, ce pour quoi l'on est le moins fait, frôler l'impuissance.

Un romancier de profession s'y entendra toujours mieux, en alchimie créatrice, que le chercheur le plus chevronné. Troyat sait de quoi il parle lorsqu'il raconte le mélange des sources dans la construction d'un personnage. Il ne se montre pas moins compétent quand il expose l'idéal flaubertien de l'impersonnalité. Ne pas « s'écrire » soi-même, ne pas

« exprimer son opinion sur quoi que ce soit » : la devise leur est commune. Cette réserve vaut pour Flaubert, narrateur de fictions, non pour le citoyen. On sait la violence qu'il met dans sa critique de la société, des humbles comme des grands. Tous ses compatriotes sans exception lui donnent « envie de vomir ». Sedan accentuera son mépris pour la « charognerie moderne ». Rien n'y fera, et surtout pas le suffrage universel...

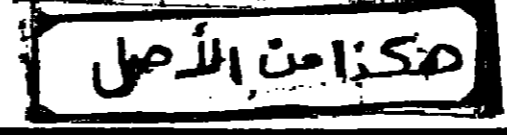
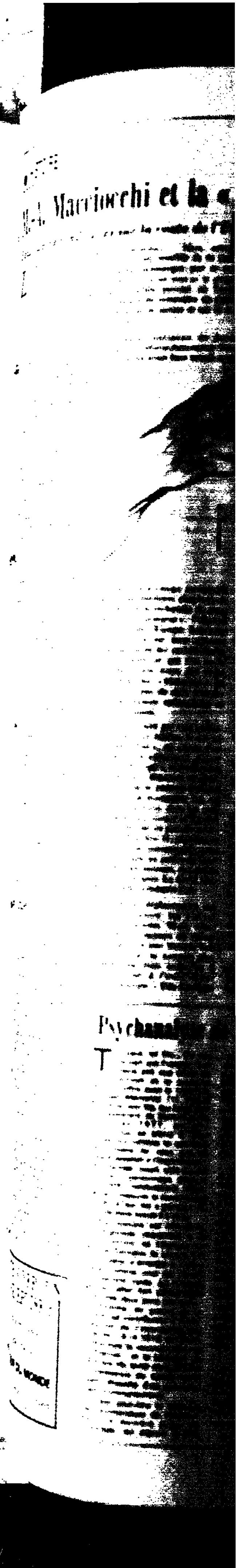
S EUL le culte de l'Art redonne de l'orgueil à qui a les moyens et le courage de cette vie « autre ». Telle est la morale de Flaubert. Elle ne va pas sans à-coups car l'échec, comme ceux que connaîtront le Candidat et la Tentation de saint Antoine, ébranle tout l'édifice. Tout sacrifier à une entreprise dont le bien fondé n'est jamais acquis : tel est le pari exténuant, achevé dans les larmes continuelles, la fragilité, les crises, les deuils, la solitude, la vieillesse précocée.

Ce drame-là, aussi, personne n'est mieux placé qu'Henri Troyat pour nous le rendre sensible, même s'il le vit avec moins d'angoisse apparente et plus de gratifications. Un modèle du genre, décidément ! Rien n'empêche de lire ensemble l'Idiot de la famille et la biographie de Troyat, de préférence à la réédition de Flaubert de Maurice Bardèche, qui se situe à mi-chemin des deux démarches possibles, la recontesse et l'érudite. Ajoutez-y le Flaubert par lui-même, du Seuil, par Victor Brombert. Et vous voilà prêts pour replonger, cet été, avec délices, dans Bovary ou l'Education !

Où encore dans un des premiers écrits intimes, Novembre, repris par les éditions Clancier-Guénard sous une reliure cartonnée qui en sert le charme. Gustave a vingt et un ans. Il fait son droit à Paris. Il est décidé à écrire son Werther, son René, sa Confession d'un enfant du siècle. De fait, il soupire très romantiquement. Mais il raconte aussi avec crudité ses premiers émois dans les bras d'Eulalie Foucaud, la prostituée de la Canebrière. Ce fut l'éblouissement et, déjà, la crainte de dépendre, de sacrifier l'œuvre avec un grand « O ». Déjà la sensation, qui clôturera l'Education, d'avoir connu là de l'inégalable. Déjà le génie du détail coloré ou sonore qui se dresse à la crête de la phrase et la charge de songes, d'amertume, d'adieux au « meilleur » de la vie, toujours enfui ou différé...

\* FLAUBERT, d'Henri Troyat, collection des 'Grandes Biographies', Flammarion, 414 p., 120 F. \* NOVEMBRE, de Flaubert, éd. Clancier-Guénard, 128 p., 59 F.

RENCONTRES AVEC DES ECRIVAINS CHINOIS 26 MAI - 11 JUIN TEL: 45 48 88 80. Includes Chinese characters and the text 'LES BELLES ÉTRANGÈRES'.







D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Treize Chinois à Paris

Cuisine sans révolution



★ LU WENFU: Vie et passion d'un gastronome chinois. Traduit du chinois par Annie Curien et Feng Chen. Ed. Piquier-UNESCO...

★ ZHANG XINKIN: Une folie d'orchidées. Traduit du chinois par Chen Yingxiang. Actes Sud, 70 p., 45 F.

★ ZHANG XINKIN et SAUNG YE: L'Homme de Panda. Ed. de littérature chinoise, coll. « Panda », 440 p., 33 F.

★ La Remontée vers le jour. Nouvelles de Chine (1978-1988). Choix de dix-huit auteurs...

bequettes par un gourmand-gourmet-gastronome qui ne pense qu'à la bouffe. Ce roman se dégage une serviette autour du cou...

LORSQUE commence le roman, avant le régime socialiste, le personnage principal, Zhu Ziyu, l'expert en bonne chère...

ville, Gao saura vite, par son zèle révolutionnaire et ses préoccupations égalitaires...



immangeable et obligatoire, désertée à la fois par les anciens capitalistes et par les prolétaires...

Pour le narrateur, la révolution, ce serait de combattre les goinfres et les parasites (il ne pas laisser les rôties arnaquer les goûtes de la bourgeoisie au maître de nourriture)...

monde à l'envers, où la délation, la corruption - et la goinfrie - sont finalement récompensés et où notre pays est ironiquement honoré...

On retrouve le même esprit peu soucieux d'orthodoxie, le même mode de narration imagé, orné de citations poétiques, de slogans politiques et, comme la cuisine chinoise, soucieux de saveurs, de parfums et de couleurs...

DANS le recueil de dix-huit nouvelles réunies sous le titre La Remontée vers le jour par les éditions Alinéa avec le concours de la direction du livre...

souvent d'un talent admirables, écrit Claude Roy dans la préface du livre. Ils font penser à l'effort de ces grands blessés ou traumatisés réapprenant à marcher, à bouger, à vivre.

On lira tous ces courts textes, achevés ou moins achevés, tous passionnants, même s'ils se répètent: ainsi de Gu Hua - l'auteur d'Hibiscus (Lafont, 1987)...

TREIZE écrivains. Ce qui les réunit: plus de dix d'entre eux ont été déportés. Ou exilés. Volontairement ou non. Au camp, à la campagne, selon la génération à laquelle ils appartiennent...

Honneur aux aînés. Au plus âgé, d'abord - si l'on excepte Liu Binyan, qui n'est que... journaliste (II) - Lu Wenfu, dont les éditions Philippe Piquier publient un roman à mettre sur toutes les tables...

Les écrivains invités

• A CHENG

Né en 1949, il est aujourd'hui l'écrivain le plus représentatif de la jeune génération, et le mieux connu, à Taïwan comme à l'étranger...

• BEI DAO (Zhao Zhenkai)

Né en 1949. Fondateur, en 1978, la revue non officielle Aujourd'hui. Ses écrits poétiques révélaient un certain détachement allié à des recherches formelles...

• BAI HUA

Né en 1930. Romancier et poète anticonformiste, il est surtout connu comme dramaturge et scénariste pour avoir produit, entre 1977 et 1983, des œuvres iconoclastes qui ont été interdites par la censure...

culturel, depuis l'âge de dix-sept ans.

• GAO XINGJIAN

Né en 1940. Diplômé de français. Romancier, dramaturge, traducteur, critique littéraire et peintre, il est considéré comme un des pionniers de la nouvelle littérature d'avant-garde...

• HAN SHAOGONG

Né en 1953, il est un des principaux animateurs du courant de la « littérature des racines ». Un réel intérêt pour les littératures étrangères (notamment d'Amérique latine) ne l'éloigne pas de la Chine mais le pousse, au contraire, à tenter de renouer avec son passé culturel.

• LIU BINYAN

Né en 1925. Journaliste adepte de la « littérature de reportage », il est l'auteur de nombreuses enquêtes qui dénoncent les malversations des cadres. Accusé de « libéralisme bourgeois », il est exclu du PC en janvier 1987...

• LIU XINWU

Né en 1942. Dès ses premiers écrits (1977), il s'intéresse au problème des jeunes et à la vie quotidienne des habitants de Pékin. Tout en gardant confiance dans le régime socialiste, ce moraliste souhaite un meilleur épanouissement de l'individu...

• LIU ZAIFU

Né en 1941. Il est l'auteur de quelques recueils de prose et de poésies, mais il est surtout célèbre en tant que critique littéraire. Il tient à accorder une plus large place à de purs critères littéraires.

• LU WENFU

Né en 1928, il est un des vice-présidents de l'Association des écrivains de Chine. Ses nouvelles et romans ont invariablement pour cadre la célèbre ville de Suzhou, la « Venise de l'Orient ». Sa prose est fluide et musicale...

• MANG KE (JIANG SNIWEI)

Né en 1950. Cofondateur de la revue Aujourd'hui. Son œuvre est qualifiée d'« obscure » par la critique. La révolte et le désespoir qui marquent sa poésie rendent bien compte du désarroi de sa génération...

• ZHANG KANGKANG

Née en 1950, elle écrit surtout sur les jeunes femmes qui sont contraintes de supporter la grisaille quotidienne. Elle ne partage pas pour autant le pessimisme d'un Bei Dao ou d'un Mang Ke...

• ZHANG XIANLIANG

Né en 1936. Ecrivain le plus audacieux de sa génération, il est le seul à avoir décrit le détail la réalité quotidienne des camps de « rééducation ». Son dernier roman a été critiqué pour « érotisme malsain »...

• ZHANG XINKIN

Née en 1953. Provoque l'étonnement des autorités chinoises en 1981 en publiant un roman consacré à un jeune couple qui se sépare. Passe ensuite au genre burlesque en décrivant une ville en proie à une passion démesurée pour les orchidées...

Rencontres

Ces écrivains seront présentés au public parisien: - au Centre Georges-Pompidou, le 27 mai à 20 h 30, le 1er juin à 19 heures et à 21 heures, le 2 juin à 18 h 30; - au Théâtre national de Chaillot, le 30 mai à 20 h 30; - à la FNAC, le 30 mai à 17 h 30; - à la Maison de la poésie, le 2 juin à 20 h 30.

herbes sauvages, Le phénix et La terrasse de Gutenberg. Les écrivains seront en province du 3 au 11 juin: Rouen, Caen, Villeneuve-sur-Lot, Aben-Provence, Saint-Nazaire, Montpellier, Béziers, Nîmes, Lyon, Mende et Montreuil. Enfin, Michel Polac recevra trois écrivains chinois à « Libre et change », le 1er juin, à 21 h 30.

Des rencontres seront aussi organisées aux librairies Les (Renseignements: ADEC, tél.: 40-20-93-38).

GRANDE HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE de Georges Soria. L'épopée de la Liberté. La collection (3 volumes illustrés) en vente dès maintenant chez votre libraire Bordas.

Découvrez Louise Erdrich, indienne Chippewa. LOUISE ERDRICH LA BRANCHE CASSÉE. Décidément, voilà un beau livre. Je vous défie de ne pas avoir les yeux qui brûlent en le lisant. Nicole Zand/LE MONDE. ROBERT LAFFONT des livres ouverts sur la vie.

après LES DAMES DU FAUBOURG et LE LIT D'ACAJOU. La grande histoire du Faubourg Saint-Antoine par Jean Diwo. Jean Diwo LE GÉNIE DE LA BASTILLE. denoël. (Renseignements: ADEC, tél.: 40-20-93-38).





# Culture

## ARTS

### Un hommage à Charchoune

## Abstractions spirituelles

On redécouvre à peine Charchoune, peintre rare et poétique. Belle et bonne surprise.

Serge Ivanovich Charchoune, qui naquit à Bougouroustan, tout juste à l'ouest de l'Oural, il y a cent ans, le 4 août 1888, on le 17, on ne sait au juste, est assurément l'un des abstraites les plus méconnus de ce siècle — et l'un des plus séduisants. Elève à Kazan, puis à Moscou, déserteur de l'armée du tsar en 1912, disciple des cubistes à Paris dès la même année, est apatride météorique s'établissant à Barcelone à la déclaration de guerre. Il y rencontre le redoutable Arthur Cravan et s'invente un style propre qu'il dénomme « cubisme ornemental », un risque d'égarer les amateurs d'idées simples.

Ce « cubisme ornemental » procède à la fois de ce que Charchoune a vu à Paris et de ce qu'il voit en Espagne — arts arabe et archaïque — et n'a rien de vraiment cubiste ni d'ornemental au sens habituel du mot. Ce sont des abstractions géométriques thésées de couleurs vives au symbolisme indéchiffrable.

Jusqu'à, rien de trop surprenant, si ce n'est que l'on a oublié de faire figurer Charchoune dans l'histoire de l'abstraction. Après 1919 et le retour à Paris, tout se gâte. Le peintre adhère au dadaïsme, le temps de connaître Picabia et Tzara, et s'en détourne deux ans plus tard.

### Entre absurde et mysticisme

Il revient à ses tableaux, s'en va à Berlin, rentre à Paris, et peint des natures mortes cubistes d'une finesse de composition et de matière qui surpasseraient les comparaisons les plus flatteuses. Il s'irrite avec le purisme, jette un œil vers Léger, et se convertit à l'anthropométrie de Steiner, bien faite pour tenter cet esprit balayant entre absurde et mysticisme. Résultat : une noire

mistre, des allocations de chômage pour survivre et l'indifférence.

Charchoune varie, il lui arrive de préfigurer Hartung comme de revenir aux objets. Peu lui importe d'être d'avant-garde ; il se contente de peindre des toiles de plus en plus sobres et d'une volupté tactile de plus en plus savante. Elles s'appellent natures mortes ou compositions, le motif ayant moins de valeur en lui-même que l'art avec lequel Charchoune suggère la densité et le grain des choses.

### Peintre ornemental

On s'est enfin avisé de son talent à partir de 1944-1945, ce qui lui a permis de ne pas vieillir dans l'indigence et d'écouter des cycles abstraits inspirés par la musique. C'était à prendre à la lettre Kandinsky, ou Baudelaire. Le même artiste fut également écrivain, en français et en russe, avec prolixité et fantaisie, pour autant que l'on puisse en juger d'après les fragments que l'on commence à traduire et à publier.

Il serait temps de consacrer à ce peintre une rétrospective à sa mesure dans quelque musée. Il paraît que l'on y songe aux Pays-Bas. Mais point en France apparemment, puisque c'est à une galerie que l'on doit la célébration du centenaire de sa naissance en une quarantaine d'années.

Charchoune ne se faisait d'ailleurs guère d'illusions sur le malentendu qui l'opposait à sa patrie d'adoption, puisqu'il écrivait cet aphorisme que l'on peut vérifier et discuter : « Un peintre français fait de la peinture, un germanique de l'histoire lyrique, un slave nourrit d'idées de l'ornemental. Je mourrai peintre ornemental. »

PHILIPPE DAGEN

\* Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 133, boulevard Haussmann, jusqu'au 9 juillet.

# Communication

## La grève des journalistes italiens

### « Silence informatif »

ROME

de notre correspondant

Pas de quotidiens, pas de journaux télévisés, pas de bulletins radiophoniques : les Italiens devaient connaître, le jeudi 26 mai, le plus creux d'un « silence informatif » de quatre journées consécutives dû à une grève des journalistes en conflit depuis cinq mois avec les patrons de presse à propos du renouvellement de leur contrat de travail triennal. Même les quotidiens fabriqués en coopérative, tel *el Manifesto* ou *Paese Sera* ont décidé de ne pas sortir ce jeudi en signe de solidarité. La RAI ne fournira aucun service minimum.

Ce black-out pénalise avant tout la classe politique : les élections dites « administratives » municipales, provinciales et régionales, en effet lieu dimanche et lundi prochains auxquelles sont convoqués 42 millions d'électeurs. Les tribunes politiques ont néanmoins été maintenues.

Lorsque, dimanche 27 mai, les nouvelles afflueront de nouveau, ce sera le quinzième jour de grève en cinq mois qui s'achèvera. C'est dire la gravité du conflit dont nul ici ne voit l'issue, et qui s'est plutôt aggravé ces derniers jours. Le 24 mai, une rencontre proposée par le ministre du travail à titre de médiation, n'a pas pu avoir lieu, la Fédération des éditeurs (FIEG) ne l'ayant pas jugée utile. Le différend porte à la fois sur les rémunérations et sur certains aspects du travail des sept mille cinq cents journalistes italiens.

S'agissant de la partie salariale, les positions initiales sont extrêmement éloignées. Pour la Fédération des éditeurs, en effet, le salaire mensuel moyen d'un journaliste est de 24 000 F environ. Pour la Fédération nationale de la presse (FNSI), qui regroupe tous les syndicats, il est de 11 500 à 15 000 F. A l'évidence, les deux parties ne peuvent pas en compte les mêmes éléments (ancienneté, prime, pign, etc.). Paris de bases aussi contrastées, les deux négociateurs ne s'accordent évidemment pas davantage sur le montant des augmentations réclamées. Les éditeurs proposent environ 25 % pour trois années ; les syndicats réclament le double. Seule l'intervention d'une personnalité respectée plongeant dans ce dossier complexe, per-

mettrait peut être, à ce point d'apporter quelque clarté.

Deux autres problèmes relatifs à la pratique professionnelle, sont en débat. Le premier est la question dite ici des « synergies ». Les patrons de groupes de presse souhaiteraient avoir latitude de reproduire dans chacun de leur quotidien certains articles de « grandes signatures », notamment comme cela se pratique de longue date aux États-Unis (le fameux « syndicated columnist »). La FNSI s'oppose fermement à cette hypothèse au nom de la défense de l'emploi, mais aussi du pluralisme.

Un autre thème, vivement débattu, est celui de « signature exclusive ». Constatant la multiplication des suppléments hebdomadaires de toute nature de la part des quotidiens, les journalistes souhaitent devenir libres de collaborer ou non, et cela même si ces prestations supplémentaires leur sont tout naturellement payées.

Si le climat entre les deux parties est si détestable, c'est aussi que règne chez les journalistes une malaise dépassant largement l'objet du contrat à signer. Renforçant une tendance déjà ancienne dans la péninsule, de récentes manœuvres économiques ont placé l'essentiel de la presse sous le contrôle de grands groupes industriels (Fiat, Benedetti, Montedison, etc.). Bien que cette situation n'ait pas, tant s'en faut, amoindri la liberté de ton des quotidiens, les journalistes craignent de voir s'étendre le nombre de sujets qu'il deviendrait préférable de traiter avec prudence : ceux touchant à la zone d'intérêt du propriétaire. L'intransigence des syndicats pourrait être due, dès lors, à la tentation de prendre en compte, pour le calcul de revendications salariales les taux de profit effectivement fabuleux affichés par ledits industriels... propriétaires dans leurs propres journaux. L'intransigence des éditeurs s'explique, elle, à deux faits : d'une part, la publicité n'a jamais été si abondante en Italie et les pertes des jours de grève peuvent, en notable partie, se rattraper par un « bourrage » les jours suivants. En outre, les autres personnels sont pris en charge, en cas d'arrêt de travail des journalistes, par la fameuse « Caisse d'intégration » italienne et leurs salaires ne sont pas en sur le employeur.

JEAN-PIERRE CLERC.

## Les difficultés et les ambitions du groupe Hersant

### Réorganisation au « Figaro » et à « France-Soir »

Cette année est pour M. Robert Hersant celle des décisions urgentes. Les deux titres phares de son groupe de presse, le *Figaro* et *France-Soir*, présentent des signes de faiblesse. La Cinq, chaîne dont il est copropriétaire, annonce un déficit d'environ 750 millions de francs. Pour colmater ces brèches dans son empire, le patron de presse cherche à faire d'abord des économies.

M. Hersant va ainsi abandonner l'impression par fac-similé fin 1989. A cette date, son imprimerie de La Plaine-Saint-Denis et les centres régionaux de fac-similé qui permettent principalement d'imprimer à distance le *Figaro* et *France-Soir* vont laisser place à une nouvelle imprimerie installée à Roissy, à côté de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Les exemplaires à destination de la province pourront être convoyés directement de Paris, par avion.

La création de cette nouvelle usine correspond bien sûr à l'évolution du *Figaro* qui multiplie depuis un an les cahiers « thématiques » (*le Figaro des livres*, *le Figaro Économie*, *le Figaro Scope*). Mais elle représente surtout des économies de coût de fabrication. « Continuer à imprimer en couleur et par cahiers dans les centres régionaux de fac-similé nous revenait trop cher », confirme un responsable du groupe Hersant. En outre, la multiplication de centres d'impression augmente aussi les risques de grève dans un secteur industriel en crise, périodiquement traversé par des conflits.

### « Nouvelle Pravda »

Le déficit de la Cinq et la baisse de diffusion des deux grands quotidiens du groupe Hersant obligent celui-ci à d'autres décisions. Relativement faible au *Figaro*, la baisse des ventes est, d'ailleurs, plus ancienne. Le *Figaro* a enregistré en 1987 une baisse de sa diffusion de 2,1 % selon l'OJD — sa diffusion totale est de 432 006 exemplaires en 1987, contre 443 006 l'année précédente, qui avait vu ses ventes s'élever grâce au lancement du jeu le Portfolio. Mais les suppléments du *Figaro* sont logés à la même enseigne : le *Figaro-Magazine* perd même 3,2 % et le *Figaro-Madame*, 3 %. Ultime coup d'estoc : un lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, le *Figaro* se situait à la queue du trio qu'il forme avec le *Monde* et *Libération* sur Paris : il vendait, en effet (avec *L'Aurore*, sa

quasi-copie conforme), 139 079 exemplaires quand le journal de Serge July en diffusait 192 678 et le *Monde*, 217 771 exemplaires.

Cette humiliation était renforcée par la « petite phrase » de M. Raymond Barre, qui, le lundi 25 avril, devant les responsables de ses comités de soutien, traitait le *Figaro* de « nouvelle Pravda » (*le Monde* du 28 avril). Depuis, la « une » du journal de M. Hersant s'est adoucie. Consigne a été donnée aux éditeurs politiques de tremper un peu plus leur plume dans le miel que dans le fiel. La formation du gouvernement Rocard comme les événements de Nouvelle-Calédonie, ont donc été traités sous un jour positif. « Nous avons la volonté de faire un journal d'informations avec une certaine sensibilité, note un dirigeant du groupe Hersant, et de couvrir les champs les plus larges. Il est vrai que, depuis quelques jours, une partie du lectorat est déconçue de ne pas avoir une « pâture brutale » en politique. Mais l'évolution est nécessaire. »

Le *Figaro* tentera donc cette année de ranter la pente. Sa cure d'opposition et le lancement à l'automne d'un « cahier jeunes » dans les pages du *Figaro-Magazine*, sous l'égide de son directeur, M. Louis Pauwels, semblent rassurer ses dirigeants. En revanche, *France-Soir* devra passer sous les fourches caudines de décisions drastiques. En 1987, le quotidien de la rue Réaumur a perdu 50 millions de francs, et ses ventes sont passées à 374 036 exemplaires, contre 374 525 en 1986 et 397 933 en 1985, soit 16 % de baisse en trois ans. En 1989, *France-Soir* et *Paris-Turf* démantèleront pour s'installer à Bercy. Des accords sur l'information et une réorganisation administrative accompagneront ce transfert.

M. Philippe Villin, vice-président-directeur général du *Figaro*, s'est saisi du problème *France-Soir* et y réfléchit avec M. Philippe Bourvard. L'arrivée de celui-ci, l'an dernier, à la tête du quotidien n'a guère dopé ses ventes. Mais le groupe Hersant est encore loin de jeter l'éponge. Son projet de quotidien à 2 francs, *Paris-Star*, est toujours à l'étude. La région publicitaire de ses journaux régionaux, Publiprint Régions, a entamé des négociations avec la région Quotidiens associés, créée par deux journaux régionaux indépendants (*le Télégramme de Brest*, *la Voix du Nord*, etc.).

YVES-MARIE LABÉ.

# Lorin MAAZEL Présente BEETHOVEN A BERCY VENDREDI 27 - SAMEDI 28 MAI 20 H 30

Après le succès triomphal de Gershwin et de la IX<sup>e</sup> symphonie de BEETHOVEN

## RENDEZ-VOUS BEETHOVEN

Au travers de ses pensées, son époque, sa musique

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE MONTE-CARLO

Direction : Lorin MAAZEL

Chœurs : PROMUSICA CHORUS de Londres

Direction : Charles SPENCER

Des solistes de notoriété mondiale :

Pamela COBURN (Soprano) Katherine CIESINSKI (Mezzo) Gary LAKES (Ténor) Simon ESTES (Baryton Basse)  
Tsimon BARTO (piano) Patrice FONTANAROSA (violon) Récitant : Gabriel CATTAND

PROJECTIONS SUR 3 ÉCRANS GÉANTS

LOCATIONS

SUR PLACE A BERCY  
de 11h à 18h  
FNAC AGENCES

par téléphone

43 46 12 21

renseignements :

43 42 04 04

CASAL PUBLIQUE



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi de la semaine précédente. Signification des symboles: > Signalisation dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter □ On peut voir >>> Ne pas manquer >>> Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 26 mai

TF1 20.40 Variétés: Michel Leeb à Polygraph. Spectacle enregistré en octobre 1987. Chansons et sketches. 22.35 Magazine: 52 sur la Une. De Jean Bertolino. Voyage au bout du froid, de Claude Couderc. Quelques portraits d'hommes, de femmes, dans le Grand Nord québécois. 23.35 Variétés: Wix qui peut. Émission de Th. Alfont, animée par J. Garon. Demi-finale. Trois artistes (ou groupes) en compétition dans quatre catégories. Ambiance de boîte de nuit. 0.35 Bébé Show. 0.40 Journal et la Bourse. 1.00 Magazine: Météo sport. 2.30 Documentaire: Histoires naturelles. 28.35 Cinéma: To be or not to be. Film américain d'Alan Johnson (1983). Avec Mel Brooks, Anne Bancroft, Tim Matheson, Charles Durning, José Ferrer. 22.25 Variétés: International de Roland-Garros. Résumé des épreuves du jour. 23.10 Informations: 24 heures sur la 2. 23.40 Série: Alfred Hitchcock présente. Hypnose, de Franck Pignon, avec Barbara Huxley, Bryan Bedford, Book Henry. 28.30 Cinéma: Lady Hawk, la femme de la nuit. Film américain de Richard Donner (1984). Avec Matthew Broderick, Rutger Haver, Michelle Pfeiffer. Histoire d'une malédiction rompu et d'une vengeance sur le mal, histoire d'amour fantastique, magnifiques paysages, mise en scène sophistiquée. 22.30 Dessin animé. 22.40 Campagne électorale. 23.05 Journal. Avec un résumé des Internationaux de Roland-Garros. 23.30 Météo. 0.45 Musique: Championnat de France. 0.40 Cinéma: Les hommes de fer. Qui êtes-vous, Barbara? 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Magazine: Club 6. De Pierre Bouillier. 0.15 Musique: Boulevard des clips. FRANCE-CULTURE 20.30 Nouvelles de Pologne: Mémoires de Stefan Czarniecki, extrait de Bakalaj, de Witold Gombrowicz. 21.30 Profils persans. Paul Gilson. 22.40 L'argent. 3. La Toison d'or et les chiffonniers du Caire. 0.45 Du jour au lendemain. 0.50 Musique: Cola. Stephan Eicher. FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné le 5 mai 1988 en l'église Saint-Germain-des-Près): Magnificat du 8<sup>e</sup> ton, Hymne de Titouz; Symphonie en sol majeur. Élévation en sol majeur, Offertoire en fa. Élévation en sol mineur, Symphonie en ré mineur, de Ludvig; Messe pour les convales, de Comparin; Messe du 6<sup>e</sup> ton de Du Mont, par la maîtrise de Radio-France, dir. Michel Lasserre de Rozel et Jean-Charles Abilzer, orgue. 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Assises de musique. Œuvres de Mozart, Weber, Berg, Bartok, Beethoven.

Vendredi 27 mai

TF1 13.45 Feuilleton: Côte ouest. 14.30 Variétés: La chance aux chaussons. Émission de Pascal Sevran. Il n'y a plus d'après, à Saint-Germain-des-Près. Avec Maurice Fanon, J. Duro, Minouche Borelli. 15.05 Feuilleton: Symphonie. 16.00 Magazine: L'après-midi animé. De Cécile Rogier-Michard présenté par Eric Galliano. Avec Marc Brusti. 16.45 Club Dorothée. 18.00 Série: Agence tous risques. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton: Santa-Barbara. 19.30 Jeu: La rose de la fortune. 19.50 Le bébé show. 20.00 Journal. 20.30 Météo et Tapas vert. 20.40 Variétés: Les uns et les autres. Émission présentée par Michel Sabrier. Spécial Fête des mères. 22.35 Magazine: Ulysse. Le magazine de l'extrême, présenté par Nicolas Hulot. Spécial Grand Nord. Au sommaire: Noble (l'accident du dirigeable Italia en 1928); Le mystère Franklin (deux navires anglais ont disparu en 1913); Les limites: Veitovpovik. 23.30 Le bébé show (rediff.). 23.35 Journal et Bourse. 23.58 Série: Les envahisseurs. 0.40 Documentaire: Histoires naturelles. A2 13.45 Feuilleton: Jeunes docteurs. 14.35 Tennis: Internationaux de Roland-Garros. Retransmission des matches du court Central. 19.35 Campagne électorale. 20.00 Journal. Les uns et les autres. Carte de presse. De Michel Favart avec Marc Chapuis, Myrtille Roussel, Anne Fontaine, Nicolas Silberg. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème: Exercices de médecine, sont invités: Pierre Boule (Le professeur Mortimer), Mario Diéter (Contre-réité), Alain Milhaud (Testament de vie), Jean-Louis Yach et le docteur Gérard Apfelbacher (Kilos de plumes, kilos de plomb), le docteur Jacques Ouvrier (Se soigner seul et sans risque). 22.50 Tennis. Internationaux de Roland-Garros. (Résumé des épreuves du jour). 23.20 Journal. 23.15 Club-club: Barbarossa (1<sup>er</sup> partie), film japonais d'Akin Kurosawa (1965). Avec Toshiro Mifune, Yuko Koyama, Kyojo Kagawa, Kamatari Fujiwara (v.o.). FR3 13.00 Tennis: Internationaux de Roland-Garros. Retransmission en direct des matches du court Central jusqu'à 14.40. De 14.40 à 19.00, retransmission des matches du court n° 1. 9.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.32 Dessin animé: Dieckmann. L'ère glaciaire. 20.45 Jeu: La chance. Présenté par Fabrice. Avec pour la partie variétés: Bros. 20.25 INC. > 20.30 Feuilleton: L'affaire Saint-Roman. De Michel Wyn, avec Jean Piat, Souad Amidou, Danièle Delorme, Jacques Duchamps, Claude Brasseur (1<sup>er</sup> épisode). 21.30 Magazine: Thebes. De Georges Pernoud. Accrochez-vous les hauts fous: les plongeurs de la COMEX qui, le 4 mars dernier, tentaient une première mondiale, plonger à 520 mètres. 22.30 Campagne électorale. 22.45 Journal. Avec un résumé des Internationaux de Roland-Garros. 23.15 Documentaire: La mode. D'Isabelle La mode. Une émission proposée par Jean-Marie Dubard. 23.35 Musique: musique. Deux caprices, de Wieniawski, par Izchak Perlman (violin) et Pinchas Zukerman (alto). CANAL PLUS 14.00 Cinéma: Camomille. Film américain de Mark Lester (1985). Avec Arnold Schwarzenegger, Rae Dawn Chong. 15.25 Documentaire: Comment les animaux apprennent-ils? 15.50 Cinéma: Madame sans-gêne. Film français de Roger Richebé (1941). Avec Arletty, Jeanne Reinhardt, Albert Diérendy. 17.45 Cabos enchaînés. Comic strip: Bravetarr. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessin animé.

Audience TV du 25 mai 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Table with columns: Horaire, Foyers ayant regardé la TV (en %), TF1, A2, FR3, Canal +, LA 5, M6. Rows show audience data for various time slots from 19h22 to 22h44.

Echantillon: plus de 200 foyers en Ile-de-France, dans 183 régions; la 5 et 147 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France entre le jeudi 26 mai à 0 heure et le dimanche 29 mai à 24 heures UTC. Le temps lourd et les orages n'affecteront plus que l'est du pays, vendredi, et l'extrême sud-ouest samedi. Leur succédera un ciel assez chargé en nuages qui ne laisseront guère voir les éclaircies. Un passage pluvieux plus continu débutera samedi après-midi sur le quart Nord-Ouest, puis traversera le reste de la France dimanche. Il sera suivi par un temps très instable avec de nombreuses averses.

Vendredi: orages à l'Est, retour des éclaircies par l'Ouest. De la Lorraine et l'Alsace à Rhône-Alpes et aux régions méditerranéennes, la matinée sera très nuageuse. Il pleuvra par endroits. Des orages éclateront dès le début de journée. L'après-midi, les orages s'aggraveront et se renforceraient et de la grêle est à redouter.

De Nord à l'Est de France à l'ouest du Massif central et au Sud-Ouest, la matinée sera grise et brumeuse. Au fil des heures, quelques éclaircies apparaîtront. Elles seront plus larges dans les régions du Sud.

Sur la Bretagne, la Normandie et les pays de Loire, le temps sera variable. Éclaircies et nuages alternent. Des averses passagères se produiront ici et là dès le lever du jour près des côtes, en cours d'après-midi dans l'intérieur des terres.

Les températures baisseront légèrement.

ment. Au lever du jour, elles iront de 8 à 11 degrés sur les régions de l'Ouest jusqu'à 13 à 16 degrés à l'Est. Dans l'après-midi, elles atteindront 17 à 20 degrés, en général, 20 à 24 degrés près des frontières de l'Est et de la Méditerranée.

Samedi: la matinée sera généralement brumeuse puis de densité éclaircies apparaîtront sur l'ensemble du pays, malgré les nuages encore nombreux. Toutefois sur la Provence, Côte-d'Azur et la Corse, les averses et les orages continueront à se manifester dans la journée.

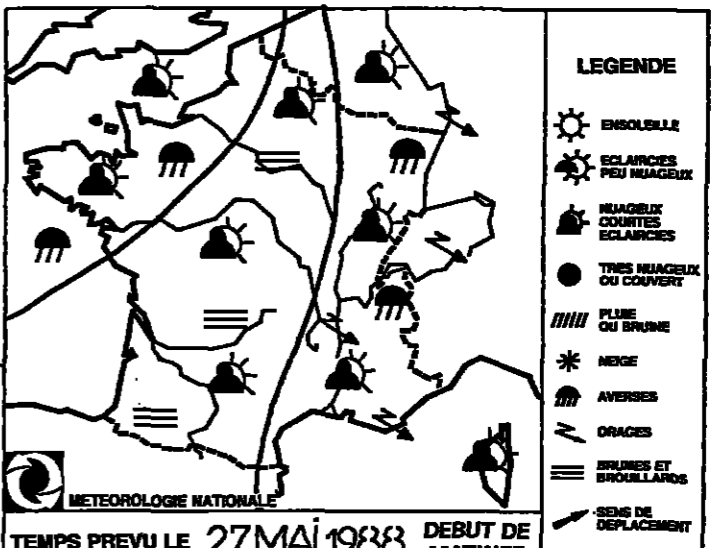
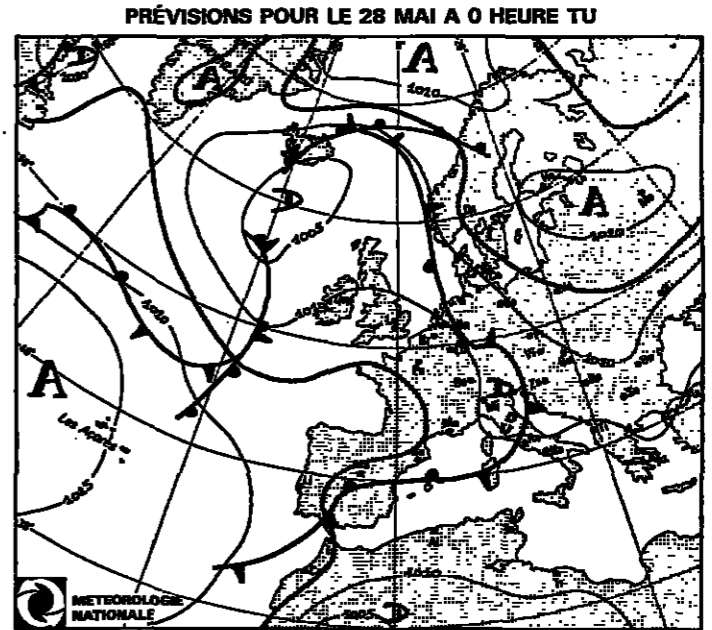
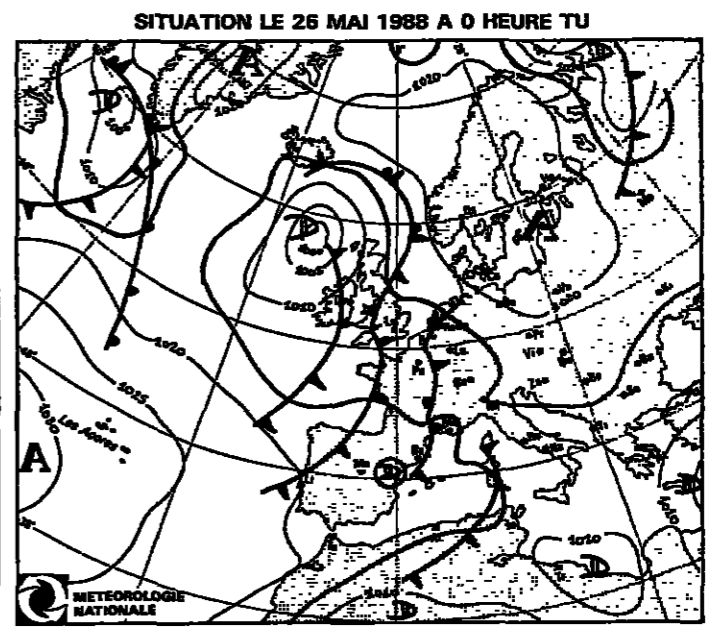
Dans le cours de l'après-midi, une nouvelle bande nuageuse et pluvieuse abordera le quart nord-ouest de la France.

Les températures minimales seront comprises entre 8 et 13 degrés sur la moitié nord, entre 9 et 14 degrés sur la moitié sud, de l'ordre de 16 à 19 degrés près du bassin méditerranéen.

Les températures maximales évolueront entre 16 et 18 degrés sur la moitié nord, 13 et 17 degrés près des côtes Atlantiques, de 17 à 21 degrés sur la moitié sud, et de 21 à 25 degrés près de la Méditerranée.

Dimanche: nuages, pluie et averses. Seules la Côte d'Azur et la Corse bénéficieront d'une belle matinée. En effet, les brumes puis les nuages seront nombreux le matin des Pyrénées orientales, à l'Auvergne, aux Alpes et au Nord-Est. Les nuages seront plus abondants et il pleuvra sur les Pyrénées occidentales, le Massif central, le bassin parisien et le nord, tandis que sur le quart nord-ouest, le ciel sera très variable avec de nombreuses averses.

Dans l'après-midi, les nuages et la pluie affecteront la moitié Est du pays et des orages pourront éclater sur l'extrême Est. Sur la moitié Ouest, les averses persisteront, elles seront plus fréquentes sur le quart Nord-Ouest.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4752. A crossword puzzle grid with numbers 1-11 indicating starting positions for words.

HORIZONTELEMENT I. Café où il n'y a pas la crème. II. Sont loin du centre. Qui devrait être acquiescé. III. Peut éclater en une minute. IV. Bouc de bois. Belle, en Bretagne. V. Comme un sac. VI. Peut porter le chapeau. VII. Variété d'argile. Cessai de résister. VIII. Peut être dangereux quand il est lancé en l'air. Affluent du Danube. IX. Qui n'était donc pas couverte. X. Mousse pour le serrurier. XI. Station thermale ou balnéaire.

VERTICALEMENT I. Ne se contentent pas d'un seul doigt quand ils sont gros. II. Cri dans un cirque. Une certaine tension. III. Sont très utiles dans des vestibules. IV. Pas unie. Perd quand ça tombe pile. V. Peut blesser. Comme l'état, quand on fait une déclaration. VI. De l'argent pour celui qui mange son blé en herbe. Pas innocent. VII. Pronom. Qui ont de bonnes dispositions. VIII. Ne veut pas cher quand elle est crue. Rique. IX. Un homme qui marche comme un diable.

Solution du problème n° 4751. Horizontalement I. Callippe. II. Osier. III. Issue. Clé. IV. Nô. Hie. V. Suspectes. VI. Pro. Pou. VII. Métréuse. VIII. Pro. Boc. IX. Treille. X. Rolle. Dot. XI. Oe. Espar. Verticalement I. Coins. Métré. II. Assoupi. Roc. III. Lis. Sospel. IV. Letz. Puéris. V. Irène. Rôles. VI. Clé. VII. Yacht. Ubfda. VIII. Lisse. Or. IX. Epées. Ecot. GUY BROUTY.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE? Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-67-12

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE chaque mercredi (éditions datées jeudi) Renseignements: 45-55-91-82. Poste 4138

Large vertical advertisement for 'OBYL' featuring a woman's face and the text 'la plus grande En face, la centrale de une faille se répètent respectée...'







# Vie associative

## Créer des emplois pour les handicapés

Oser pourrait être la devise de Jean-Yves Béchu, Pierrick Potocky et Jacques Mazé. Le premier est directeur du Centre d'adaptation psychomotrice des Quatre-Vaux, à Notre-Dame-du-Guido, dans les Côtes-du-Nord. Le deuxième dirige le centre d'aide par le travail (CAT) dépendant des Quatre-Vaux et le troisième est ingénieur agronome au CAT. Depuis plusieurs années, ces trois hommes démontrent quotidiennement qu'il est possible de faire de la recherche appliquée avec des handicapés mentaux et de commercialiser le fruit de leurs travaux.

**SAINT-CAAST-LE-GUILDO**  
de notre envoyé spécial

UNE rencontre entre M. Béchu et M. Potocky marque le point de départ de leur aventure commune. Depuis la fin des années 1970, M. Béchu s'inquiétait du

manque de débouchés pour les handicapés, en majorité déficients mentaux, sortant de son centre, qui comprenait alors un IMP (institut médico-psychopédagogique) avec cinquante-trois filles et garçons et un IMPRO (Institut médico-professionnel) de quarante-sept jeunes gens. Dans les Côtes-du-Nord, comme dans le reste de la France, la crise rétrécissait de plus en plus le marché de l'emploi et grossissait les listes d'attente déjà démesurées pour l'entrée dans les centres d'aide par le travail. Plusieurs solutions, vite avortées, ont alors été envisagées avec les responsables de l'association Les Mouettes, qui gère les Quatre-Vaux et dont la congrégation des Filles de la Divine Providence est membre fondateur. L'une des solutions consistait à confier l'entretien des résidences secondaires à des handicapés. Mais il fallut y renoncer à cause des réticences de la population locale qui voyait lui échapper des petits emplois. Petit à petit, une

évidence commença à s'imposer : la seule façon de s'en sortir était de créer des emplois à partir de l'utilisation de ressources locales jusqu'à présent inexploitées. Une idée qui séduisit M. Potocky.

### Engrais biologiques

Intéressé par la biomasse bien avant que celle-ci devienne à la mode, ce mi-Breton mi-Polonais conçut un projet consistant à fabriquer des engrais biologiques par la bio-fermentation des matières premières que l'on trouve à profusion dans ce coin de Bretagne : les algues qui polluent les côtes, les lisiers et les fientes animales provenant des nombreux élevages de porcs, de poules et de lapins, et les bois habituellement brûlés. La plupart des composés humifères (composts, terreaux) utilisés en horticulture, maraîchage, agro-biologie... étaient importés de Hollande, de Belgique, voire d'Union soviétique ; il y avait là un marché.

En 1981, les autorités locales et régionales donnèrent leur accord pour la création d'un « atelier expérimental de biomasse terrestre et marine » auquel le ministère de la Santé accorda un soutien au titre de l'innovation sociale. Les premières expérimentations commencèrent en mai avec une dizaine de handicapés de l'IMPRO. Et, dix-huit mois plus tard, le conseil régional et l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie acceptèrent de financer un poste d'ingénieur agronome, les premiers essais purent avoir lieu en terre et en plein champ avec l'aide de M. Mazé.

Le centre accepta d'accueillir dans son enceinte une unité de méthanisation des lisiers et des algues, et l'atelier cuisine de l'IMPRO se lança dans la recherche de l'utilisation des algues en alimentation. Fin 1984, les résultats obtenus en matière de compostage, de maraîchage et même d'alimentation étaient tellement positifs que le centre obtint l'autorisation de créer le 1<sup>er</sup> juillet un CAT, c'est-à-dire une entreprise protégée de fabrication et d'exploitation s'adressant à des personnes adultes handicapées.

Bien que l'autorisation ait été donnée pour une soixantaine de personnes, le CAT n'emploie actuelle-

ment que trente-deux ouvriers ; l'encadrement, conforme pour ce genre d'établissement, s'éleva à huit personnes auxquelles sont venus se joindre quatre jeunes « TUC » de moins de vingt-cinq ans. L'hébergement se fait dans des villages voisins. Les handicapés peuvent choisir leurs compagnons, même si le responsable, M. Yves Hervé, s'efforce d'harmoniser les handicaps pour que l'entraide puisse jouer.

Le centre fabrique non seulement un compost algo-forestier mais aussi un terreau universel prêt à l'emploi, un terreau morte commercialisé sous la marque 4-Vaux Jardin, un cake aux algues breveté, et vend des fruits et des légumes organiquement cultivés. Tous ces produits sont garantis par un label de qualité biologique européen Nature et Progrès.

Tout n'est pas réglé pour autant. Le plus grand écueil a été celui du projet méthanisation mais il est dû à la société qui en avait la charge. Stoppé en 1984, il devrait reprendre cette année. Le CAT vient d'être retenu comme « site expérimental de la méthanisation des algues vertes » par le comité scientifique et technique des Com-

munités européennes. De même, les projets alimentaires à base d'algues ont dû être révisés et se limitent actuellement au gâteau : un délicieux quatre-quarts aux algues.

Mais la principale faiblesse de ce CAT, comme d'ailleurs de très nombreux autres, est de nature commerciale. « La qualité de notre savoir-faire et de nos produits est reconnue par tous. On parle de nous dans bon nombre de revues spécialisées », explique M. Potocky, mais nous avons du mal à nous imposer dans les réseaux de distribution. Il nous faudrait quelquefois à plein temps pour s'en occuper. Or les fonds nous manquent ». Là encore, toutes les initiatives sont les bienvenues. Le CAT expérimente. Une école de commerce lui a donné un sérieux coup de main l'an passé et à présent une association de retraités propose de mettre la main à la pâte. Mais le bricolage peut-il continuer ? M. Potocky étudie un accord avec Rhône-Poulenc. Pour que le CAT vive, il lui faudra rapidement passer à une vitesse supérieure, accueillir plus de handicapés, produire davantage, élargir ses activités...

CHRISTIANE CHOMBEAU.

### Le CAT moyen

Voici le physiognomon du CAT moyen, selon « Solidarités santé » (études statistiques de septembre, octobre 1987, ministère des affaires sociales et de l'emploi) :

- Capacité agréée : 67,2 places.
- Capacité occupée : 67,7 places.
- Implantation :
  - milieu urbain : 43 % ;
  - villes de plus de 5 000 habitants en milieu rural : 23 % ;
  - milieu rural : 34 %.
- Implantation en zone industrielle : 18 %.
- Prix de revient journalier : 250 F.
- Organisme gestionnaire :
  - parents : 58 % ;
  - associations locales multipartites : 20 % ;
  - établissement public : 6 % ;
  - autres : 16 %.

**POPULATION ACCUEILLIE**

- Hommes : 59 %, Femmes : 41 %.
- Age :
  - moins de 20 ans : 1,6 % ;
  - 20 à 30 ans : 56,8 % ;
  - 30 à 50 ans : 39,5 % ;
  - 50 à 60 ans : 2,2 % ;
  - 60 ans et plus : -.
- Handicap :
  - déficience psychique : 19 % ;
  - déficience intellectuelle : 71 % ;
  - polyhandicap : 7 % ;
  - autres : 3 % ;
- Logement :
  - 44,5 % des travailleurs logent dans leur famille ;
  - 36,5 % logent en foyer d'hébergement ;
  - 15 % ont un logement plus autonome.
- ENCADREMENT SOUTIEN
  - 1 poste équivalent temps plein pour 4 travailleurs.
  - Horaires hebdomadaires :
    - 32 h 30 travaillées ;
    - 2 h de soutien ;
    - 38 h 30 rémunérées.
  - Stages extérieurs : 105 journées pour 4,75 travailleurs par an.

### Les souplesses de la loi

COMMENT contraindre les entreprises à fournir du travail aux handicapés ? Jusqu'en 1987, la loi les obligeait à leur réserver un certain nombre de postes. L'application fut tellement décevante que le gouvernement de M. Chirac fit adopter en juillet dernier une nouvelle loi proposant une gamme de possibilités.

L'obligation d'employer des personnes handicapées à temps plein ou à temps partiel subsiste pour les employeurs d'au moins vingt salariés. Mais si cette embauche s'avère difficile ou s'ils ne parviennent pas à atteindre le quota imposé (3 % en 1988, 6 % en 1991), trois formules leur sont offertes : la première permet de verser une contribution forfaitaire à un « fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés » (celui-ci est actuellement en cours de constitution et sera géré par une association composée de représentants des partenaires sociaux et des associations représentatives des salariés). La deuxième formule autorise

l'employeur à négocier un accord collectif au sein d'une branche professionnelle ou à l'échelon de l'entreprise sur un programme en faveur des handicapés et portant sur la formation, l'insertion, l'aménagement des conditions de travail, etc. La troisième permettrait de donner un nouveau souffle aux ateliers protégés, aux centres de distribution de travail à domicile ainsi qu'aux centres d'aide par le travail (CAT). L'employeur peut, en effet, réduire jusqu'à 50 % de son obligation d'emploi en passant avec ces établissements des contrats de fournitures, de sous-traitance ou de prestations de services.

Cette solution, si elle était choisie, pourrait donner un coup de fouet aux CAT, tant prisés par les familles d'handicapés mentaux. Car, malgré une forte expansion ces dernières années avec leur capacité passant de 27 000 places en 1975 à 60 000 en 1986, ceux-ci ne parviennent pas à faire face à la demande.

« L'Etat crée chaque année 1 500 places de CAT, mais c'est bien insuffisant », estiment les responsables de l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI), qui gèrent la majorité des CAT. Nous évaluons à 15 000 le nombre de places nécessaires pour répondre aux listes d'attente et à 3 000 celui qui s'impose pour répondre au flux annuel. L'UNAPEI, comme les autres organisations de parents d'enfants handicapés, souhaite une insertion en milieu « normal » mais considère que le CAT, qui fournit un soutien psychologique approprié aux personnes qu'il emploie, convient particulièrement aux handicapés mentaux.

Longtemps méconnus, les CAT s'imposent dans l'industrie et l'agriculture et, innovent dans tous les secteurs, de l'électronique à l'agro-alimentaire. Ils prennent le marché de la sous-traitance et s'adaptent à la demande en diversifiant au maximum leurs services.

Ch. Ch.

**L'ANGLAIS POUR TOUS**  
Pour moins de 250 F  
vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec  
**LES COURS DE LA BBC**  
Deux cassettes et un livre avec explications en français  
Documentation gratuite :  
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)  
8, rue de Berri, 75008 Paris  
Tél. (1) 43-59-80-05

(Publicité)  
Vient de paraître  
**Le DICTIONNAIRE des DÉCIDEURS de l'Économie Française 1988**  
Des milliers d'informations sur les hommes et leurs entreprises (C.A. > 30 millions de francs)  
296 pages, relié, 1.200 F TTC franco S.E.P.P.  
10, rue Chauchat - 75009 PARIS  
Tél : (1) 45.23.30.00

**INFORMATIQUE d'ASSOCIATIONS**  
SPM ORGANICO INFORMATIQUE  
76 - 78 rue d'Haupoult 75019 Paris  
Tél. 42.06.56.80.

Étiquettes mailles, Développement logiciel, applications, Formation, Maintenance, Assistance. **TOUTS LES PROJETS DU MARCHÉ. TOUTES LES SOLUTIONS A VOS BESOINS.**

**LIGA**  
Gestion adhésifs, abonnements, mailing, convocations, bulletins, statistiques...

**DIXI**  
Dépôt-remise d'expédition

**PAO**  
Composez votre revue à moindre coût et en un temps record

Revenez après **Bull**

FEDERATION NATIONALE DES SERVICES AUX ASSOCIATIONS  
**FEDERATION**  
LE RENDEZ-VOUS DES ENTREPRISES ET DES ASSOCIATIONS  
MINITEL 38-16 GUIDEXPO

**RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS**  
CAPRIC 38, rue de Colisée, 75008 PARIS. Tél. : 42-25-41-38 Téléx 948701

**Préparez un bac à Lausanne pour le réussir bien**  
INSTITUT Valaisanne  
Programme de collège et du lycée de la sixième à la terminale  
Préparation au baccalauréat A, B, D par un enseignement personnalisé et un soutien continu.  
Pendant l'été (juillet-août), cours de rattrapage, sports  
INTERNAT-EXTERNAT POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES  
Tél. : 19-21/21/32-10-36 - 32-08-77

**PCS**  
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE  
Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques créé en 1976

- Tous confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputés
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sans dossier pour bacheliers C, C, D.

Classe "pilote" HEC (ouvertures septembre 1988)

- Pour bacheliers C avec mention et/ou redoublants admissibles aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de mars.

PCS  
48, rue de la Fédération 75015 Paris  
Tél. (1) 45 64 57 98  
Établissement d'enseignement supérieur

**INNOVER C'EST ENTREPRENDRE AVEC LE CRÉDIT COOPÉRATIF**

INNOVER : c'est pouvoir émettre des obligations associatives (au profit par exemple des Anciens et Amis de Don Bosco).

INNOVER : c'est pour les associations, utiliser des prêts en Ecu.

INNOVER : c'est bénéficier de la caution des Fonds de garantie créés pour les associations de tourisme et de loisirs, sanitaires et sociales, d'éducation, sportives, culturelles et de communication.

INNOVER : c'est souscrire ou être porteur de fonds communs de placement d'utilité sociale :  
- "Faim et développement"  
- pour l'aide aux pays démunis au profit du

CCFD, du CFCF, de la Cimade, de Frères des Hommes, Terre des Hommes.  
- "Epargne solidaire"  
- pour la réinsertion sociale au profit de l'Armée du Salut, l'Association des Paralysés de France, la Fondation de France, France Terre d'Asile, l'Unopaf.  
- pour la recherche médicale au profit des Instituts Pasteur et Curie.  
- pour l'aide d'urgence et la survie au profit de

L'Action Internationale Contre la Faim et de Médecins du Monde.  
INNOVER : c'est être cofondateur de la Fondation France Active pour lutter contre le chômage, avec la Fondation de France, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement, le Fonds Social Juif Unifié, la Cimade, la Caisse des dépôts et consignations, la Fondation pour l'Entreprendre, le Groupement des Sociétés d'Assurances à Caractère Mutuel.

**Crédit Coopératif**  
banque des associations  
Département des organismes sociaux  
33, rue des Iles-Fontaines - BP 211 - 92002 Nanterre cedex  
T 47 24 89 71 ou sur Minitel "Crédit coopératif Magazine" 36 14 COOP.

**fonda**  
Lettre ouverte au Premier Ministre  
Paris, le 26.05.1988

Monsieur le Premier Ministre,  
L'élection présidentielle a révélé des clivages de la société française qui mettent en danger la cohésion sociale.  
L'ensemble des démocrates de ce pays se mobilise pour faire face à ce défi. C'est le sens profond de l'ouverture.

Le gouvernement doit être persuadé que la vie associative crée et nourrit des relations sociales faites de tolérance et de convivialité. Elle répond à l'exclusion économique et sociale par des actions de proximité qu'il faut aujourd'hui multiplier et soutenir.

En ce sens, une des priorités de votre gouvernement devra être la recherche de la participation des personnes et des groupes à la vie locale.

Frédéric Pascal  
Président

**fonda**  
fondation pour la vie associative  
18, rue de Varenne - 75007 Paris  
tél. (1) 45.49.06.58









صكنا من الأهل

Économie

Le dernier bon chiffre

# CARTE PASTEL, VOTRE PASSEPORT POUR TELEPHONER



Votre vie professionnelle vous amène à de fréquents déplacements. Pour vous, le téléphone est le moyen de communication privilégié dans vos affaires et dans votre vie privée.

La CARTE PASTEL est donc un atout indispensable : c'est votre PASSEPORT POUR TELEPHONER. Elle permet de téléphoner où que vous soyez (cabines publiques, hôtels, postes privés...), sans paiement immédiat. La facturation des communications sera effectuée plus tard sur votre compte téléphonique.

Avec la CARTE PASTEL INTERNATIONALE, vous pourrez appeler tous les pays à partir de la France, bien sûr, mais aussi appeler la France depuis cinquante pays étrangers. Une ligne directe vous met en relation avec un opérateur en France depuis les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Japon par l'intermédiaire du service FRANCE DIRECT.

Le SERVICE PASTEL fournit des relevés détaillés par carte sur votre compte téléphonique.

Pour en savoir plus, renseignez-vous auprès de votre Agence Commerciale FRANCE TELECOM.

La CARTE PASTEL existe également sous deux autres versions : NATIONALE et SELECTION.



Marchés financiers

PARSE DU 25 MAI

Remous sur Faction Midi

Le mercredi 25 mai, à 13 heures, l'action Compagnie du Midi, qui se traînait ces jours-ci aux environs de 1400 F après avoir culminé à plus de 1800 F il y a trois semaines, a fait un bond de plus de 9%, dépassant, un moment, les 1600 F. Motif: M. Robert Ross, président du directeur de General-France, au cours d'une conférence de presse, venait de déclarer que le groupe italien d'assurances, détenteur, officiellement, de 20,86% du capital du Midi, visitait la minorité de blocage, probablement en vue de l'assemblée générale ordinaire de cette compagnie, « pour y faire entendre notre voix ».

Le gouvernement britannique donne son feu vert à POPA de Nestlé sur Rowntree

Le ministre britannique du commerce et de l'industrie, lord Young, a donné, le mercredi 25 mai, son feu vert à l'offre publique d'achat (OPA) de 2,1 milliards de livres lancée par le groupe suisse Nestlé sur le chocolatier-confiseur anglais Rowntree. Cette offre ne sera pas déferée à la Commission des monopoles et des fusions, contrairement à ce que souhaitaient les dirigeants de Rowntree, soutenus par nombre de parlementaires et une partie de l'opinion publique.

Renseignements publicités

Le Monde AFFAIRES

Tél: 46-56-61-82 poste 4160 au 4107

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NORD EST

L'emballage carton poursuit son développement

Lincrusta (filiale du groupe Nord Est) fabriquant une large gamme d'emballages carton va renforcer sa position dans l'emballage plat (produits alimentaires) en prenant le contrôle de la Société Michels. Cette société implantée en région parisienne a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 90 MF. Cette prise de contrôle se fera par l'apport et le transfert de l'essentiel des installations et du fonds de commerce de l'usine de Pierrefitte appartenant à Lincrusta.

PUBLICATION DES COMPTES D'AICT ACTION INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

Table with columns: Organisation, Montant (K F), Total (16 011 399 F). Includes rows for Etiopte, Pakistan, Tchad, Bénin, etc.

En 1987, les dépenses de communication et d'information se sont élevées à 1 505 277 F qui ont contribué à un gain net de 1 925 133 F. Les dépenses de fonctionnement et de coordination des missions se sont élevées à 4 230 486 F...

NEW-YORK, 25 mai ↓

Effritement

Antérieurement, la Bourse de New-York a encore été bien médiocre mercredi 25 mai. L'indice Dow Jones cédait, en fin de séance, 116 points, à 1 961,37. Quelques 139 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des hausses était inférieur à celui des baisses: 783 contre 637. Quelques 139 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des hausses était inférieur à celui des baisses: 783 contre 637.

En effet, le ministre de l'économie et des finances a indiqué, mardi soir, qu'il annoncerait dans les tout prochains jours une nouvelle mesure concernant le taux d'intérêt. Or, depuis quelques jours, le marché boursier était haussier. Les investisseurs se préparent à ce que le taux d'intérêt soit relevé, ce qui entraînerait une baisse des cours de la Bourse.

Table with columns: Valeurs, Cours du 24 mai, Cours du 25 mai. Lists various stocks like Alcoa, Amstar, etc.

LONDRES, 25 mai =

Irégulier

Les cours des valeurs ont fluctué sans véritable direction, le mercredi 25 mai. L'indice FT a clôturé la séance en hausse de 2,4 points (+ 0,16%), à 1 430,7, dans un marché calme, où 258 millions de titres ont été échangés. Après la décision du ministre du Commerce, lord Young, d'autoriser POPA de Nestlé, 2,1 milliards de livres (22 milliards de francs) de Nestlé sur Rowntree, le titre du confiseur britannique a enregistré une hausse de plus de 7%.

FAITS ET RÉSULTATS

Le bénéfice de BSN pourrait augmenter de 20% en 1988. M. Antoine Riboud, PDG de BSN, a déclaré, le mercredi 25 mai, aux analystes financiers que le bénéfice de l'exercice pourrait augmenter de 20%. En 1987, ce bénéfice avait progressé de 14,4% en base comptable. Les différents acquisitions dont la Générale Biscuit, et de 25,9% en net, c'est-à-dire sur un capital relevé de 20,9%. M. Riboud a fait état d'un bon début de l'exercice 1988, l'augmentation des ventes, au volume pour les quatre premiers mois de l'exercice, atteignant 8% dans le monde pour les produits frais (16% pour la France, après un exercice 1987 mitigé), 5% dans l'industrie 75 dans le champagne et 12% pour l'eau minérale.

PARIS, 25 mai ↑

Forte hausse Envolée du « Midi »

L'effet Bérégovoy a joué à plein mercredi à la Bourse: encore très frileuse la veille en dépit du facteur technique du « premier jour », la cote s'est envolée dès le début de la matinée dans un marché très actif. Vers 14 heures, l'indice instantané atteignait une hausse de 2,5%, grâce notamment à la vive progression des titres de la Compagnie du Midi. Il clôturait sur un gain de 3,06%.

En effet, le ministre de l'économie et des finances a indiqué, mardi soir, qu'il annoncerait dans les tout prochains jours une nouvelle mesure concernant le taux d'intérêt. Or, depuis quelques jours, le marché boursier était haussier. Les investisseurs se préparent à ce que le taux d'intérêt soit relevé, ce qui entraînerait une baisse des cours de la Bourse.

La séance avait pourtant bien commencé en raison notamment de la stabilisation du dollar. Mais une fois de plus, la crainte d'une reprise de l'inflation a entraîné la cote dans une dépression. Selon un représentant de Sunobank, « la situation n'évolue guère tant que Wall Street ne montre des signes de détente ».

TOKYO, 25 mai ↓

Baisse

A l'issue d'une séance irrégulière, la Bourse de Tokyo a terminé, jeudi 26 mai, avec le Japon indice Nikkei cédant 13,41 points, soit un repli de 0,06%, à 27 428,24. Le nombre des hausses était semblable à celui des baisses: 258 contre 258. La séance avait pourtant bien commencé en raison notamment de la stabilisation du dollar. Mais une fois de plus, la crainte d'une reprise de l'inflation a entraîné la cote dans une dépression. Selon un représentant de Sunobank, « la situation n'évolue guère tant que Wall Street ne montre des signes de détente ».

Table with columns: Valeurs, Cours du 25 mai, Cours du 26 mai. Lists various stocks like Fiat, Peugeot, etc.

PARIS:

Second marché ( sélection )

Table with columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Lists various stocks like A.G.P.S.A., Amal & Amal, etc.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LIMONDE

Marché des options négociables le 25 mai 1988

Table with columns: Valeurs, Prix exercice, Options d'achat, Options de vente. Lists various options like ACF, CCE, etc.

MATIF

Table with columns: Cours, Échéances (Jun 88, Sept 88, Déc 88). Lists various contracts like National 10%, etc.

INDICES

Table with columns: Changements, Bourses (Paris, New-York, LONDRES, TOKYO), Marché Monétaire. Lists various indices and exchange rates.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Lists various exchange rates for SE.U., S.S., Yen, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SE.U., DM, Ffr., etc. Lists various interest rates for different currencies and maturities.

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Handwritten Arabic text: سكاوت الامم

صكيات الأهل

Marchés financiers

BOURSE DU 25 MAI

Cours relevés à 17 h 36

Main table containing market data for 'Réglement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', 'Dernier', and '%'. It lists various companies and their stock prices.

Comptant (selection) and SICAV (selection) 25/5

Table with multiple columns for 'Comptant' and 'SICAV' sections, listing various financial instruments and their values.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table for 'Cote des changes' showing exchange rates for various currencies.

Table for 'Marché libre de l'or' showing gold market prices.

Table for 'Hors-cote' listing various financial products and their prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

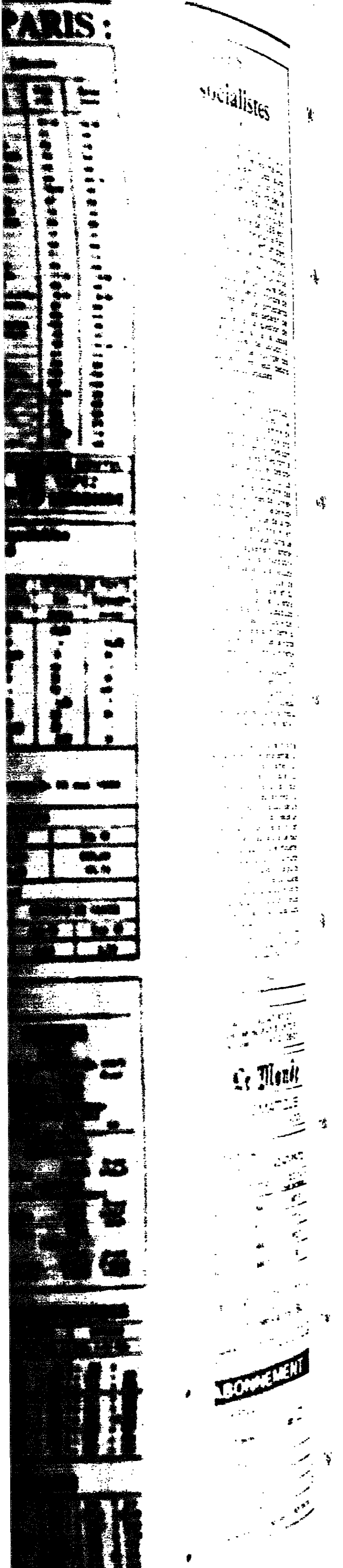


Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL. Each column lists various news items and page numbers.

CHILI: provocations ?

Les assassinats de carabiniers se multiplient

SANTIAGO-DU-CHILI de notre correspondant

Cinq carabiniers assassinés en moins de deux mois, deux la semaine dernière, abattus le même jour : la principale force policière du pays est la cible de tirs anonymes qui opèrent avec froid et brutalité.

Cette vague criminelle a suscité une vive émotion, d'autant plus qu'à la différence des attentats organisés dans le passé par l'extrême gauche, généralement contre des dignitaires du régime, ceux-ci ne sont pas revendiqués et sont unanimement condamnés.

crates à isoler la formation terroriste. Lui emboitant le pas, le commandant en chef de la marine, l'amiral Merino, a mis en cause les « humanitaires marxistes ». Pour les milieux officiels, ces crimes ne seraient que le prélude à l'application d'un plan de vaste envergure du PC et du MIR (gauche révolutionnaire) visant à déstabiliser le régime à la veille du plébiscite prévu cet automne.

Toutefois, certains éléments semblent bien étranges, à commencer par le personnel des auteurs du premier attentat, les seuls appréhendés jusqu'à présent. Il s'agit de délinquants de droit commun au casier judiciaire chargé. « Il n'est pas dans leurs habitudes de s'attaquer sans raison à la police », s'exclame un spécialiste en affaires criminelles.

PANAMA: échec des négociations

Le général Noriega aurait refusé à la dernière minute un marché avec Washington

Après des mois de pressions et d'intimidations, près de trois semaines de négociations intensive, le gouvernement américain a été obligé de reconnaître, le mercredi 25 mai, qu'il avait échoué - du moins provisoirement - dans ses tentatives pour obtenir le départ de l'homme fort du Panama, le général Manuel Noriega. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, qui avait pour la circonstance retardé de quelques heures son départ pour Helsinki, où il devait rejoindre la délégation américaine au sommet de Moscou, a ainsi déclaré au cours d'une brève conférence de presse: « Toutes les propositions faites durant ces négociations ont été retirées. Aucune offre ne reste sur la table, plus aucune négociation avec le Panama n'est envisagée ».

Les termes du « marché » négocié, côté américain, par le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires latino-américaines, M. Michael Kozak - qui vient d'être rappelé à Washington après une ultime visite mardi à Panama, - prévoyaient que, en échange de la fin des poursuites judiciaires dont il fait l'objet pour trafic de drogue, le général Noriega se serait engagé à démissionner de ses fonctions de chef des forces armées. La date était fixée au 12 août.

Et, selon des précisions apportées par M. Armacost, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires politiques, le général aurait quitté Panama en septembre pour ne plus revenir qu'en

NICARAGUA

Reprise des négociations entre la Contra et le gouvernement

La Contra a annoncé, le mercredi 25 mai, qu'une délégation de haut niveau de la Résistance nicaraguayenne (RN) devait se rendre à Managua le jour même pour y poursuivre les négociations avec le gouvernement sandiniste en vue d'un cessez-le-feu définitif. Le porte-parole de la Contra a précisé que la délégation, composée de vingt-cinq personnes, dont cinq membres du directeur (organe de direction), sera dirigée par M. Alfredo Cesar, directeur de la RN, et par le chef militaire du mouvement Enrique Bermudez. Elle proposera de déposer les armes, le 1<sup>er</sup> septembre, dans le cadre d'un plan de paix global qu'elle compte également présenter. Les négociations ont débuté dès mardi soir.

Si les deux parties étaient d'accord pour se rencontrer le 25 mai, elles ne l'étaient pas jusqu'ici sur le lieu de la réunion. Les « contras » demandaient, en effet, que les discussions reprennent à Sapoa (lieu de l'accord signé le 23 mars dernier) estimant manquer de garanties à Managua. (AFP.)

HANOÏ retirera 50 000 hommes du Cambodge

Au cours de cette année

Les autorités vietnamiennes ont annoncé, le mercredi 25 mai, aux diplomates occidentaux en poste à Hanoï, leur intention de retirer d'ici à la fin de l'année la moitié de leurs troupes stationnées au Cambodge. Ce retrait partiel, qui concerne 50 000 hommes, devrait s'effectuer en plusieurs étapes entre juin et décembre. Par ailleurs, les soldats vietnamiens restent au Cambodge s'éloignent à trente kilomètres de la frontière thaïlandaise et seraient placés sous le « commandement militaire suprême khmer ».

Selon le ministre des affaires étrangères vietnamien, M. Nguyen Co Thach, le contingent actuellement en place s'élève à 90 000 hommes. Une estimation contestée, puisque Washington parle de 120 000 soldats. A la veille de l'ouverture à Haïphong de la conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, au programme duquel figure la recherche d'une solution au problème cambodgien, ce geste semble traduire la volonté de Hanoï de débloquer la crise et d'ouvrir la voie à une plus large négociation. (AFP.)

Pour avoir tué un « braconnier » dans des conditions contestables en Centrafrique Cinq légionnaires sont déferés devant le tribunal des forces armées

Cinq militaires de la légion étrangère, dont deux officiers, en poste en République centrafricaine, ont été déferés, le 17 mai, devant le tribunal des forces armées de Paris pour avoir ouvert le feu, dans des conditions qui leur ont été reprochées par leur hiérarchie, contre des braconniers qui menaient des éléphants, protégés de ce pays, pour en trafiquer ensuite l'ivoire. L'un de ces braconniers a été tué, et il semble que les cinq légionnaires ont tenté de dissimuler leur acte en entraînant le corps précipitamment.

A la demande du président centrafricain, M. Kolingba, les éléments des forces armées françaises stationnées dans le pays en vertu d'accords de défense participent à la lutte contre le pillage organisé des troupeaux d'éléphants.

Au cours d'un accrochage récent, qui remonte au 13 avril, entre des braconniers centrafricains travaillant pour le compte de trafiquants venus souvent de territoires extérieurs, comme le Soudan, une patrouille française a tué l'un des pillards. Les militaires français en cause appartiennent au 2<sup>e</sup> régiment étranger parachutiste (REP) normalement basé à Calvi (Corse).

Le haut commandement français a déferé un capitaine, un lieutenant et trois légionnaires, auxquels il est reproché d'avoir ouvert le feu dans des conditions contestables, et, selon certaines informations, d'avoir tenté de dissimuler leur action en entraînant sommairement leur victime. Ce serait après coup que la population locale aurait découvert le corps. Après la réorganisation de la justice militaire, intervenue il y a quelques

SÉNÉGAL M<sup>r</sup> Wade bénéficiera de la loi d'amnistie

Dakar. - Un projet de loi d'amnistie, en faveur notamment des séparatistes casamançais et de toutes les personnes condamnées à la suite des incidents post-électorales, a été adopté par le conseil des ministres sénégalais, ce jeudi 25 mai, de source officielle à Dakar. M<sup>r</sup> Abdoulaye Wade, principal dirigeant de l'opposition, condamné à un an de prison avec sursis, et son adjoint, M. Boubacar Sall, condamné à deux ans de prison ferme, font notamment partie des bénéficiaires.

D'autre part, un ancien opposant intégriste, M. Ahmed Khalifa Niassé, impliqué dans l'affaire des deux « agents libyens » arrêtés en février à Dakar, a été mis en liberté provisoire, à-t-on appris mercredi de source proche de sa famille. Il avait été arrêté le 19 février à l'aéroport de Dakar, en même temps que deux Libyens en provenance de Conakry, porteurs, selon la police sénégalaise, d'armes et d'explosifs.

Sur le vif

Jeu de massacre

Découpe, je vais me répéter, mais vous êtes tellement touchés qu'il faut toujours taper sur le même clou pour arriver à vous l'enfoncer dans le crâne. C'est pas vrai ? Tiens donc ! Vous savez ce qui s'est passé mardi dernier ? Oui, c'est ça, l'ouverture de la campagne officielle juste avant le journal de 20 heures sur la chaîne publique.

Quand on pense au PAF de 1981 ! Les responsables balancés, les grilles chamboulées, Rose au poing, par les yeux La Vertu de l'époque : plus de western, des films édiptiens programmés en v.o. aux heures de grande écoute, le télé, ce cours du soir, changé en école de dimanche, consacré au culte du socialisme triomphant. C'est inimaginable, ça aujourd'hui. Il a bien raison, mon Mimi ! Il faut laisser du temps au temps. Le temps pour nos représentants d'accepter enfin leur condition. Pas celle d'un maître, celle d'un commis.

MINITEL

● Législatives : les derniers sondages - TELIO ● LOH : le mini-journal JOUR ● Tous les jeux du Monde JEU ● Actualités International Campus. Bourses, Abonnements, Loto. 3615 Tapez LEMONDE

Mort de l'éditeur britannique Hamish Hamilton

L'éditeur britannique Hamish Hamilton est mort à Londres le mardi 24 mai. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Né à Indianapolis (Etats-Unis), il a passé son enfance en Ecosse, avant de faire des études de médecine à Cambridge. Mais il a vite abandonné cette voie pour entreprendre des études littéraires. Après un passage dans l'édition américaine, il a fondé sa propre maison en 1931. Il allait publier notamment Raymond Chandler, Truman Capote, J.K. Galbraith, J.D. Salinger et Walter Lippmann.

En 1939, Hamilton a rejoint l'armée britannique. Envoyé en France et aux Pays-Bas, il devait être transféré en 1941 dans la section américaine du

ministère de l'information. Cependant, il n'abandonnerait pas ses activités d'éditeur, et il publiait alors divers ouvrages de guerre ainsi qu'un ouvrage sur la Résistance française. Après la guerre, il ouvrit sa maison aux écrivains français, particulièrement à Albert Camus, à Jean-Paul Sartre et à Georges Simenon. Parmi les auteurs britanniques, Kathleen Raine, Richard Crossman, Margaret Lane figurent également au catalogue de Hamish Hamilton. Conjointement de sa maison aux publications Thomson en 1965, il devait par la suite accomplir de nombreux voyages. En 1981, il allait vivre à Florence, ne retournant dans son pays qu'en 1986.

Advertisement for 'Costumes légers Grandes griffes Chemises 100 % coton LA VOGUE' at Centre Commercial Vélizy 2. 38, bd des Italiens (Près Opéra). Détaite à l'exportation.

Advertisement for 'FÊTE DES MÈRES Aldebert' jewelry store. Located at 70, rue du Fg-St-Honoré and 19, La Croisette, Cannes. Exclusifs et à prix spéciaux from May 24-31, 1988.

Advertisement for 'TELEMATIQUE magazine' and 'PUB: LE SUPPORT QUI MANQUAIT'. Includes contact info for IAN MAXWELL and LE LABORATOIRE DE L'IMPOSSIBLE.

Advertisement for '6 Compatib. PC Portabl.' featuring Amstrad PPC 512, Sanyo LT 640, and Sharp PC 4502. Price chart by Duriez.



Corbachev

Handwritten text at the bottom center: ٥٤٤٨ من الأصل